

Commune de DAGLAN

Mairie – Le Bourg -24250 DAGLAN

PROJET DE CARTE COMMUNALE

DOSSIER D'ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR LE RÉSEAU NATURA 2000

- O2 ENVIRONNEMENT -

Pour le Préfet de la Dordogne
et par délégation
la Sous-Préfète de Sarlat



Dominique CHRISTIAN



*Respecter
l'environnement
fait partie de votre métier.
Vous aider à y parvenir
c'est le nôtre.*

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral du **21 JUIN 2012**

Janvier 2012. Version 1.02.

O2 Environnement

Ingénierie - Conseil en Environnement
La Combe Basse – 24620 Les Eyzies de Tayac
Tél. : 05.53.05.77.36 / Fax : 05.53.05.77.36
Email : pascal.raevel@nordnet.fr

1000

1000

1000

1000

1000

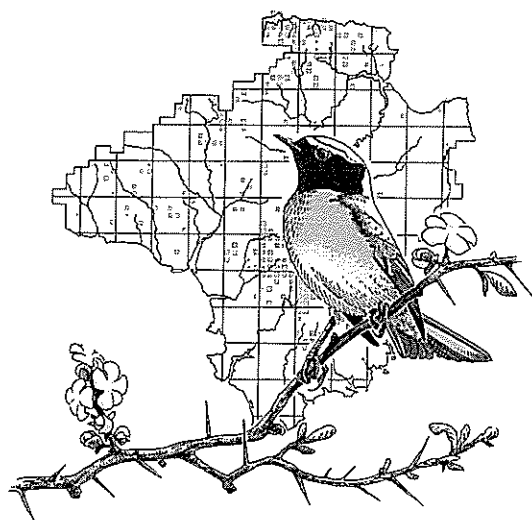
1000

Commune de DAGLAN

Mairie – Le Bourg – 24250 DAGLAN

PROJET DE CARTE COMMUNALE

DOSSIER D'ÉVALUATION DES INCIDENCES SUR LE RÉSEAU NATURA 2000



Réalisation :

Relevés de terrain :

Philippe POIRÉ
Pascal RAEVEL

Cartographie :

Estelle GILLET

Rédaction générale :

Pascal RAEVEL
Philippe POIRÉ

Direction d'Étude :

Pascal RAEVEL

Rapport final

- Janvier 2012 -

O2 Environnement

Ingénierie-Conseil en Environnement

La Combe Basse – 24620 Les Eyzies de Tayac

Tél. : 05.53.05.77.36 / Fax : 05.53.05.77.36

Email : pascal.raevel@nordnet.fr

SOMMAIRE

1. CADRE GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE CONSERVATION DE LA NATURE.....	7
2. CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000	9
2.1. CADRE RÉGLEMENTAIRE ET LÉGAL FRANÇAIS.....	9
2.2. PRINCIPE DE L'ÉVALUATION DES INCIDENCES	11
2.2.1. Nécessité ou non de réaliser un dossier d'incidences Natura 2000	11
2.2.2. Caractère ciblé de l'évaluation des incidences	12
2.2.3. Caractère exhaustif de l'évaluation des incidences.....	12
2.2.4. Principe de proportionnalité	12
2.2.5. Appréciation du caractère significatif des effets	13
2.2.6. Appréciation de l'intérêt public majeur du projet.....	13
2.2.7. Appréciation du cumul des effets avec d'autres projets	13
2.2.8. Caractère conclusif de l'évaluation environnementale	14
2.3. MÉTHODE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	14
2.3.1. Approche méthodologique globale.....	14
2.3.2. Approche méthodologique spécifique développée pour cette évaluation environnementale des incidences écologiques	17
2.4. CONTENU DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE.....	19
2.5. DÉFINITION DES TERMES UTILISÉS DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	20
2.5.1. Définitions de l'Union européenne.....	20
2.5.2. Définitions complémentaires en droit administratif français utilisés dans les évaluations environnementales	24
2.5.3. Notion de perturbation & de détérioration.....	30
3. ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE DES INCIDENCES SUR LE RÉSEAU NATURA 2000 CONCERNÉ PAR LA CARTE COMMUNALE DE DAGLAN.....	32
3.1. CONTEXTE ÉCOLOGIQUE ET SITOLOGIQUE LOCAL	32
3.2. CHOIX DES SITES NATURA 2000 FAISANT L'OBJET DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE	33
3.2.1. Sites Natura 2000 concernés par le périmètre d'étude étendu	33
3.2.2. Sites Natura 2000 retenus dans le cadre de l'évaluation des incidences.....	35
3.3. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LE SITE FR7200672 DU CAUSSE DE DAGLAN ET DE LA VALLÉE DU CÉOU	36
3.3.1. Données générales	36
3.3.1.1. Statut et taille	36
3.3.1.2. Localisation et distance par rapport au projet	36
3.3.2. Données détaillées	37
3.3.2.1. Description du site	37
3.3.2.2. Composition du site	37
3.3.2.3. Liste et état de conservation des habitats d'intérêt communautaire	37
3.3.2.4. Présence d'espèces relevant des annexes de la Directive	38
3.3.2.5. Autres espèces animales et végétales considérées comme importantes	38
4. ÉVALUATION ÉCOLOGIQUE ET PATRIMONIALE DU SITE	39
4.1. FORME ET FONCTIONNEMENT ÉCOLOGIQUE CONNU	39
4.2. LES HABITATS NATURELS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE.....	39

4.1.1. Formations à <i>Juniperus communis</i> sur landes ou pelouses calcaires (5130)	39
4.1.1.1. Correspondance avec le manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne	39
4.1.1.2. Déclinaison en habitats élémentaires	40
4.1.1.3. Physionomie et structure	40
4.1.1.4. Espèces caractéristiques du type d'habitat	41
4.1.1.5. Dynamique spontanée de l'habitat	41
4.1.1.6. Dynamique liée à la gestion	41
4.1.1.7. Valeur écologique et biologique	41
4.1.1.8. Menaces potentielles	42
4.1.1.9. Caractères sensibles de l'habitat	42
4.1.2. Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometelia) (* sites d'orchidées remarquables) (6210)	42
4.1.2.1. Correspondance avec le manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne	42
4.1.2.2. Déclinaison en habitats élémentaires	43
4.1.2.3. Physionomie et structure	43
4.1.2.4. Espèces caractéristiques du type d'habitat	43
4.1.2.5. Dynamique spontanée de l'habitat	43
4.1.2.6. Dynamique liée à la gestion	44
4.1.2.7. Valeur écologique et biologique	44
4.1.2.8. Menaces potentielles	44
4.1.2.9. Caractères sensibles de l'habitat	44
4.1.3. Parcours substeppiques de graminées et annuelles des <i>Thero-Brachypodietea</i> (6220)	45
4.1.3.1. Correspondance avec le manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne	45
4.1.3.2. Déclinaison en habitats élémentaires	46
4.1.3.3. Physionomie et structure	46
4.1.3.4. Espèces caractéristiques du type d'habitat	46
4.1.3.5. Dynamique spontanée de l'habitat	46
4.1.3.6. Dynamique liée à la gestion	47
4.1.3.7. Valeur écologique et biologique	47
4.1.3.8. Menaces potentielles	47
4.1.3.9. Caractères sensibles de l'habitat	47
4.1.4. Pentcs rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique (8210)	47
4.1.4.1. Correspondance avec le manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne	47
4.1.4.2. Déclinaison en habitats élémentaires	49
4.1.4.3. Physionomie et structure	49
4.1.4.4. Espèces caractéristiques du type d'habitat	49
4.1.4.5. Dynamique spontanée de l'habitat	49
4.1.4.6. Dynamique liée à la gestion	49
4.1.4.7. Valeur écologique et biologique	49
4.1.4.8. Menaces potentielles	49
4.1.4.9. Caractères sensibles de l'habitat	49
4.1.5. Forêts à <i>Quercus ilex</i> et <i>Quercus rotundifolia</i> (9340)	49
4.1.5.1. Correspondance avec le manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne	50
4.1.5.2. Déclinaison en habitats élémentaires	50
4.1.5.3. Physionomie et structure	50
4.1.5.4. Espèces caractéristiques du type d'habitat	50
4.1.5.5. Dynamique spontanée de l'habitat	50
4.1.5.6. Dynamique liée à la gestion	51
4.1.5.7. Valeur écologique et biologique	51
4.1.5.8. Menaces potentielles	51
4.1.5.9. Caractères sensibles de l'habitat	51
4.1.6. Damier de la succise (<i>Eurodryas aurinia</i>)	52
4.1.6.1. Caractères biologiques	52
4.1.6.2. Caractères écologiques	52
4.1.6.3. Habitats naturels d'intérêt européen occupés par l'espèce	53
4.1.6.4. Statuts réglementaires de l'espèce	53
4.1.6.5. Évolution et état des populations	53
4.1.6.6. Menaces potentielles	53

5. ÉVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET DE CARTE COMMUNALE SUR LE RÉSEAU NATURA 2000 CONCERNÉ..... 54

5.1. OBJET DU PROGRAMME D'URBANISME SOUMIS À ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE..... 54

5.2. CARACTÉRISATION GLOBALE DES EFFETS POTENTIELS DU PROGRAMME SUR LA FAUNE, LA FLORE ET LES HABITATS..... 54

5.2.1. Typologie des pressions potentielles sur la biodiversité..... 54

5.2.2. Notion de pression et de risque..... 55

5.3. INCIDENCES GLOBALES DU PROJET DE LA CARTE COMMUNALE DE DAGLAN SUR LE SITE NATURA 2000 56

5.3. LES PARTIES DU SITE NATURA 2000 SOUMISES À L'ANALYSE DES INCIDENCES 57

5.3.1. Le site de la Bégonie 57

5.3.1.1. Localisation..... 57

5.3.1.2. Modification d'urbanisme projetée..... 57

5.3.1.3. Types de milieux concernés..... 58

5.3.1.4. Risques d'interactions avec le site Natura 2000 62

5.3.1.5. Analyse des pressions potentielles sur les habitats naturels..... 63

5.3.1.5.1. Identification des pressions 63

5.3.1.5.2. Niveau, temporalité et réversibilité des pressions 65

5.3.1.6. Analyse des pressions potentielles sur les espèces animales et végétales..... 65

5.3.1.6.1. Identification des pressions 65

5.3.1.6.2. Niveau, temporalité et réversibilité des pressions 66

5.3.1.6.3. Effets cumulatifs : identification des autres pressions existantes sur le site Natura 2000 .. 67

5.3.1.6.4. Effets cumulatifs : identification des autres pressions existantes aux alentours du site

Natura 2000..... 67

5.3.1.7. Analyse globale des incidences de la carte communale de DAGLAN sur le site Natura 2000 et ses composantes biologiques 67

5.3.2. Le site de Fort Louis 69

5.3.2.1. Localisation..... 69

5.3.2.2. Modification d'urbanisme projetée..... 69

5.3.2.3. Types de milieux concernés..... 70

5.3.2.4. Risques d'interactions avec le site Natura 2000 73

5.3.2.5. Analyse des pressions potentielles sur les habitats naturels..... 74

5.3.2.5.1. Identification des pressions 74

5.3.2.5.2. Niveau, temporalité et réversibilité des pressions 76

5.3.2.6. Analyse des pressions potentielles sur les espèces animales et végétales..... 76

5.3.2.6.1. Identification des pressions 76

5.3.2.6.2. Niveau, temporalité et réversibilité des pressions 77

5.3.2.6.3. Effets cumulatifs : identification des autres pressions existantes sur le site Natura 2000 .. 78

5.3.2.6.4. Effets cumulatifs : identification des autres pressions existantes aux alentours du site

Natura 2000..... 78

5.3.2.7. Analyse globale des incidences de la carte communale de DAGLAN sur le site Natura 2000 et ses composantes biologiques 78

5.3.3. Le site de la Croix de la Mission Nouvelle..... 80

5.3.3.1. Localisation..... 80

5.3.3.2. Modification d'urbanisme projetée..... 80

5.3.3.3. Types de milieux concernés..... 81

5.3.3.4. Risques d'interactions avec le site Natura 2000 83

5.3.3.5. Analyse des pressions potentielles sur les habitats naturels..... 84

5.3.3.5.1. Identification des pressions 84

5.3.3.5.2. Niveau, temporalité et réversibilité des pressions 86

5.3.3.6. Analyse des pressions potentielles sur les espèces animales et végétales..... 86

5.3.3.6.1. Identification des pressions 86

5.3.3.6.2. Niveau, temporalité et réversibilité des pressions 87

5.3.3.6.3. Effets cumulatifs : identification des autres pressions existantes sur le site Natura 2000 .. 88

5.3.3.6.4. Effets cumulatifs : identification des autres pressions existantes aux alentours du site Natura 2000.....	88
5.3.3.7. Analyse globale des incidences de la carte communale de DAGLAN sur le site Natura 2000 et ses composantes biologiques	88
6. MESURES D'ADAPTATION DE LA CARTE COMMUNALE DE DAGLAN.....	90
6.1. ADAPTATION DE L'EMPRISE DES FUTURES ZONES AMÉNAGEABLES	90
6.2. MESURES DE RÉDUCTION DES RISQUES DE PROPAGATION DES EEE (ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES).....	90
CONCLUSION SUR LA FAISABILITÉ ET LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE DE DAGLAN VIS-À-VIS DU RÉSEAU NATURA 2000	91
BIBLIOGRAPHIE.....	93

1. CADRE GÉNÉRAL DE LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE CONSERVATION DE LA NATURE

L'Union européenne (UE) cherche à assurer la biodiversité, sur le long terme, par la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages sur le territoire des États membres. Un réseau écologique de zones spéciales protégées, dénommé «Natura 2000», a été créé à cet effet. D'autres activités prévues dans les domaines du contrôle et de la surveillance, de la réintroduction d'espèces indigènes, de l'introduction d'espèces non indigènes, de la recherche et de l'éducation, apportent cohérence à ce réseau.

La dégradation continue des habitats naturels et les menaces pesant sur certaines espèces forment une préoccupation primordiale de la politique environnementale de l'Union européenne (UE).

La Directive Habitats 92/43/CEE du 21 mai 1992, dénommée directive « Habitats, Faune, Flore » ou directive «Habitats», vise à contribuer au maintien de la biodiversité dans les États membres en définissant un cadre commun pour la conservation des habitats, des plantes et des animaux considérés d'intérêt communautaire.

La directive «Habitats» a mis en place le réseau Natura 2000. Ce réseau est le plus grand réseau écologique du monde. Il est constitué de zones spéciales de conservation (ZSC) désignées par les États membres au titre de la présente directive. En outre, il inclut aussi les zones de protection spéciale (ZPS) instaurées en vertu de la directive «Oiseaux» 2009/147/CE du 30 novembre 2009.

Les annexes de ces directives contiennent les types d'habitats et les espèces dont la conservation nécessite la désignation de zones de conservation ou des mesures de conservation plus ou moins strictes. Certains d'entre eux sont définis comme des types d'habitats ou des espèces «prioritaires» car considérés en danger de disparition à plus ou moins court terme.

La désignation des sites du réseau Natura 2000 (ZSC et ZPS) se fait en trois étapes.

Suivant les critères établis dans les annexes, chaque État membre compose une liste de sites abritant des habitats naturels ainsi que des espèces animales et végétales sauvages. Sur la base de ces listes nationales, et en accord avec les États membres, la Commission arrête une liste des sites d'importance communautaire pour chacune des neuf régions biogéographiques de l'UE (le projet Grandes Industries appartient à la région atlantique). Dans un délai imparti suivant la sélection d'un site comme site d'importance communautaire, l'État membre concerné désigne ce site comme zone spéciale de conservation ou comme zone de protection spéciale.

Dans les cas où la Commission estime qu'un site abritant un type d'habitat naturel ou une espèce prioritaire a été omis dans une liste nationale, la directive prévoit l'engagement d'une procédure de concertation entre l'État membre concerné et la Commission. Si cette concertation n'aboutit pas à un résultat satisfaisant, la Commission peut proposer au Conseil de sélectionner le site comme site d'importance communautaire.

Dans les zones spéciales de conservation, les États membres prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir la conservation des habitats et pour éviter leur détérioration ainsi que les perturbations significatives des espèces.

La directive prévoit la possibilité d'un cofinancement des mesures de conservation par la Communauté européenne.

Il incombe également aux États membres de veiller à ce que les points suivants soient mis en oeuvre de la manière la plus complète possible pour chaque site :

- encourager la gestion des éléments des écopaysages qu'ils considèrent essentiels à la répartition, aux migrations et aux échanges génétiques des espèces sauvages ;

- instaurer des systèmes de protection particulièrement stricts pour certaines espèces animales et végétales menacées (annexe IV de la directive Habitats) et d'étudier l'opportunité de réintroduire ces espèces sur leur territoire, le cas échéant ;
- enfin, interdire l'utilisation de moyens non sélectifs de prélèvement, de capture et de mise à mort pour certaines espèces végétales et animales (annexe V de la directive Habitats).

Tous les six ans, les États membres font rapport des dispositions prises en application de la directive. La Commission élabore un rapport de synthèse sur la base de ces rapports.

Les annexes de la présente directive ont été modifiées pour tenir compte de la diversité biologique des pays qui ont adhéré à l'UE en 2004 et en 2007. L'élargissement a apporté de nouveaux défis pour la biodiversité ainsi que de nouveaux éléments, y compris trois nouvelles régions biogéographiques (la région de la mer Noire, la région pannonienne et la région steppique).

Le réseau Natura 2000 représente aujourd'hui environ 18 % du territoire terrestre de l'UE.

2. CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'ÉVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

2.1. CADRE RÉGLEMENTAIRE ET LÉGAL FRANÇAIS

L'évaluation des incidences Natura 2000 est instaurée par le droit de l'Union européenne [art. 6.3 de la directive Habitats, Faune, Flore ¹] pour prévenir les atteintes aux objectifs de conservation (c'est-à-dire aux habitats naturels, d'espèces, végétales et animales) des sites Natura 2000, désignés au titre soit de la directive Oiseaux², soit de la directive « habitats, faune, flore ».

Dans le cadre d'un contentieux initié par la Commission européenne, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a prononcé le 4 mars 2010 la condamnation de la France pour transposition incorrecte des paragraphes 2 et 3 de cet article 6, en retenant notamment le grief du champ d'application trop restreint de l'évaluation des incidences prévu dans le Code de l'environnement.

Dans ce contexte, l'article 13 de la loi « Responsabilité environnementale » ³ a renouvelé la rédaction de l'article L. 414-4. Le décret n°2010-365 du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000 est son premier texte d'application. Ensemble, ils modifient très profondément les modalités de mise en oeuvre de l'obligation d'évaluation des incidences Natura 2000 en prévoyant que, pour les plans, projets, manifestations ou interventions, cette évaluation, lorsqu'elle est prévue, est produite dans le cadre du régime d'encadrement qui est mis en oeuvre.

Le législateur a retenu par ailleurs l'option de plusieurs listes pour définir le champ d'application de l'évaluation des incidences. Dès lors qu'un « document de planification, programme ou projet d'activités, de travaux, d'aménagements, d'installation, de manifestations ou d'interventions dans le milieu naturel » figure dans l'une de ces listes, le demandeur doit produire une évaluation des incidences Natura 2000 à l'appui de sa demande.

Si c'est donc au porteur de projet de produire le dossier d'incidences Natura 2000, c'est le service instructeur, issu des services de l'État, en l'occurrence la DREAL Nord – Pas-de-Calais pour le cas présent, qui a en charge de veiller, à la fois, à ce que l'évaluation environnementale soit produite par le maître d'ouvrage du projet, et qu'elle soit de qualité suffisante pour répondre aux exigences de l'Union européenne.

Hormis les cas où un intérêt public majeur est identifié, l'autorité en charge de la procédure doit obligatoirement refuser son autorisation, ne pas approuver ou s'opposer à la déclaration dès lors que la réalisation de l'activité envisagée porte atteinte aux objectifs de conservation d'un ou plusieurs sites Natura 2000. À défaut, l'État français s'expose à de nouvelles condamnations par l'UE.

Au travers de la publication de ce décret, le nouveau dispositif s'articule autour de deux listes qui fixent les activités soumises à évaluation des incidences :

- la liste nationale : elle est fixée au § I de l'article R. 414-19 du Code de l'environnement, elle est d'application directe sur l'ensemble du territoire métropolitain ;
- la première liste « locale » : chaque préfet a la responsabilité de la définir par arrêté. Elle revêt une importance primordiale pour établir un dispositif national complet au regard des enjeux des sites.

¹ Directive n°92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages.

² Directive n° 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages (version codifiée).

³ Loi n° 2008-757 du 1er août 2008 relative à la responsabilité environnementale et à diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de l'environnement.

Le champ d'application de ces deux listes concerne potentiellement les procédures relevant de toute autorité publique (État, collectivités territoriales, délégataires de service public). Ces deux listes ne peuvent contenir que des activités relevant d'une procédure d'autorisation, de déclaration ou d'approbation.

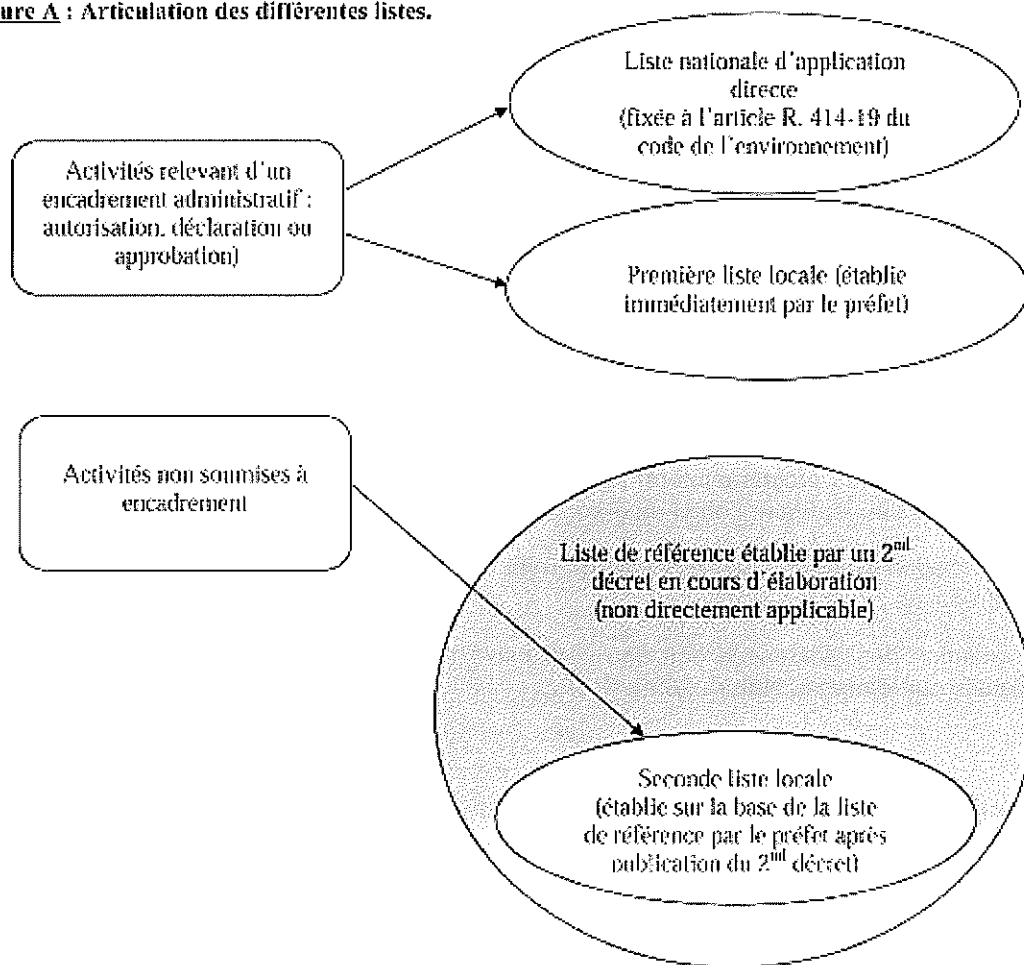
Un autre décret va établir une liste de référence d'activités ne relevant d'aucun régime d'encadrement. La seconde liste « locale » sera donc établie par la DREAL (et validée par le CSRPN) en choisissant les activités appropriées parmi les éléments retenus dans ce futur décret.

Les listes locales sont dressées « au regard des objectifs de conservation des sites Natura 2000 » en tenant compte, d'une part, de l'état des connaissances scientifiques sur les habitats et les espèces végétales et animales et, d'autre part, des incidences potentielles des activités socio-économiques déjà identifiées sur les sites Natura 2000.

Le ministère chargé de l'environnement appréciera, au cas par cas, le besoin de compléter la liste nationale et la liste de référence en fonction de nouveaux enjeux qui pourraient être constatés sur des sites Natura 2000.

Chaque liste locale sera communiquée à la Commission européenne pour validation au travers d'une vigilance extrême notamment sur l'exhaustivité et le caractère opérationnel du dispositif d'ensemble.

Figure A : Articulation des différentes listes.



2.2. PRINCIPE DE L'ÉVALUATION DES INCIDENCES

L'objectif du régime d'évaluation des incidences est de prévenir d'éventuels dommages aux milieux naturels remarquables sans pour autant mettre la nature « sous cloche ». Il s'agit de vérifier que les projets ne portent pas atteinte aux habitats naturels et espèces d'intérêt communautaire présents dans un site Natura 2000 ou de redéfinir les projets de manière à éviter de telles atteintes.

Le principe posé par la directive « habitats, faune, flore » est de soumettre à évaluation des incidences l'ensemble des plans, projets, manifestations et interventions, qu'ils soient prévus à l'intérieur ou à l'extérieur du périmètre d'un site Natura 2000.

Toutefois, dans certains cas précis et à la lumière de connaissances scientifiques disponibles, il a été parfois possible, dans la liste nationale, de circonscrire cette obligation au périmètre des sites Natura 2000. Néanmoins, s'il apparaît localement que, dans certains cas, la mise en oeuvre de ces activités à l'extérieur d'un site peut porter atteinte à ses objectifs de conservation, il vous appartient, dans le cadre des listes locales, de soumettre ces activités à l'évaluation des incidences Natura 2000.

C'est au maître d'ouvrage d'apporter la preuve, dossier d'incidences Natura 2000 à l'appui, que son projet n'impacte pas significativement la biodiversité et le fonctionnement écosystémique des sites Natura 2000 qui l'entourent.

Dans l'application de ce nouveau dispositif, les questions les plus délicates que les services de l'État ont à apprécier, et partant le porteur de projet, sont les suivantes :

- la nécessité ou non de réaliser un dossier d'incidences Natura 2000 ;
- l'évaluation des incidences doit être ciblée uniquement sur les espèces et habitats des directives européennes ;
- l'évaluation des incidences doit être exhaustive ;
- l'évaluation des incidences doit être proportionnée ;
- l'appréciation de la notion d'effet significatif sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000 ;
- l'identification des projets d'intérêt public majeur qui, sous certaines conditions précisées en annexe, peuvent faire l'objet de dérogation ;
- l'appréciation du cumul des effets d'un projet avec les effets d'autres projets en cours ou déjà réalisés ;
- l'évaluation des incidences doit être conclusive sur la présence ou l'absence d'impacts négatifs sur le réseau Natura 2000.

2.2.1. Nécessité ou non de réaliser un dossier d'incidences Natura 2000

Les projets, dans ou hors site Natura 2000, qu'ils soient portés par l'État, les collectivités locales, les établissements publics ou les acteurs privés, doivent faire l'objet d'une évaluation de leurs incidences dès lors qu'ils sont susceptibles d'avoir un impact notable sur les habitats ou les espèces d'intérêt communautaire d'un site Natura 2000.

Cette question ne se pose pas si le projet est intégré, tangent ou sécant avec un périmètre de site Natura 2000.

En revanche, si le site ne se trouve pas dans un périmètre Natura 2000, la question de la nécessité ou non de réaliser un dossier d'incidences se pose.

Les maîtres d'ouvrage doivent donc être particulièrement vigilants sur cette question car il est de leur responsabilité de s'assurer que leur projet nécessite ou pas de réaliser une évaluation des incidences.

Cette vigilance est indispensable pour conserver les habitats naturels et les espèces d'intérêt communautaire.

Elle est, plus ponctuellement, nécessaire pour éviter la remise en cause des projets par des contentieux nationaux ou communautaires ou par un blocage de cofinancements communautaires.

Compte tenu des risques de contentieux et de condamnations de l'État français ou des porteurs de projets, la jurisprudence actuelle conduit le plus souvent les services de l'État en charge de l'évaluation des incidences à demander au maître d'ouvrage de produire un dossier. Celui peut, en se basant sur le principe de proportionnalité (voir plus loin), être assez succinct si la démonstration est clairement faite de l'absence d'incidences significatives.

2.2.2. Caractère ciblé de l'évaluation des incidences

L'évaluation des incidences est ciblée strictement sur les habitats naturels et les espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du ou des sites Natura 2000 concernés par le projet.

L'analyse des incidences ne doit porter que sur les habitats et espèces d'intérêt communautaires qui sont susceptibles d'être impactés par l'activité. Le dossier doit se concentrer sur les habitats naturels et les espèces faunistiques et floristiques qui ont motivé la désignation du ou des sites Natura 2000 concernés.

C'est une particularité par rapport aux études d'impact. Ces dernières, en effet, doivent étudier l'impact des projets sur toutes les composantes de l'environnement et de la biodiversité de manière systématique : milieux naturels (et pas seulement les habitats ou espèces d'intérêt communautaire), l'air, l'eau, le sol,...

L'évaluation des incidences Natura 2000 ne doit étudier ces aspects que dans la mesure où des impacts du projet sur ces domaines ont des répercussions sur les habitats et espèces d'intérêt communautaire.

2.2.3. Caractère exhaustif de l'évaluation des incidences

L'évaluation environnementale des incidences écologiques doit présenter un caractère d'exhaustivité. Elle doit en effet prendre en compte tous les aspects du projet et de ses incidences possibles (impacts directs, indirects, induits, temporaires, permanents).

Les effets cumulés du projet avec les activités existantes ou projetées doivent également être analysés (voir plus loin).

2.2.4. Principe de proportionnalité

Conformément au principe défini à l'article R. 414-23 du Code de l'environnement, la procédure d'évaluation Natura 2000 doit être proportionnée aux « documents de planification, programmes ou projets d'activités, de travaux, d'aménagements, d'installation, de manifestations ou d'interventions dans le milieu naturel ».

Ce principe de proportionnalité est triple dans son approche, l'évaluation environnementale doit donc être proportionnée

- à l'importance du projet ;

- aux enjeux de conservation des habitats et espèces en présence dans le réseau Natura 2000 concerné ;
- et, enfin, aux risques d'interférence entre le projet et les sites Natura 2000.

C'est pourquoi une procédure d'évaluation des incidences par étape est prévue, permettant ainsi de faire rapidement un tri dans les dossiers, de limiter les investigations, coûteuses en temps et en énergie, aux seuls cas qui le méritent, et donc d'imposer une charge raisonnable aux demandeurs comme aux services instructeurs.

La présente évaluation environnementale des incidences écologiques va donc se limiter au stade considéré comme préliminaire de l'évaluation des incidences Natura 2000.

2.2.5. Appréciation du caractère significatif des effets

Ce point est particulièrement important puisque, pour y répondre, il est essentiel de connaître des éléments complexes et pas forcément aisés à obtenir :

- La composition, la nature et la structure des peuplements, des populations et des habitats naturels des sites Natura 2000 concernés par le projet. Cette donnée n'est pas systématiquement disponible. En l'absence de Document d'Objectifs (DOCOB), le maître d'ouvrage est parfois amené à produire lui-même ces données, ce qui reste contraire à la logique voulue par l'Union européenne (UE) et aux dispositions du Code de l'environnement qui précise que les données biologiques doivent être fournies par l'État.
- L'état de conservation des habitats et des espèces doit également être apprécié, en dehors, des incidences potentielles du projet. Ici aussi, en absence de DOCOB finalisé et disponible, il n'est pas toujours aisé d'apprécier cette notion.
- Les incidences du projet doivent ensuite être définies et caractérisées. Il convient donc qu'elles soient évaluées aussi bien qualitativement que quantitativement. Les effets directs, indirects et induits doivent être analysés. Le caractère temporaire ou permanent, le caractère réversible ou non, des effets du projet doivent être appréciés.
- Enfin, l'effet de toutes ces incidences potentielles du projet doit être mesuré à l'aune de la conservation des habitats naturels, des habitats d'espèces et des espèces qui ont conduit à la désignation des sites Natura 2000 concernés par le projet.

2.2.6. Appréciation de l'intérêt public majeur du projet

La classification d'un projet comme d'intérêt public majeur lui permet, sous certaines conditions, de faire l'objet d'une dérogation.

2.2.7. Appréciation du cumul des effets avec d'autres projets

L'évaluation du cumul des effets du projet avec les incidences d'autres projets en cours d'étude ou déjà réalisés pose un certain nombre de problèmes méthodologiques (responsabilité du maître d'ouvrage vis-à-vis des effets des autres projets, caractère non collégial de la démarche, ...) et déontologique, voire légal (confidentialité des projets en cours).

Par ailleurs, sur le plan écologique et biologique, les outils et les moyens manquent pour apprécier globalement les effets cumulés de plusieurs projets sur la biodiversité et le fonctionnement écologique des espaces naturels.

2.2.8. Caractère conclusif de l'évaluation environnementale

L'analyse doit conclure de manière claire et argumentée sur le fait que la réalisation du projet conduise ou non à des effets notables sur l'état de conservation d'habitats ou d'espèces d'intérêt communautaire sur les sites Natura 2000 concernés.

Si la première analyse montre que le projet peut avoir des incidences significatives dommageables, il faut alors définir des mesures d'évitement, de suppression ou de réduction à adopter.

Cette deuxième étape doit permettre de conclure ensuite sur l'absence ou non d'incidences sur le ou les sites Natura 2000 concernés.

Si des incidences notables subsistent après les mesures prises pour supprimer ou réduire les effets, le projet ne peut être autorisé que sous certaines conditions qui doivent être exposées :

- absence de solution alternative ;
- raisons impératives d'intérêt public majeur ;
- mise en place de mesures compensatoires pour maintenir la cohérence globale du réseau Natura 2000.

À cette étape, encore, l'étude doit être conclusive.

2.3. MÉTHODE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

2.3.1. Approche méthodologique globale

Ce document d'incidences concerne le projet de carte communale de DAGLAN (Dordogne).

Le présent chapitre vient donc, spécifiquement, s'insérer dans l'étude d'impact instruite conformément à la circulaire du 15 avril 2010 relative à l'évaluation des incidences Natura 2000 (BO du MEEDDM n° 2010/8 du 10 mai 2010).

Il a pour objet d'évaluer les incidences du projet d'aménagement sur le réseau de sites Natura 2000 selon les recommandations de l'article 6-3 de la Directive Habitats, Faune, Flore 92/43/CEE du 21 mai 1992 qui prévoit un mécanisme obligatoire d'évaluation des plans et projets non liés à la gestion du site mais susceptibles de l'affecter de façon significative.

Cette obligation a été transposée à l'article L. 414-4 I du Code de l'Environnement.

Cette législation est complétée par le décret du 9 avril 2010 (2010-365 modifiant les articles R-419 à R-426 CE) et par l'arrêté préfectoral fixant la liste prévue au 2° du III de l'article L.414-4 du Code de l'Environnement des documents de planification, programmes, projets, manifestations, et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000.

C'est donc l'objet de la présente étude d'incidences qui a été menée selon les méthodes préconisées par le Ministère de l'Environnement⁴⁵⁶ ou la Commission européenne⁷⁸.

⁴ Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, 2001. – *Guide méthodologique pour l'évaluation des incidences des projets et programmes d'infrastructures et d'aménagement sur les sites Natura 2000*. MATE / BCEOM / ECONAT. 77 p.

⁵ Évaluation des incidences des projets et programmes sur les sites Natura 2000, novembre 2004.

⁶ Schéma du champ d'application du régime d'évaluation des incidences des programmes et projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements sur un site Natura 2000.

⁷ Commission Européenne, 2000. Gérer les sites Natura 2000, Les dispositions de l'article 6 de la directive « Habitats » (92/43/CEE), Bruxelles, 73 p.

L'évaluation environnementale (EE) a pour objet d'apprécier l'efficacité et l'efficience d'un dossier réglementaire de planification d'un projet d'aménagement tel qu'une zone d'activités, c'est-à-dire en comparant les résultats aux objectifs assignés et aux moyens mis en oeuvre pour les atteindre.

Elle découle de la mise en oeuvre de la directive européenne sur l'évaluation des incidences de plans et programmes sur l'environnement n° 2001/42/CE qui a pour objet d'assurer un niveau élevé de protection de l'environnement et de contribuer à l'intégration des considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption de plans et programmes en vue de promouvoir un développement durable.

Elle vise à construire un plan d'aménagement ou un programme en intégrant les enjeux environnementaux comme un élément constitutif de son élaboration. On mesure donc la prise en compte de l'environnement, les incidences des orientations du plan d'aménagement sur l'environnement et les solutions mise en oeuvre pour minimiser ces incidences quand elles sont négatives ou au contraire pour permettre leur mise en valeur quand elles sont positives.

Le public est informé et s'exprime dans le cadre de la procédure d'enquête publique quand celle-ci est prévue dans la procédure d'élaboration du plan. Le rapport environnemental et l'avis de l'autorité environnementale sur le plan ou le programme d'aménagement sont joints au dossier d'enquête publique. Après approbation, le maître d'ouvrage doit rédiger une déclaration résumant la manière dont il a été tenu compte du rapport environnemental et des consultations (autorité environnementale et public), les motifs qui ont fondé les choix opérés et les mesures de suivi dans son document de planification.

Ce rapport environnemental a été élaboré à partir de nombreux documents de référence dont les ORGFH, le SRCAE, les orientations de la Trame verte et bleue, le projet de Trame verte et bleue du SRCE, le Profil environnemental régional ainsi que les portails Natura 2000⁹, INPN (Inventaire national du Patrimoine naturel) du Muséum national d'Histoire naturelle¹⁰ et DREAL Aquitaine¹¹.

Pour le réseau Natura 2000 en France, les cahiers d'habitats (voir BENSETITTI & al., en bibliographie) et les rapports du Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN) ont été consultés.

Cette étude a été réalisée sur la base des textes réglementaires en vigueur :

- le décret n°77-1141 du 12 octobre 1977, pris pour l'application de la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, modifié par le décret n°93.245 du 25 février 1993, relatif aux études d'impact et au champ d'application des enquêtes publiques, et qui a intégré la directive communautaire n°85-337 du 25 juin 1985 ;
- la Directive Oiseaux 2009/147/CE du 30 novembre 2009 modifiant la Directive communautaire n°79-409 du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;
- la Directive communautaire n°92/43/CEE du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la flore et de la faune sauvages ;
- les Directives 85/337/CEE du 27/06/85 et 97/11/CE du 03/03/97 qui concernent l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement ;
- l'ordonnance n°2001-321 du 11 avril 2001 relative à la transposition de directives communautaires et à la mise en oeuvre de certaines dispositions du droit communautaire dans le domaine de l'environnement, titre III : Réseau Natura 2000 ;
- le décret n° 2001-1216 du 20 décembre 2001 relatif à la gestion des sites Natura 2000 et modifiant le code rural ;
- la Directive 2001/42 CEE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;
- les articles L 122-1, L 414-4 à L 414-7 du Code de l'environnement ;

⁸ Commission Européenne, 2001. Évaluation des plans ou projets ayant des incidences significatives sur des sites Natura 2000, Guide conseils méthodologiques de l'article 6, paragraphe 3 et 4, de la directive « Habitats » (92/43/CEE), Bruxelles, 80 p.

⁹ Portail Natura 2000 du ministère en charge de l'écologie : <http://www.natura2000.fr>

¹⁰ <http://inpn.mnhn.fr/isb/site/natura2000/FR3102002>

¹¹ Site internet de la DREAL : <http://www.aquitaine.developpement-durable.gouv.fr/>

- les articles R 419 et R 426 du Code de l'environnement.

2.3.2. Approche méthodologique spécifique développée pour cette évaluation environnementale des incidences écologiques

L'approche méthodologique suivante est reprise d'une méthode proposée au Grand Port Maritime de Dunkerque (GPMD) par P. RAEVEL (*in litt.*).

Les risques d'incidences du projet sur les espèces d'intérêt communautaire sont jugés de la façon suivante :

Présence sur le site de projet

Si la présence de l'espèce sur le site est avérée (voire possible ou potentielle), les étapes suivantes sont analysées.

Si l'espèce est absente du site de projet, le risque d'incidence est considéré comme nul.

Statut biologique sur le site de projet

Ces statuts biologiques partiels vont servir à pondérer les risques d'interaction avec la zone de projet dans la suite de l'analyse.

Nicheur : enjeu fort

Hivernant : enjeu moyen à fort selon les espèces

Migrateur : enjeu faible à moyen selon les espèces

Habitats favorables sur le site de projet

Si la présence d'habitats favorables à l'espèce est avérée sur le site (pour la nidification et l'hivernage, ou la migration), les étapes suivantes sont analysées.

Si les habitats favorables à l'espèce sont absents du site de projet, le risque d'incidence est considéré comme nul.

Échanges biologiques possibles avec les populations du site Natura 2000

Si des échanges biologiques sont connus ou supposés entre le site de projet et le site Natura 2000, les risques d'incidences du projet sur les populations de cette espèce sont évalués.

En cas d'absence d'échanges biologiques avec le site Natura 2000, le risque d'incidence est considéré comme nul.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

L'incidence sur les populations de l'espèce, de l'habitat naturel et de l'habitat d'espèce concernés sur le site Natura 2000 est considérée comme **nulle (absence d'incidence)** lorsque

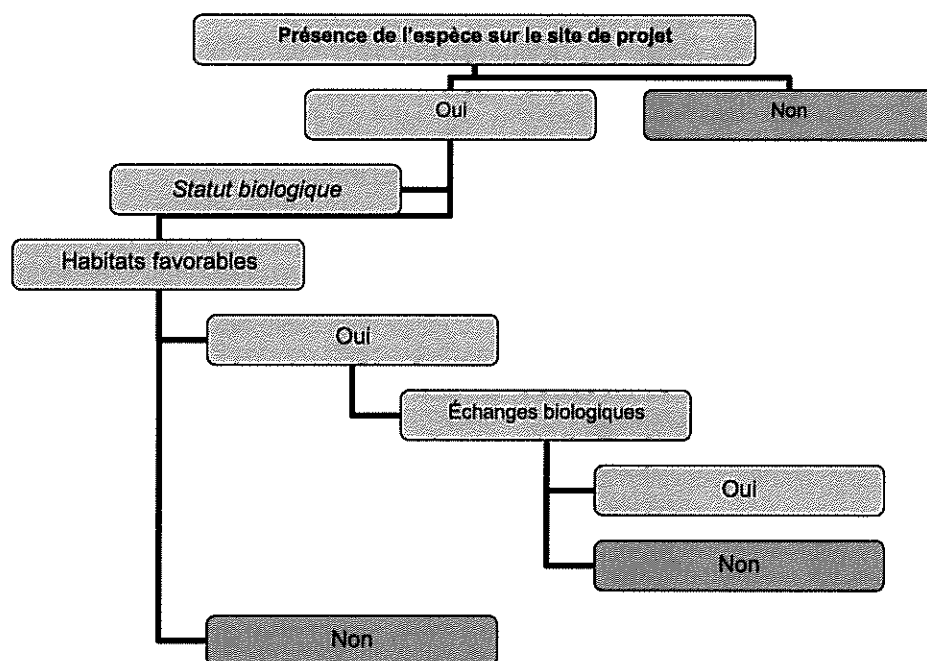
- 1 - l'espèce est absente du site
- 2 - les habitats favorables à l'espèce (habitats d'espèce) sont absents du site de projet
- 3 - en cas d'absence d'échanges écologiques réguliers et biologiquement et quantitativement significatifs

L'incidence est considérée comme **existante mais non significative (incidence non significative)** lorsque

- 1 - l'espèce est présente sur le site mais de manière exceptionnelle, occasionnelle ou irrégulière
- 2 - les habitats favorables à l'espèce (habitats d'espèce) sont présents mais en quantité insignifiante et pas en mesure d'assurer la pérennité d'une population locale
- 3 - en cas d'échanges écologiques irréguliers ou biologiquement et quantitativement peu significatifs

L'incidence est considérée comme **existante et significative (incidence écologique avérée)** lorsque

- 1 - l'espèce est présente sur le site de façon régulière, quel que soit l'effectif considéré (en valeur absolue ou en valeur relative)
- 2 - les habitats favorables à l'espèce (habitats d'espèce) sont présents en quantité suffisante pour assurer la pérennité d'une population locale
- 3 - en cas d'échanges écologiques irréguliers ou biologiquement et quantitativement significatifs (rythme nyctéméral, cycle biologique annuel, relations d'interdépendance, aire vitale commune ou sécante, ...).



Cheminement méthodologique schématique de la procédure d'évaluation environnementale des incidences écologiques (document O2 ENVIRONNEMENT).

2.4. CONTENU DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

L'article R.414-23 du Code de l'environnement précise que l'étude d'incidences doit comporter successivement :

1 - Localisation et description du projet ou du plan

Ce chapitre doit contenir

- Une description du projet ou du plan,
- Une carte situant le projet ou le plan par rapport aux périmètres du ou des sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés,
- Pour une manifestation prévue à l'intérieur du périmètre d'un ou plusieurs sites Natura 2000, un plan de situation détaillé (localisation des aménagements, des accès, des travaux, ...).

2 - Évaluation préliminaire

Un exposé sommaire mais argumenté des incidences que le projet (ou plan) est ou non susceptible de causer aux sites Natura 2000 concernés.

Si, à ce stade, l'évaluation des incidences peut conclure à l'absence d'atteinte aux objectifs de conservation des sites Natura 2000 et sous réserve de validation par l'autorité administrative compétente, le projet ne peut être interdit au titre de Natura 2000.

3 - Analyse approfondie

Une seconde partie, appelée analyse approfondie, apporte des compléments au dossier lorsque l'activité est susceptible d'affecter un ou plusieurs site (s).

S'il apparaît en constituant le dossier préliminaire qu'il existe une probabilité d'incidences du projet sur un ou plusieurs sites Natura 2000, le dossier doit être complété par une analyse des différents effets du projet sur le ou les sites : effets permanents et temporaires, directs et indirects, cumulés avec ceux d'autres activités portées par l'organisateur.

Si, à ce stade, l'analyse démontre l'absence d'atteinte aux objectifs de conservation du ou des sites concernés, l'évaluation est terminée.

4 - Mesures d'atténuation et de suppression des incidences

Si un doute persiste sur l'absence d'atteinte aux objectifs de conservation, il convient d'intégrer des mesures de corrections pour supprimer ou atténuer les effets de la manifestation. Ces mesures peuvent être de plusieurs ordres : modification du plan ou projet, de l'emplacement des infrastructures liées à l'organisation du chantier, choix des dates d'intervention, etc. Si les mesures envisagées permettent de conclure à l'absence d'atteinte aux objectifs de conservation d'un ou plusieurs sites Natura 2000, l'évaluation des incidences est achevée.

Attention, les mesures de réduction ou de suppression ainsi prises deviennent opposables à l'aménageur. En cas de non-respect de celles-ci, l'autorité administrative dispose d'un pouvoir de sanction prévu à l'article L.414-5 du Code de l'environnement.

5 - Conclusion

Le dossier doit conclure sur la nature des incidences résiduelles (significative et dommageable ou non) du projet sur le ou les sites Natura 2000 concernés, après, le cas échéant, l'engagement de mettre en oeuvre des mesures d'atténuation ou de suppression.

Dans le cas où celles-ci ne permettrait pas d'effacer l'effet significatif, le projet doit être interdit (sauf à ce que trois conditions cumulatives soient démontrées : l'absence de solution alternative, la justification d'un intérêt public majeur et la proposition de mesures compensatoires).

2.5. DÉFINITION DES TERMES UTILISÉS DANS LE CADRE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

2.5.1. Définitions de l'Union européenne

Les définitions suivantes correspondent aux termes de l'article 1 de la Directive Habitats 92/43/CEE du 21 mai 1992 et sont donc appliquées systématiquement dans le cadre de cette évaluation environnementale des incidences écologiques.

Charte Natura 2000

Outil administratif contractuel permettant l'adhésion individuelle, non rémunérée, aux objectifs de gestion décrits dans le DOCOB. Sur la base unique du volontariat, l'adhérent marque ainsi son engagement en faveur de Natura 2000. La charte a pour but de contribuer à la protection des milieux naturels et des espèces animales et végétales par des mesures concrètes et le développement de bonnes pratiques. Elle permet au propriétaire une exonération de la Taxe foncière sur le patrimoine non bâti (TFNB) ainsi qu'une exonération partielle des Droits de mutation à titre gratuit (DMTG).

Comité de pilotage Natura 2000 (COPIL)

Organe de concertation mis en place par le préfet pour chaque site Natura 2000, présidé par un élu, ou à défaut par le préfet ou le commandant de la région terre. Il comprend les représentants des collectivités territoriales intéressées et de leurs groupements, les représentants des propriétaires et exploitants de biens ruraux compris dans le site, des organisations non gouvernementales et des représentants de l'État. Il participe à la préparation et à la validation des documents d'objectifs ainsi qu'au suivi et à l'évaluation de leur mise en oeuvre (articles L. 414-2 et R. 414-8 et suivants du code de l'environnement).

Contrats Natura 2000

Outils contractuels permettant au possesseur des droits réels et personnels de parcelles situées en zone Natura 2000 de signer avec l'État un engagement contribuant à la protection des milieux naturels et des espèces animales et végétales par des mesures et le développement de bonnes pratiques. Le contrat est une adhésion rémunérée individuelle aux objectifs du DOCOB sur une ou des parcelles concernées par une ou plusieurs mesures de gestion proposées dans le cadre du DOCOB. Il permet l'application concrète des mesures de gestion retenues dans ce document.

Conservation

Ensemble de mesures requises pour maintenir ou rétablir les habitats naturels et les populations d'espèces de faune et de flore sauvages dans un état favorable.

Directive européenne

Catégorie de texte communautaire prévue par l'article 249 (ex-article 189) du Traité instituant la Communauté européenne (Traité signé à Rome, le 25 mars 1957). « La directive lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens ». Elle nécessite de la part des États concernés une transposition dans leurs textes nationaux. La transposition des directives Oiseaux et Habitats a été effectuée à travers, notamment, les articles L.414-1 à L.414-7 et les articles R.414-1 à R.414-24 du CE. Elle prévoit une obligation de résultat au regard des objectifs à atteindre, tout en laissant à chaque État le choix des moyens, notamment juridiques, pour y parvenir.

Directive « Habitats naturels, faune, flore »

Appellation courante de la Directive 92/43/CEE du Conseil des Communautés Européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. Ce texte est l'un des deux piliers au réseau Natura 2000. Il prévoit notamment la désignation de Zones spéciales de conservation (ZSC), ainsi que la protection d'espèces sur

l'ensemble du territoire métropolitain, la mise en oeuvre de la gestion du réseau Natura 2000 et de son régime d'évaluation des incidences.

Directive « Oiseaux »

Appellation courante de la Directive 79/409/CE du Conseil des communautés européennes du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages, révisée par la Directive Oiseaux 2009/147/CE du 30 novembre 2009. Ce texte fonde juridiquement également le réseau Natura 2000. Il prévoit notamment la désignation de Zones de protection spéciale (ZPS).

Document d'objectifs (DOCOB)

Document d'orientation définissant pour chaque site Natura 2000, un état des lieux, les orientations de gestion et de conservation, les modalités de leur mise en oeuvre. Ce document de gestion est élaboré par le comité de pilotage qui choisit un opérateur en concertation avec les acteurs locaux et avec l'appui de commissions ou groupes de travail. Il est approuvé par le préfet (articles L.414-2 et R. 414-9 du Code de l'environnement).

Espèce migratrice régulière d'oiseaux

Espèce effectuant des déplacements entre ses zones de reproduction et ses zones d'hivernage, pouvant justifier la désignation d'une Zone de Protection spéciale lorsque le site est régulièrement fréquenté par elles.

Espèces d'intérêt communautaire

Celles qui, sur le territoire visé à l'article 2, sont :

- **en danger**, exceptées celles dont l'aire de répartition naturelle s'étend de manière marginale sur ce territoire et qui ne sont ni en danger ni vulnérables dans l'aire du paléarctique occidental ou
- **vulnérables**, c'est-à-dire dont le passage dans la catégorie des espèces en danger est jugé probable dans un avenir proche en cas de persistance des facteurs qui sont cause de la menace ou
- **rares**, c'est-à-dire dont les populations sont de petite taille et qui, bien qu'elles ne soient pas actuellement en danger ou vulnérables, risquent de le devenir. Ces espèces sont localisées dans des aires géographiques restreintes ou éparpillées sur une plus vaste superficie ou
- **endémiques** et requièrent une attention particulière en raison de la spécificité de leur habitat et/ou des incidences potentielles de leur exploitation sur leur état de conservation.

Ces espèces figurent ou sont susceptibles de figurer à l'annexe II et/ou IV ou V.

Espèces prioritaires

Les espèces visées au point g) i) et pour la conservation desquelles la Communauté porte une responsabilité particulière compte tenu de l'importance de la part de leur aire de répartition naturelle comprise dans le territoire visé à l'article 2.

Ces espèces prioritaires sont indiquées par un astérisque (*) à l'Annexe II.

État de conservation d'une espèce

L'effet de l'ensemble des influences qui, agissant sur l'espèce, peuvent affecter à long terme la répartition et l'importance de ses populations sur le territoire visé à l'article 2.

L'état de conservation sera considéré comme favorable lorsque :

- les données relatives à la dynamique de la population de l'espèce en question indiquent que cette espèce continue, et, est susceptible de continuer à long terme, à constituer un élément viable des habitats naturels auxquels elle appartient
- et
- l'aire de répartition naturelle de l'espèce ne diminue ni ne risque de diminuer dans un avenir prévisible
- et
- il existe et il continuera probablement d'exister un habitat suffisamment étendu pour que ses populations se maintiennent à long terme.

État de conservation d'un habitat naturel

L'effet de l'ensemble des influences agissant sur un habitat naturel ainsi que sur les espèces typiques qu'il abrite, qui peuvent affecter à long terme sa répartition naturelle, sa structure et ses fonctions ainsi que la survie à long terme de ses espèces typiques sur le territoire visé à l'article 2.

L'état de conservation d'un habitat naturel sera considéré comme **favorable** lorsque :

- son aire de répartition naturelle ainsi que les superficies qu'il couvre au sein de cette aire sont stables ou en extension,
- et la structure et les fonctions spécifiques nécessaires à son maintien à long terme existent et sont susceptibles de perdurer dans un avenir prévisible,
- et l'état de conservation des espèces qui lui sont typiques est favorable.

État de conservation d'une espèce

Effet de l'ensemble des influences qui, agissant sur l'espèce, peuvent affecter à long terme la répartition et l'importance de ses populations sur le territoire européen des États membres. L'état de conservation d'une espèce sera considéré comme « favorable » lorsque les trois conditions suivantes sont réunies :

- les données relatives à la dynamique de la population de l'espèce en question indiquent que cette espèce continue, et est susceptible de continuer à long terme, à constituer un élément viable des habitats naturels auxquels elle appartient,
- l'aire de répartition naturelle de l'espèce ne diminue ni ne risque de diminuer dans un avenir prévisible,
- il existe et il continuera probablement d'exister un habitat suffisamment étendu pour que ses populations se maintiennent à long terme.

Études et notices d'impact

Évaluation environnementale définie par les articles L.122-1 à L.122-3 et R.122-1 à R.122-11 du Code de l'environnement.

Évaluation des incidences sur les sites Natura 2000

Régime d'évaluation environnementale des plans programmes et projets de travaux, d'ouvrages et d'aménagements susceptibles d'affecter de façon notable les sites Natura 2000 (articles L. 414-4 et L.414-5 et R. 414-19 à R. 414-24 du Code de l'environnement).

Formulaire standard de données (FSD)

Document accompagnant la décision de transmission d'un projet de site ou l'arrêté désignant un site, élaboré pour chaque site Natura 2000 et transmis à la Commission européenne par chaque État membre. Il présente les données identifiant les habitats naturels et les espèces qui justifient la désignation du site.

Habitats naturels

Zones terrestres ou aquatiques se distinguant par leurs caractéristiques géographiques, abiotiques et biotiques, qu'elles soient entièrement naturelles ou semi naturelles.

Habitats naturels d'intérêt communautaire

Ceux qui, sur le territoire visé à l'article 2 :

- sont en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle ou
- ont une aire de répartition naturelle réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement restreinte ou
- constituent des exemples remarquables de caractéristiques propres à l'une ou à plusieurs des cinq régions biogéographiques suivantes : alpine, atlantique, continentale, macaronésienne et méditerranéenne. Ces types d'habitats figurent ou sont susceptibles de figurer à l'Annexe I.

Habitats naturels d'intérêt communautaire prioritaires

Les types d'habitats naturels en danger de disparition présents sur le territoire visé à l'article 2 et pour la conservation desquels la Communauté porte une responsabilité particulière, compte tenu de l'importance de la part de leur aire de répartition naturelle comprise dans le territoire visé à l'article 2. Ces types d'habitats naturels prioritaires sont indiqués par un astérisque (*) à l'Annexe I.

Habitat d'une espèce

Le milieu défini par des facteurs abiotiques et biotiques spécifiques où vit l'espèce à l'un des stades de son cycle biologique.

Impact

Effet sur l'environnement causé par un projet d'aménagement.

Incidence

Synonyme d'impact. Dans le cadre de l'étude d'incidence on peut utiliser indifféremment ces deux termes.

Natura 2000

Réseau européen de sites naturels mis en place par les directives « Habitats » et « Oiseaux ». Il est composé des Zones de protection spéciale (ZPS) et des Zones spéciales de conservation (ZSC).

Opérateur – structure animatrice

Structure désignée par les élus du comité de pilotage pour mettre en oeuvre le DOCOB une fois celui-ci approuvé. Elle assure l'information, la sensibilisation, l'assistance technique à l'élaboration des projets et au montage des dossiers. Elle peut réaliser elle-même l'ensemble de ces missions ou travailler en partenariat avec d'autres organismes.

Propositions de Sites d'importance communautaire (pSIC)

Sites proposés par chaque État membre à la Commission européenne pour intégrer le réseau Natura 2000 en application de la directive "Habitats, faune, flore".

Région biogéographique

Entité naturelle homogène dont la limite repose sur des critères de climat, de répartition de la végétation et des espèces animales et pouvant s'étendre sur le territoire de plusieurs États membres et qui présente des conditions écologiques relativement homogènes avec des caractéristiques communes. L'Union européenne (27 membres) compte neuf régions biogéographiques : alpine, atlantique, boréale, continentale, macaronésienne, méditerranéenne, pannonique, steppique et littorales de la mer noire. La France est concernée par quatre de ces régions : alpine, atlantique, continentale, méditerranéenne.

Réseau Natura 2000

Réseau écologique européen de sites naturels mis en place en application des Directives Habitats et Oiseaux (25 000 sites environ). Son objectif principal est de préserver la biodiversité, d'assurer le maintien des habitats naturels et des espèces d'intérêt communautaire dans un état de conservation favorable, voire leur rétablissement lorsqu'ils sont dégradés, tout en tenant compte des exigences économiques, sociales, culturelles et régionales, dans une logique de développement durable. Cet objectif peut requérir le maintien, voire l'encouragement, d'activités humaines adaptées. Il est composé des Zones de protection Spéciale (ZPS) et des Zones spéciales de conservation (ZSC).

Sites d'importance communautaire (SIC)

Sites sélectionnés, sur la base des propositions des États membres, par la Commission européenne pour intégrer le réseau Natura 2000 en application de la directive "Habitats, faune, flore" à partir des propositions des États membres (pSIC) à l'issue des séminaires biogéographiques et des réunions bilatérales avec la Commission européenne. La liste nominative de ces sites est arrêtée par la Commission européenne pour chaque région biogéographique après avis conforme du comité « Habitats » (composé de représentants des États membres et présidé par un représentant de la Commission). Ces sites sont ensuite désignés en Zones spéciales de conservation (ZSC) par arrêtés ministériels.

Site

Une aire géographiquement définie, dont la surface est clairement délimitée.

Site d'importance communautaire (SIC)

Un site qui, dans la ou les régions biogéographiques auxquelles il appartient, contribue de manière significative à maintenir ou à rétablir un type d'habitat naturel de l'Annexe I ou une espèce de l'Annexe II dans un état de conservation favorable et peut aussi contribuer de manière significative à la cohérence de Natura 2000 visé à l'article 3, et/ou contribue de manière significative au maintien de la diversité biologique dans la ou les régions biogéographiques concernées.

Pour les espèces animales qui occupent de vastes territoires, les sites d'importance communautaire correspondent aux lieux, au sein de l'aire de répartition naturelle de ces espèces, qui présentent les éléments physiques ou biologiques essentiels à leur vie et reproduction.

Spécimen

Tout animal ou plante, vivant ou mort, des espèces figurant à l'Annexe IV et à l'Annexe V, toute partie ou tout produit obtenu à partir de ceux-ci ainsi que toute autre marchandise dans le cas où il ressort du document justificatif, de l'emballage ou d'une étiquette ou de toutes autres circonstances qu'il s'agit de parties ou de produits d'animaux ou de plantes de ces espèces.

Structure porteuse

Structure désignée par les élus du comité de pilotage Natura 2000 chargée de l'élaboration du DOCOB avec l'appui du comité de pilotage et des groupes de travail locaux. Elle peut réaliser elle-même l'intégralité de la mission ou travailler en sous-traitance. Pour la phase de suivi, d'animation du DOCOB, une nouvelle structure porteuse est désignée mais rien n'empêche qu'elle soit la même que celle de la phase précédente.

Zone spéciale de conservation

Un site d'importance communautaire désigné par les États membres par un acte réglementaire, administratif et/ou contractuel où sont appliquées les mesures de conservation nécessaires au maintien ou au rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et/ou des populations des espèces pour lesquels le site est désigné.

2.5.2. Définitions complémentaires en droit administratif français utilisés dans les évaluations environnementales

Additionnalité

Terme employé pour caractériser une mesure compensatoire : elle est dite additionnelle si elle génère une plus-value écologique qui n'aurait pas été atteinte en son absence.

Aire d'étude

Trois aires d'étude sont possibles par composante environnementale (milieu naturel, paysage, énergie ...):

- implantation potentielle du projet/plan/programme
- zone d'influence directe du projet/plan/programme
- zone d'effets éloignés et induits

APPB

Arrêté préfectoral de protection de biotope. Il vise à prévenir la disparition d'espèces protégées.

Autorisation / déclaration

Procédure administrative d'instruction d'un projet soumis par un maître d'ouvrage et déterminée en fonction des caractéristiques du projet et de la nomenclature à laquelle il se rapporte.

Autorité environnementale

Il s'agit de l'autorité compétente en matière d'environnement.

Biodiversité

Variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces, entre espèces ainsi que celle des écosystèmes (*source : Convention sur la diversité biologique*).

Biodiversité générale

Biodiversité n'ayant pas de valeur intrinsèque identifiée comme telle mais qui, par l'abondance et les multiples interactions entre ses entités, contribue à des degrés divers au fonctionnement des écosystèmes et à la production des services qu'y trouvent nos sociétés (*source : Centre d'Analyse Stratégique*).

Biodiversité remarquable

Biodiversité correspondant à des entités (des gènes, des espèces, des habitats, des paysages) que la société a identifiées comme ayant une valeur intrinsèque et fondée principalement sur d'autres valeurs qu'économiques (*source : Centre d'Analyse Stratégique*).

Cadastre préalable

Phase de préparation de l'étude d'impact d'un projet, plan ou programme qui consiste à préciser le contenu des études à réaliser ; pour cela, le maître d'ouvrage peut faire appel à l'autorité compétente pour autoriser ou approuver le projet, ou à l'autorité compétente en matière d'environnement pour un plan ou programme (*source : Le cadastre préalable de l'étude d'impact sur l'environnement – MEDD*).

CNPN

Conseil National de la Protection de la Nature. Il est chargé d'étudier et de donner un avis sur les textes législatifs ou réglementaires concernant la préservation des espèces et des espaces naturels ainsi que certains dossiers comme les demande de dérogation

Conservation

Ensemble de mesures requises pour maintenir ou rétablir les habitats naturels et les populations d'espèces de faune et de flore sauvages dans un état favorable.

Conservation (État de conservation des habitats)

L'effet de l'ensemble des influences agissant sur un habitat naturel ainsi que sur les espèces typiques qu'il abrite, qui peuvent affecter à long terme sa répartition naturelle, sa structure et ses fonctions ainsi que la survie à long terme de ses espèces typiques sur le territoire visé à l'article 2. L'état de conservation d'un habitat naturel sera considéré comme favorable lorsque :

- son aire de répartition naturelle ainsi que les superficies qu'il couvre au sein de cette aire sont stables ou en extension,
- et la structure et les fonctions spécifiques nécessaires à son maintien à long terme existent et sont susceptibles de perdurer dans un avenir prévisible,
- et l'état de conservation des espèces qui lui sont typiques est favorable.

Conservation (État de conservation des espèces)

L'effet de l'ensemble des influences qui, agissant sur l'espèce, peuvent affecter à long terme la répartition et l'importance de ses populations sur le territoire visé à l'article 2. L'état de conservation sera considéré comme favorable lorsque :

- les données relatives à la dynamique de la population de l'espèce en question indiquent que cette espèce continue, et, est susceptible de continuer à long terme, à constituer un élément viable des habitats naturels auxquels elle appartient et
- l'aire de répartition naturelle de l'espèce ne diminue ni ne risque de diminuer dans un avenir prévisible et
- il existe, et il continuera probablement d'exister, un habitat suffisamment étendu pour que ses populations se maintiennent à long terme.

Continuités écologiques

Routes naturelles que pourront emprunter la faune et la flore sauvages pour communiquer et échanger entre noyaux ou coeurs de biodiversité. Voir trame verte et bleue et schéma régional de cohérence écologique (SRCE).

Corridor écologique

Axes de communication biologique, plus ou moins larges, continus ou non, empruntés par la faune et la flore, qui relient les réservoirs de biodiversité. Aussi appelés continuités. Voir trame verte et bleue.

CORINE biotope

Typologie européenne d'habitats. Voir phytosociologie.

CSRPN

Conseil scientifique régional du patrimoine naturel. Cette instance régionale est constituée de spécialistes désignés *intuitu personae* pour apporter leur compétence scientifique ou d'expert sur les enjeux écologiques de la région. Le CSRPN peut être saisi, pour avis par le Préfet de Région, par le Président du Conseil Régional, ou en auto saisine, sur toute question relative à l'inventaire et à la conservation du patrimoine naturel de la région.

Débat public

Débat qui peut être organisé sur les objectifs et les caractéristiques principales des projets pendant la phase de leur élaboration. Ce principe de participation du public est posé par l'article 2 de la loi du 2 février 1995 relative à la protection de l'environnement, dite loi "BARNIER", et par son décret d'application du 10 mai 1996. Pour en garantir son organisation et la qualité de sa mise en oeuvre, une instance est mise en place : la Commission nationale du débat public (secrétariat assuré par le Ministère chargé de l'environnement).

Dossier d'instruction

Dossier qui regroupe l'ensemble des pièces nécessaires à l'examen d'une demande déposée par un maître d'ouvrage auprès de l'autorité administrative (les pièces demandées sont variables selon les procédures ; l'étude de la complétude vise à vérifier que le dossier transmis contient la totalité des pièces requises).

Effets cumulés

Impacts d'un projet cumulés avec les impacts d'autres projets. Somme des effets conjugués de plusieurs projets compris dans un même territoire, qui permet d'évaluer les impacts à une échelle qui correspond le plus souvent au fonctionnement écologique des différentes entités du patrimoine naturel (source : *guide carrière – DREAL*

PACA). A distinguer des impacts cumulés.

Effets indirects sur un site Natura 2000

Voire aire d'influence dans aires d'étude

Enquête publique

Enquête engagée par le Préfet ou une collectivité, conduite par un commissaire - enquêteur désigné par le président du Tribunal administratif et organisée dans la (ou les) mairie(s) concerné(es) par le projet. Procédure ouverte à tous et sans aucune restriction qui permet au public d'être informé et d'exprimer ses appréciations, suggestions et contre-propositions sur un registre d'enquête, préalablement à des opérations d'aménagement ou de planification. A l'issue de la procédure d'enquête publique, le commissaire - enquêteur rédige un rapport d'enquête, formule un avis favorable ou défavorable et le transmet au Préfet ou à la collectivité (*source : Commission nationale du débat public*).

Environnement

Dans la démarche d'évaluation environnementale, l'environnement est considéré au sens large du terme, il concerne les milieux naturels (éléments biotiques et abiotiques concernant le sol, l'eau, l'air, la biodiversité), le paysage, les ressources, l'énergie, la santé (bruit, poussières, ...).

Espèce

Unité taxonomique fondamentale dans la classification du monde vivant. Une espèce est constituée par l'ensemble des individus appartenant à des populations interfécondes échangeant librement leur pool de gènes mais qui, à l'opposé, ne se reproduisent pas avec les individus constituant les populations d'autres taxa voisins qui appartiennent au même peuplement (*source : dictionnaire encyclopédique de l'écologie et des sciences de l'environnement – F. RAMADE*).

Le statut d'une espèce peut être qualifié de manière variable. Une espèce peut être :

- **protégée** : elle l'est en France en application du L 411-1 du code de l'environnement. Ces espèces sont listées dans des arrêtés ministériels ou préfectoraux. Sont protégées les espèces en tant que telles mais également leurs milieux de vie.
- **d'intérêt communautaire** : listée dans les directives européennes (92-43 du 21/05/1992 et 2009-147 du 30/11/2009 pour la conservation des oiseaux sauvages). Elles sont définies comme étant en danger, vulnérables ou rares.
- **sur liste rouge** : la liste rouge est un inventaire d'espèces menacées, réalisé et mis à jour par les 7000 experts de l'UICN. La liste est établie sur des critères précis permettant d'évaluer le risque d'extinction de milliers d'espèces et sous-espèces. Les espèces sont classées selon neuf catégories : Espèce disparue (EX), Espèce ayant disparu de la nature et ne survivant qu'en captivité (EW), En danger critique d'extinction (CR), En danger (EN), Vulnérable (VU), Quasi-menacé (NT), Préoccupation mineure (LC), Données insuffisantes (DD), Non évalué (NE).

Équivalence

Correspondance en termes de type, de qualité et de quantité entre les pertes écologiques (habitats, espèces, fonctions) générées par les impacts résiduels d'un projet et les gains écologiques générés par une mesure compensatoire.

Évaluation environnementale

Démarche d'intégration de l'environnement (sens large) dans les plans, programmes et projets.

Fonction écologique / Fonctionnalité

Processus biologiques de fonctionnement et de maintien des écosystèmes, qui sont à l'origine de la production des services écosystémiques (*source : MNHN – MEDDTL*).

Habitat / Habitat naturel

Milieu qui réunit les conditions physiques et biologiques nécessaires à l'existence d'une espèce (ou d'un groupe d'espèces) animale(s) ou végétale(s). La notion d'habitat se décline réglementairement de deux manières :

- **habitats d'espèce** : correspond au milieu de vie d'une espèce au cours des différentes phases de son cycle biologique (zone de reproduction, zone d'alimentation, zone de chasse ...). Il peut comprendre plusieurs habitats naturels. Ils sont généralement protégés quand l'espèce est protégée notamment les habitats de repos et de reproduction.
- **habitats d'intérêt communautaire** (au sens de la directive Natura 2000) : habitats naturels ou semi-naturels qui sont en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle ; présentent une aire de répartition réduite du fait de leur régression ou de caractéristiques intrinsèques ; présentent des caractéristiques remarquables. Ces types d'habitats figurent ou sont susceptibles de figurer à Annexe I de la Directive Habitats.
- **habitats naturels prioritaires** du fait de leur état de conservation très préoccupant. Les types d'habitats naturels en danger de disparition présents sur le territoire visé à l'article 2 et pour la conservation desquels la Communauté porte une responsabilité particulière, compte tenu de

l'importance de la part de leur aire de répartition naturelle comprise dans le territoire visé à l'article 2. Ces types d'habitats naturels prioritaires sont indiqués par un astérisque (*) à l'Annexe I.

Sur les 231 habitats naturels d'intérêt communautaire listés par cette annexe, la France en regroupe 172, dont 43 sont prioritaires.

Impacts

Conséquences d'un projet ou d'un plan - programme dans le domaine de l'environnement, qui peuvent être négatives ou positives. C'est le croisement de l'effet par la sensibilité du territoire ou de la composante de l'environnement touchés par le projet :

- effet : conséquence d'un projet sur l'environnement (sens large) indépendamment du territoire qui sera affecté.
- sensibilité :
 - ° Réglementaire : habitats communautaires, espèces protégées et leurs habitats, site protégé.
 - ° Menace : espèces menacées sur listes rouges, contexte local, régional et national.

Impacts cumulés

Addition et interaction des impacts d'un même projet entre eux.

Effet total des impacts d'un projet engendrés sur l'environnement et ses composantes à un endroit donné (*source : guide carrière - DREAL PACA*).

À distinguer des effets cumulés.

Intérêt public majeur

Se réfère à des situations où les projets (ou plans - programmes) se révèlent indispensables (cas de demandes de dérogations espèces protégées ou de mesures compensatoires pour des sites Natura 2000) :

- dans le cadre des initiatives ou des politiques visant à protéger des valeurs fondamentales pour la population (santé, sécurité, environnement) ;
- dans le cadre de politiques fondamentales pour l'État et pour la société ;
- dans le cadre de la réalisation d'activités de nature économique ou sociale visant à accomplir des obligations spécifiques de service public.

(*Source : glossaire de la circulaire du 05 octobre 2004 – évaluation des incidences Natura 2000*).

En lien avec la biodiversité : activité dont l'intérêt public est supérieur à celui de la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages du ou des sites concernés (*source : circulaire du 15 avril 2010 relative à l'évaluation des incidences Natura 2000*) ; la caractérisation d'intérêt public majeur pour un projet ne peut être correctement appréhendée que par un examen au cas par cas.

Liste rouge

La liste rouge de l'UICN constitue l'inventaire mondial le plus complet de l'état de conservation global des espèces végétales et animales. Fondée sur une solide base scientifique, elle est retenue par la Convention sur la diversité biologique comme un indicateur privilégié pour suivre l'état de la biodiversité dans le monde. Plus d'1/3 des quelques 50 000 espèces répertoriées sur la liste rouge des espèces menacées de l'UICN sont menacées d'extinction, notamment 12% des espèces d'oiseaux, 23% des mammifères, 32% des amphibiens, 42% des tortues et 70% des plantes évaluées.

Voir également espèce.

Maître d'ouvrage

Personne physique ou morale, publique ou privée, initiatrice d'un projet et responsable de la demande d'autorisation ou de déclaration.

Correspondances : pétitionnaire, soumissionnaire, porteur de projet.

Mesures

Sont à étudier dans une évaluation environnementale successivement les mesures :

- d'évitement : voir définition
- de réduction : voir définition
- compensatoire : voir définition
- d'accompagnement : voir définition

Mesure compensatoire des atteintes à la biodiversité

Toute action visant à offrir une contrepartie positive à un impact dommageable non réductible provoqué par un projet, plan ou programme de façon à maintenir la biodiversité dans un état équivalent ou meilleur à celui observé avant la réalisation du projet, plan ou programme. Elle n'intervient que sur l'impact résiduel, lorsque toutes les mesures envisageables ont été mises en oeuvre pour éviter puis réduire les impacts négatifs sur la biodiversité.

Voir la note mesures compensatoires

Mesure d'accompagnement

Mesure qui peut éventuellement être proposée en complément d'une mesure compensatoire et qui présente un caractère plus transversal et plus global que cette dernière (ex : financement de programmes de recherche, financement de programmes d'actions locales, etc.).

Mesure d'évitement

Mesure apportant une modification substantielle au projet afin de supprimer totalement un impact que ce dernier engendrerait.

Correspondance : mesure de suppression.

Mesure de réduction

Mesure définie après l'évitement et visant à réduire les effets négatifs permanents ou temporaires d'un projet sur l'environnement (en phase chantier ou en phase exploitation).

Phytosociologie

C'est la science qui étudie les groupements végétaux en lien avec les habitats naturels. Elle les décrit et les classe de façon hiérarchisée dans une typologie emboîtée. En 2004, la France s'est dotée d'une classification phytosociologique de référence : le « Prodrome des végétations de France » (BARDAT et al., 2004). Il existe à l'heure actuelle un certain nombre de typologies européennes d'habitats telles que : la typologie CORINE Biotopes et le manuel EUR 27.

Projet

Série d'activités ayant des objectifs déterminés et devant être achevées dans un certain délai. On parle de projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements.

Plans et programmes

Ensemble de projets réunis par la puissance publique dans un document de planification pour répondre à un ou des objectif(s) de politique publique.

Procédures administratives

Procédures administratives nécessaires à l'autorisation du projet. Dans bien des cas, plusieurs autorisations successives sont nécessaires pour envisager la mise en oeuvre du projet selon le principe français d'indépendance des législations, garantissant que l'obtention de l'une des autorisations nécessaires ne préjuge en rien des autres autorisations administratives.

Proportionnalité

Principe exprimant que la cause et l'effet d'un phénomène sont toujours dans le même rapport. Le principe de proportionnalité implique l'absence de classification type et une appréciation au cas par cas.

Recevabilité

Complétude (liste de pièces réglementaires) + régularité

Régularité

Un dossier est régulier quand il est suffisamment développé pour permettre à l'ensemble des parties prenantes d'apprécier correctement les caractéristiques du projet et ses impacts sur l'environnement. Les textes ont pris l'option, face à la grande diversité de situations, de ne pas imposer une liste d'items à vérifier mais de faire porter à l'étude d'impact le choix des précisions apportées en matière d'environnement (sens large). Ces choix doivent dans tous les cas permettre aux services de l'État, au vu de ce contexte, de vérifier les incidences du projet, les alternatives, ainsi que les mesures d'évitement, de réduction et compensation dans cet ordre. Un certain nombre de guides portant sur la prise en compte des milieux naturels et des paysages sont venus préciser ces points et proposer des méthodes. L'analyse de la régularité d'un dossier n'est pas une analyse du fond (qualité et pertinence des informations présentes et de l'analyse faite).

Réservoir biologique

Milieux dont la qualité et la fonctionnalité sont nécessaires au maintien ou contribuent à l'atteinte du bon état écologique des eaux à l'échelle des bassins versants. Il s'agit de cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux définis réglementairement dans le R214-108 du Code de l'environnement et listés dans le SDAGE.

Voir dans la rubrique trame verte et bleue

Réservoir de biodiversité

Espace qui présente une biodiversité remarquable et dans lequel vivent des espèces patrimoniales à sauvegarder. Ces espèces y trouvent les conditions favorables pour réaliser tout ou partie de leur cycle de vie (alimentation et repos, reproduction et hivernage...). Parmi ces réservoirs, on trouve les réservoirs biologiques. À noter qu'on parle également parfois de réservoirs écologiques ou de coeurs de nature pour désigner ces espaces stratégiques pour la préservation de la biodiversité. Les réservoirs de biodiversité sont souvent des espaces protégés (Parcs naturels, réserves naturelles nationales et régionales, espaces naturels sensibles, arrêtés de protection de biotope).

Voir la rubrique trame verte et bleue.

SAGE

Schéma d'aménagement et de gestion des eaux.

SDAGE

Schéma Directeur d'aménagement et de gestion des eaux.

Sécurisation foncière

Moyens qui conduisent à garantir la pérennité d'une mesure compensatoire, via une acquisition de terrains par le maître d'ouvrage ou une contractualisation sur le long terme.

Service écosystémique

Bénéfice retiré par l'homme de processus biologiques ; il peut s'agir de services de prélèvement (nourriture, eau potable, bois, fibre, etc.), de services de régulation (air, climat, inondations, maladies, etc.), et de services culturels (bénéfices récréatifs, esthétiques, spirituels, etc.).

SRCAE

Schéma régional climat air énergie (co-pilotage préfet de région, président du conseil régional).

SRCE

Schéma régional de cohérence écologique (co-pilotage préfet de région, président du conseil régional). Outil d'aménagement du territoire et de protection de certaines ressources naturelles, s'appuyant sur la Trame verte et bleue.

Site

Une aire géographiquement définie, dont la surface est clairement délimitée.

Site d'importance communautaire (SIC)

Un site qui, dans la ou les régions biogéographiques auxquelles il appartient, contribue de manière significative à maintenir ou à rétablir un type d'habitat naturel de l'Annexe I ou une espèce de l'Annexe II dans un état de conservation favorable et peut aussi contribuer de manière significative à la cohérence de Natura 2000 visé à l'article 3, et/ou contribue de manière significative au maintien de la diversité biologique dans la ou les régions biogéographiques concernées.

Pour les espèces animales qui occupent de vastes territoires, les sites d'importance communautaire correspondent aux lieux, au sein de l'aire de répartition naturelle de ces espèces, qui présentent les éléments physiques ou biologiques essentiels à leur vie et reproduction.

Territoire

Sens global : Une « maille de gestion de l'espace, ayant en principe, un statut inférieur aux circonscriptions normales, parce que l'appropriation n'y est pas complètement réalisée » (*source : BRUNET, FERRAS et THERY, 2001*). "Une appropriation à la fois économique, idéologique et politique (sociale, donc) de l'espace par des groupes qui se donnent une représentation particulière d'eux-mêmes, de leur histoire" (*source : Guy Di Méo - Les territoires du quotidien, 1996*).

Sens écologique : Espace que s'approprie un individu, un couple ou un petit groupe, généralement familial, d'une espèce animale donnée, afin d'y nidifier et (ou) de s'assurer l'exclusivité de l'usage des ressources alimentaires disponibles (*source : dictionnaire encyclopédique de l'écologie et des sciences de l'environnement – François RAMADE*).

Trame verte et bleue

C'est un document d'aménagement du territoire élaboré dans la concertation et détaillant le maillage écologique, local ou régional, à protéger, entretenir ou restaurer pour la préservation de la biodiversité. La définition et le suivi de la trame verte et bleue s'appuient sur une approche scientifique (écologie du paysage, dynamique des populations...). La trame verte et bleue permet de faire du maintien des continuités écologiques un enjeu à part entière de l'aménagement du territoire, en lien étroit avec de nombreux autres champs d'activité : agriculture, sylviculture, urbanisme, transport, paysage, cadre de vie...

Variante

Solution alternative d'un projet, comprenant des propositions de mesures d'évitement et/ou de réduction des impacts ; la variante retenue selon une analyse multicritères après avoir écarté d'autres variantes, peut être affinée en sous variantes au cours de l'élaboration du projet.

Correspondances : options, solutions de substitution, partis d'aménagement.

ZNIEFF

ZNIEFF signifie : « Zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique ». C'est un « secteur du territoire national pour lequel les experts scientifiques ont identifié des éléments remarquables du patrimoine naturel ». Deux grands types de zones sont distingués :

- Les ZNIEFF de type I sont des secteurs de superficie souvent limitée définis par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional (ex. tourbière, mare, falaise, pelouse sèche...) ;
- Les ZNIEFF de type II sont constituées de grands ensembles naturels riches ou peu modifiés ou offrant des potentialités importantes.

Zone humide

On entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année.

ZSC (Zone Spéciale de Conservation)

Un site d'importance communautaire désigné par les États membres par un acte réglementaire, administratif et/ou contractuel où sont appliquées les mesures de conservation nécessaires au maintien ou au rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats naturels et/ou des populations des espèces pour lesquels le site est désigné en application de la Directive Habitats 92/43/CEE du 21 mai 1992.

ZPS (Zone de Protection Spéciale)

Un site d'importance communautaire désigné par les États membres par un acte réglementaire, administratif et/ou contractuel où sont appliquées les mesures de conservation nécessaires au maintien ou au rétablissement, dans un état de conservation favorable, des habitats et des populations des espèces d'Oiseaux pour lesquels le site est désigné en application de la Directive Oiseaux 2009/147/CE du 30 novembre 2009.

2.5.3. Notion de perturbation & de détérioration

La notion de perturbation a été définie lors de la mise en place de la Directive Habitats du 21 mai 1992. Il en découle la mise en place de mesures de prévention et de conservation adaptées.

Directive 92/43/CEE du Conseil, du 21 mai 1992, concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvage :

« Article 6 - alinéa 2 : les États membres prennent les mesures appropriées pour éviter, dans les zones spéciales de conservation, la détérioration des habitats naturels et des habitats d'espèces ainsi que des perturbations touchant les espèces pour lesquelles les zones ont été désignées, pour autant que ces perturbations soient susceptibles d'avoir un effet significatif eu égard aux objectifs de la présente directive. »

Guide d'interprétation de l'article 6 de la directive « Habitats » (CEE 92/43) – Communauté européenne, 2000 :

« ...les perturbations ne comprennent pas directement les conditions physiques d'un site. Elles concernent les espèces et sont souvent limitées dans le temps. L'intensité, la durée et la fréquence de la répétition des perturbations sont donc d'importants paramètres. Pour être significative, une perturbation doit avoir des effets sur l'état de conservation des espèces. »

La perturbation se distingue de la détérioration qui porte sur l'altération ou la destruction des habitats des espèces. La détérioration est considérée comme déjà traitée dans les documents d'objectifs.

Définition du concept : (...) une perturbation a un effet significatif si elle entraîne un déclin durable des effectifs d'une espèce pour laquelle la ZSC / ZPS a été désignée ou si elle entraîne une disparition de l'espèce sur la ZSC / ZPS concernée (Groupe de réflexion « Perturbations » (novembre 1997) : sensibilité des espèces de l'annexe II de la Directive Habitats à certains types d'activités humaines *in* DOCOB Fontainebleau).

Démarche : il s'agit de lister d'une façon générale les activités humaines qui sont susceptibles de perturber de façon significative les espèces pour lesquelles les zones ont été désignées. En conséquence, le champ d'application potentiel de la notion de perturbation intéresse les seules activités humaines permanentes ou périodiques qui s'exercent dans un site Natura 2000. Elles sont le fait, soit des propriétaires ou de leurs ayants droits, soit des exploitants du sol (agriculteurs, sylviculteurs, aquaculteurs, pisciculteurs, etc.), généralement à titre professionnel, soit d'usagers de l'espace à titre récréatif (chasseurs, pêcheurs, pratiquants de sports et loisirs de nature).

Il importe de souligner que les mesures prises pour répondre aux perturbations doivent être appropriées. Elles doivent être conformes à l'objectif principal de la directive par le fait qu'elles contribuent à maintenir l'état de conservation des habitats ou des espèces concernées tout en tenant

compte « *des exigences économiques, sociales et culturelles ainsi que des particularités régionales et locales* ».

Afin de simplifier la démarche, les types de situations de perturbation sont généralement examinés par activité socio-économique. De même, afin d'alimenter une réflexion concrète, des propositions de gestion sont formulées.

3. ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE DES INCIDENCES SUR LE RÉSEAU NATURA 2000 CONCERNÉ PAR LA CARTE COMMUNALE DE DAGLAN

3.1. CONTEXTE ÉCOLOGIQUE ET SITOLOGIQUE LOCAL

La position de carrefour biogéographique du territoire communal de DAGLAN, à la limite des domaines atlantique et méditerranéen, confère une grande diversité de milieux naturels. La biodiversité locale est renforcée, outre cette position stratégique, par une mosaïque de biotopes écologiques qui ont été mis en valeur par des pratiques ancestrales.

Cette richesse écologique, floristique et faunistique a été reconnue très tôt par les institutions scientifiques et classée par les autorités compétentes dans les zonages appropriés.

Ainsi, la commune de DAGLAN est elle concernée par les zonages suivants :

- La ZNIEFF, de type 1, numéro 2621 0001 dénommée « Coteau calcaire de Saint Pompont ». Elle concerne les communes de DAGLAN, SAINT POMPONT et SAINT LAURENT LA VALLEE pour une superficie totale de 373 hectares. La richesse du site s'illustre par la présence d'espèces végétales à affinités méditerranéennes très localisées au niveau régional (cf. Annexe – Pièce n°2).
- La ZNIEFF, de type 2, numéro 2621 d'une superficie de 7 940 ha baptisée « Causse de Daglan ». Celle-ci concerne 11 communes dont DAGLAN. Il s'agit en l'occurrence d'un plateau composé de calcaires jurassiques très compacts qui permettent le maintien d'une végétation à affinités méditerranéennes. On retrouve de nombreuses espèces végétales qui sont très localisées au niveau régional. (cf. Annexe – Pièce n°3).

Le classement en ZNIEFF ne confère pas de protection réglementaire directe aux espaces couverts, mais contraint les collectivités locales à apporter une attention particulière aux projets de construction et d'aménagement envisagés dans le périmètre de cette zone afin d'éviter les destructions ou les dégradations des milieux inventoriés.

- D'un site relevant de la Directive Habitats, Faune, Flore intégré au réseau Natura 2000, à savoir « les coteaux calcaires du Causse de Daglan et de la vallée du Céou ».

Le site d'importance communautaire qui touche une partie du territoire communal est un vaste ensemble éclaté présentant de nombreux faciès calcicoles et thermophiles de pelouses aux boisements.

C'est ce dernier site qui nécessite donc la mise en œuvre d'une évaluation des incidences sur le réseau Natura 2000 et qui fait donc l'objet du présent de la présente analyse.

3.2. CHOIX DES SITES NATURA 2000 FAISANT L'OBJET DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

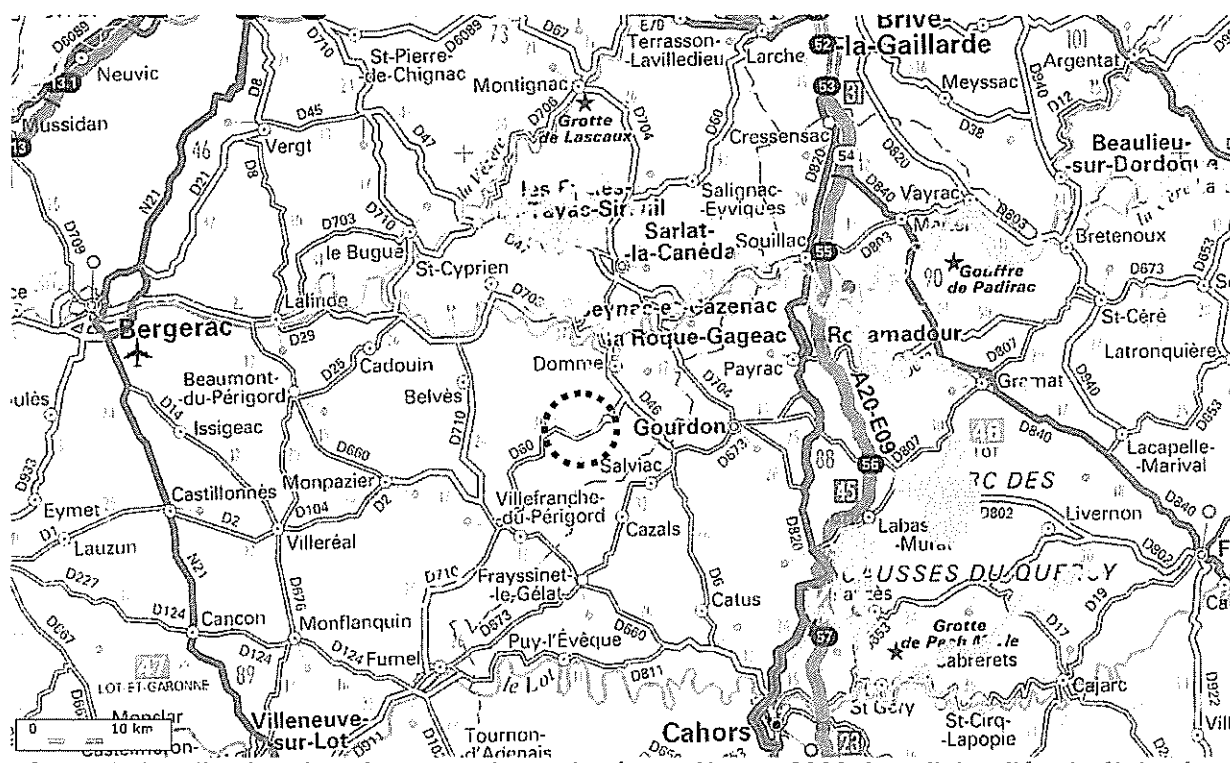
3.2.1. Sites Natura 2000 concernés par le périmètre d'étude étendu

Au total, 17 sites Natura 2000N sont concernés par le périmètre élargi d'étude de la carte communale de DAGLAN. Il s'agit de uniquement de sites d'intérêt communautaires (SIC, futures ZSC Zones Spéciales de Conservation). Aucune ZPS (Zone de Protection Spéciale) n'est concerné par le plan d'urbanisme de DAGLAN.

Ces sites sont listés dans le tableau suivant, et localisés sur la carte de la page suivante.

**Liste des sites du réseau Natura 2000 potentiellement concernés
par la carte communale de DAGLAN.**

N° du site	Nom du site	Type
FR7200660	La Dordogne	SIC/pSIC
FR7200665	Coteaux calcaires de Proissans, Ste-Nathalène et St-Vincent-le-Paluel	SIC/pSIC
FR7200666	Vallées des Beunes	SIC/pSIC
FR7200667	Coteaux calcaires de la vallée de la Vézère	SIC/pSIC
FR7200676	Coteaux calcaires de Borrèze	SIC/pSIC
FR7300898	Vallée de la Dordogne quercynoise	SIC/pSIC
FR7200664	Coteaux calcaires de la vallée de la Dordogne	SIC/pSIC
FR7200672	Coteaux calcaires du causse de Daglan et de la vallée du Céou	SIC/pSIC
FR7300900	Vallée de la Cère et tributaires	SIC/pSIC
FR7300902	Vallées de l'Ouyse et de l'Alzou	SIC/pSIC
FR7300908	Secteur de Lacérède	SIC/pSIC
FR7300909	Zone centrale du causse de Gramat	SIC/pSIC
FR7300910	Vallées de la Rauze et du Vers et vallons tributaires	SIC/pSIC
FR7300913	Basse vallée du Célé	SIC/pSIC
FR7300912	Moyenne vallée du Lot inférieur	SIC/pSIC
FR7200729	Coteaux de la vallée de la Lémance	SIC/pSIC
FR7200732	Coteaux de Thézac et de Montayral	SIC/pSIC
FR7200729	Coteaux du Boudouyssou et plateau de Lascrozes	SIC/pSIC



Carte de localisation des sites constituant le réseau Natura 2000 dans l'aire d'étude élargie.

3.2.2. Sites Natura 2000 retenus dans le cadre de l'évaluation des incidences

Le décret du 9 avril 2010 ne précisant pas de limite de distance pour les projets soumis à évaluation des incidences sur le réseau des sites Natura 2000, nous avons élargi dans un premier temps l'aire de référence du fait des échanges biologiques qui peuvent exister localement ou régionalement (réseau de Trame verte et bleue, axes migratoires).

Dans une première étape, et afin de conserver le caractère exhaustif demandé par la loi, nous avons donc intégré les sites Natura 2000 dans un rayon d'environ 50 km autour de la commune de DAGLAN.

Dans une seconde étape, toutefois, nous avons réduit l'analyse aux sites qui étaient en mesure de subir des incidences écologiques avec le plan d'urbanisme de DAGLAN.

Il s'agit donc des sites directement en contact avec le projet.

En effet, la nature du programme d'aménagement (carte communale) n'est pas en mesure de générer des effets indésirables à grande distance sur les composantes biologiques des sites Natura 2000.

Nous n'avons donc pas pris en compte les sites Natura 2000 à plus d'un kilomètre du territoire communal de DAGLAN.

Au-delà de cette distance, nous définissons que les incidences sont inexistantes ou non significatives pour le type de programme d'urbanisme considéré.

Liste des sites du réseau Natura 2000 retenus dans le cadre de l'évaluation des incidences (en gras).

N° du site	Nom du site	Type*
FR7200672	Coteaux calcaires du causse de Daglan et de la vallée du Céou	0 km
FR7200664	Coteaux calcaires de la vallée de la Dordogne	< 5 km
FR7200660	La Dordogne	< 7 km
FR7200665	Coteaux calcaires de Proissans, Ste-Nathalène et St-Vincent-le-Paluel	16 km
FR7200666	Vallées des Beunes	19 km
FR7200676	Coteaux calcaires de Borrèze	19 km
FR7200729	Coteaux de la vallée de la Lémance	21 km
FR7200667	Coteaux calcaires de la vallée de la Vézère	25 km
FR7300898	Vallée de la Dordogne quercynoise	25 km
FR7300910	Vallées de la Rauze et du Vers et vallons tributaires	28 km
FR7300902	Vallées de l'Ouyse et de l'Alzou	29 km
FR7200732	Coteaux de Thézac et de Montayral	32 km
FR7300909	Zone centrale du causse Gramat	34 km
FR7200729	Coteaux du Boudouyssou et plateau de Lascrozes	35 km
FR7300912	Moyenne vallée du Lot inférieur	39 km
FR7300908	Secteur de Lacérède	45 km
FR7300913	Basse vallée du Célé	50 km
FR7300900	Vallée de la Cère et tributaires	54 km

Seul le site FR7200672 des Coteaux calcaires du causse de Daglan et de la vallée du Céou est donc considéré comme pouvant potentiellement subir des incidences de la part du projet de carte communale de DAGLAN.

3.3. ANALYSE DES INCIDENCES SUR LE SITE FR7200672 DU CAUSSE DE DAGLAN ET DE LA VALLÉE DU CÉOU

3.3.1. Données générales

3.3.1.1. Statut et taille

Il s'agit d'un SIC (future ZSC). Le site couvre environ 874 hectares. Le site est localisé entièrement dans le département de la Dordogne.

Le site a été déclaré éligible comme SIC en juillet 2003.

Données biologiques : compilées en novembre 1995 et actualisées en mars 1998. Les données utilisées dans cette évaluation des incidences Natura 2000 proviennent du FSD datant de septembre 2011 (site INPN) et sont les éléments officiels les plus récents disponibles transmis à la Commission européenne.

Le site est classé « B » SIC sans relation avec un autre site Natura 2000.

ORGANISME RESPONSABLE DE LA GESTION DU SITE

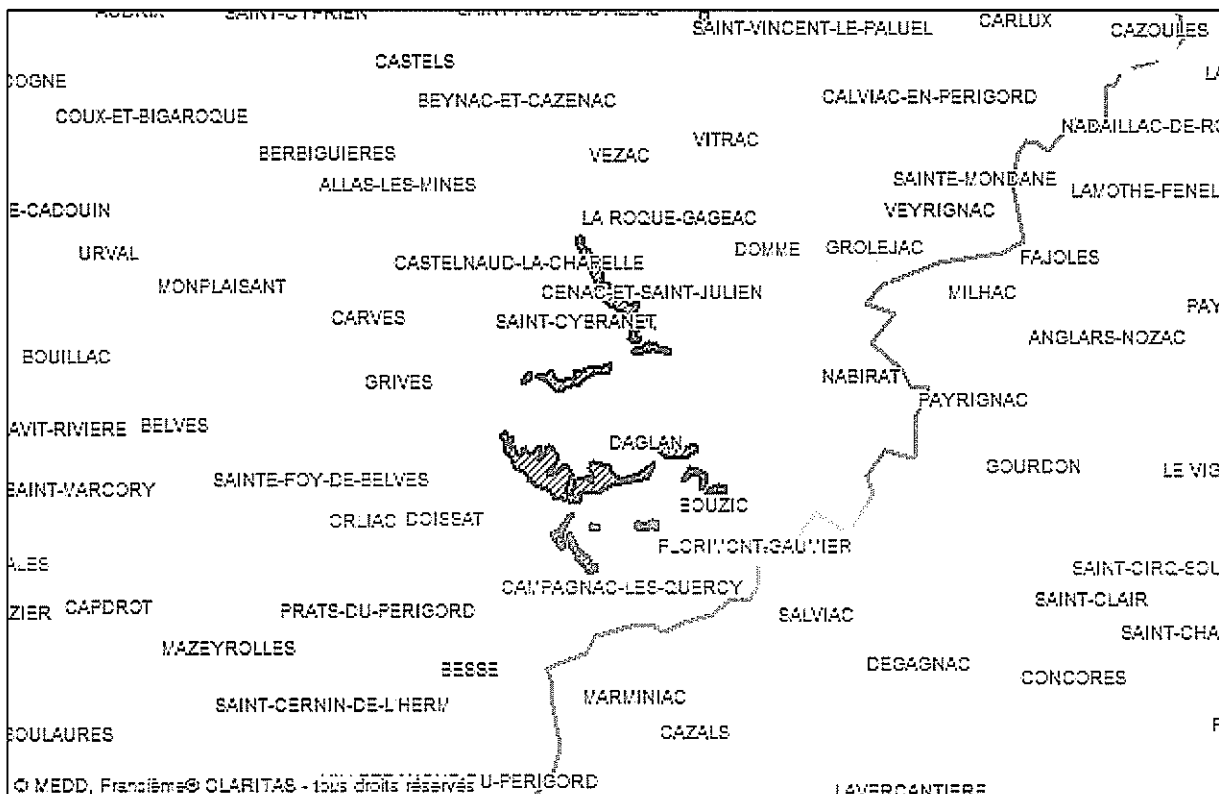
/

GESTION DU SITE ET PLANS

Document d'objectifs en cours d'élaboration.

3.3.1.2. Localisation et distance par rapport au projet

Le site FR7200672 du causse de Daglan et de la vallée du Céou est concerné directement par le projet de carte communale car il occupe partiellement le territoire communal.



Carte de localisation du site Natura 2000 du causse de Daglan et de la vallée du Céou.

3.3.2. Données détaillées

3.3.2.1. Description du site

Le site est compris, pour le réseau Natura 2000 dans le seul domaine biogéographique atlantique. L'altitude oscille entre 60 et 240 mètres.

Classes d'habitats	% couv.
Eaux douces intérieures (eaux stagnantes, eaux courantes)	0
Marais (végétation de ceinture), bas-marais, tourbières	0
Landes, broussailles, recrus, maquis et garrigues, phryganes	10
Pelouses sèches, steppes	50
Prairies semi naturelles humides, prairies mésophiles améliorées	0
Prairies améliorées	0
Cultures céréalières extensives (incluant les cultures en rotation avec jachère régulière)	0
Autres terres arables	0
Forêts caducifoliées	33
Forêts de résineux	5
Forêts mixtes	0
Forêt artificielle en monoculture (ex. plantations de peupliers ou d'arbres exotiques)	0
Rochers intérieurs, éboulis rocheux, dunes intérieures, neige ou glace permanente	2
Zones de plantations d'arbres (incluant vergers, vignes, dehesas)	0
Autres terres (incluant les zones urbanisées et industrielles, routes, décharges, mines)	0
Total	100

3.3.2.2. Composition du site

Il s'agit de coteaux calcaires subméditerranéens thermophiles.

Qualité et importance

Le causse de Daglan et de la vallée du Céou est constitué d'un vaste ensemble éclaté présentant de nombreux faciès calcicoles et thermophiles avec des gradients écologiques allant des pelouses aux boisements.

Vulnérabilité

L'absence d'entretien favorise la fermeture des milieux.

3.3.2.3. Liste et état de conservation des habitats d'intérêt communautaire

Les habitats naturels relevant de la Directive Habitats 92/43/CEE du 21 mai 1992 sont repris dans le tableau ci-dessous.

Code habitat	Couv	Rep	SR	SC	EG
5130 - Formations à <i>Juniperus communis</i> sur landes ou pelouses calcaires	16	A	C	B	B
6210 – pelouses sèches semi naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (<i>Festuco-Brometelia</i>) (* sites	20	A	C	C	B

d'orchidées remarquables)						
6220 – Parcours substeppiques de graminées et annuelles des Thero-Brachypodietea	10	C	C	B	B	
8210 - Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique	10	A	C	A	B	
9340 – Forêts à Quercus ilex et Quercus rotundifolia	30	B	C	B	B	

Couv. : pourcentage de couverture de l'habitat dans le site Natura 2000 (en % du site).

Rep = représentativité.

SR = surface recouverte

SC = statut de conservation.

EG = évaluation globale.

3.3.2.4. Présence d'espèces relevant des annexes de la Directive

Les espèces des autres groupes animaux ou végétaux n'ont pas fait l'objet d'inventaires (source FSD sur le site de l'INPN).

Espèces relevant de l'Annexe II de la Directive Habitats

Invertébrés

Damier de la succise (*Euphydryas aurinia*).

Poissons

/

Amphibiens / Reptiles

/

Mammifères

/

Plantes

/

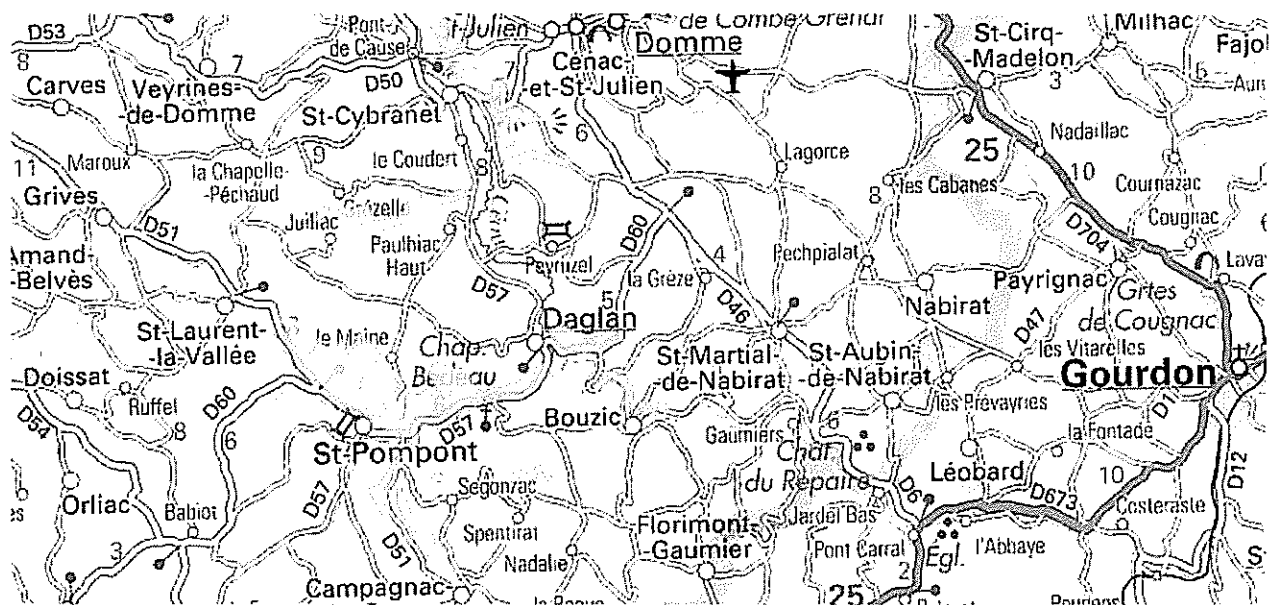
3.3.2.5. Autres espèces animales et végétales considérées comme importantes

Les autres espèces présentant un intérêt écologique potentiel n'ont pas fait l'objet d'inventaires (source FSD sur le site de l'INPN).

4. ÉVALUATION ÉCOLOGIQUE ET PATRIMONIALE DU SITE

4.1. FORME ET FONCTIONNEMENT ÉCOLOGIQUE CONNU

En l'absence de DOCOB et de données disponibles que les services de l'État devraient être en mesure de délivrer aux collectivités et porteurs de projets, il est difficile de pouvoir établir finement le fonctionnement écologique du site.



Carte de localisation du site Natura 2000 du causse de Daglan et de la vallée du Céou (source INPN Géoportail).

Le choix des services de l'État a été de fractionner l'enveloppe du site Natura 2000 en plusieurs entités séparées ce qui a tendance à démultiplier les périmètres des sous sites et à augmenter les problèmes de gestion et de cohabitation avec les populations et activités riveraines, tout en réduisant l'efficacité des mesures conservatoires pour la biodiversité.

4.2. LES HABITATS NATURELS D'INTÉRÊT COMMUNAUTAIRE

4.1.1. Formations à *Juniperus communis* sur landes ou pelouses calcaires (5130)

4.1.1.1. Correspondance avec le manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne

Il s'agit de formations à *Juniperus communis*, planitiaires à montagnardes. Le code CORINE biotope est 31.88.

Elles correspondent essentiellement à des successions phytodynamiques des végétations suivantes :

- 1 – généralement des pelouses maigres mésophiles ou xérophiles sur calcaire, pâturées ou en friche (abandonnées), des *Festuco-Brometea* et *Elyno-Seslerietea* ;
2 – plus rarement, des bruyères des *Calluno vulgaris* - *Ulicetea minoris*.

Les espèces végétales caractéristiques sont le *Juniperus communis*, les *Crataegus* spp., les *Rosa* spp. et *Prunus spinosa*.



5130 - Formations à *Juniperus communis* sur landes ou pelouses calcaires

4.1.1.2. Déclinaison en habitats élémentaires

Deux habitats élémentaires ont été considérés selon le caractère primaire ou secondaire des junipérais.

- 1 – Junipérais primaires collinéennes à montagnardes à Genévrier commun.
2 - Junipérais secondaires planitiaies à montagnardes à Genévrier commun

Les junipérais observées sur le causse de Daglan et de la vallée du Céou sont à rattacher au second type.

4.1.1.3. Physionomie et structure

Les peuplements de Genévrier commun sont associés, ou non, à d'autres essences arbustives basses, d'allure variable. En voile agropastoral, les junipérais sont souvent pures ou de faible diversité spécifique, en densité variable depuis les voiles épars jusqu'aux massifs impénétrables de junipérais vieilles (très rares).

Dans certains types, d'autres espèces peuvent jouer un rôle physionomique important en combinaison avec le Genévrier commun : Ajonc d'Europe, Bruyère à balai, Nerprun fétide, Spirée d'Espagne, ...

4.1.1.4. Espèces caractéristiques du type d'habitat

Les espèces principales sont le Genévrier commun (*Juniperus communis* subsp. *communis*), le Buis (*Buxus sempervirens*), le Nerprun fétide (*Rhamnus saxatilis* subsp. *infectoria*), la Bruyère à balai (*Erica scoparia*) et la Spirée d'Espagne (*Spiraea hispanica*).

Les espèces secondaires sont l'Ajonc d'Europe (*Ulex europaeus*), la Bourdaine (*Frangula alnus*), le Genêt à balai (*Cytisus scoparius*), le Fusain d'Europe (*Evonymus europaeus*), la Garance voyageuse (*Rubia peregrina*) et la Ronce à feuilles d'orme (*Rubus ulmifolius*).

4.1.1.5. Dynamique spontanée de l'habitat

Les junipérais secondaires de Genévrier commun associées aux systèmes agropastoraux s'inscrivent dans les différentes potentialités forestières des végétations du *Querco roboris* – *Fagetea sylvaticae*.

La place dynamique du Genévrier commun et des junipérais secondaires qu'il constitue dans les successions végétales postpastorales, est particulièrement restreinte. Essence héliophile par excellence, le Genévrier commun ne supporte pas la concurrence arbustive et se trouve rapidement éliminé dans les phases de coalescence et de développement des manteaux arbustifs préparant l'installation de la forêt.

Deux aspects sont à considérer :

- le déficit de pollinisation et de production de graines viables qui croît avec la densification des manteaux arbustifs ;
- la recherche de conditions héliophiles et d'ouverture du tapis végétal pour la régénération et l'établissement des juvéniles.

Il est classique d'observer à partir des genévriers en place la constitution de fourrés éclatés dont la coalescence et le développement annoncent la mort de la junipérais pionnière.

4.1.1.6. Dynamique liée à la gestion

Le maintien des junipérais secondaires passe par un équilibre délicat entre modalités pastorales et dynamique des populations de Genévrier commun. Une trop forte intensification du pâturage ne permet plus la régénération des populations, tandis qu'un abandon ou une déprise trop forte accélère les processus de colonisation arbustive néfastes aux junipérais.

Le développement de junipérais aux structures d'âge équilibrées est généralement associé à la persistance de pratiques pastorales extensives sur de longues périodes.

Il s'agit d'un habitat particulièrement sensible aux incendies et en particulier aux feux pastoraux compte tenu de la grande inflammabilité et combustibilité du Genévrier commun.

4.1.1.7. Valeur écologique et biologique

Ces habitats constituent des écopaysages très originaux de junipérais en voie sur pelouses et landes, notamment en dehors des régions méditerranéennes.

Ces junipérais secondaires sont généralement relictuelles et le plus souvent réduites à un petit nombre de sites de surface restreinte.

Il existe une très forte originalité et diversité faunistique associée aux genévriers avec une part importante de phytophages junipérophages soit gallicoles, soit non gallicoles (essentiellement des Lépidoptères, des Hyménoptères, des Hémiptères, des Diptères et des Acariens).

À la valeur intrinsèque des junipéraies secondaires s'ajoutent, dans les systèmes agropastoraux, les intérêts cumulatifs apportés par les habitats associés.

La persistance des squelettes de Genévrier commun mort en sous-bois des manteaux et des forêts de recolonisation d'anciens systèmes agropastoraux présentent un grand intérêt pour l'histoire des paysages et des dynamiques de végétation.

4.1.1.8. Menaces potentielles

On assiste à une disparition spatiale continue des junipéraies secondaires depuis le début du XX^e siècle avec accélération très forte depuis 1960, ayant pour causes principales l'abandon des pratiques agropastorales et la reconstitution de boisements, l'ouverture et l'extension de carrières, l'extension urbaine et industrielle.

4.1.1.9. Caractères sensibles de l'habitat

Les communautés associées au pâturage sont menacées de disparition dès que les conditions strictes d'accès à la lumière nécessaires à leur régénération ne sont pas remplies. Essence végétale héliophile, le Genévrier ne supporte en effet pas la pression compétitive d'autres espèces vis-à-vis de la lumière, tant au stade de la germination qu'à l'âge adulte où il sera la première espèce à disparaître lors de la reprise de la dynamique forestière.

Les germinations peuvent être contrariées par la présence d'espèces concurrentes comme le Brachypode penné, par exemple. Le pâturage peut donc favoriser la germination de graines par son action d'ouverture sur le milieu et être favorable aux jeunes pousses. Cependant, s'il est mal contrôlé, il peut être néfaste à la régénération du Genévrier, dont les graines meurent avant germination par le sur piétinement et la dent du bétail.

La conservation de l'habitat est donc directement liée au pâturage mais résulte d'un juste équilibre, délicat à trouver, entre pression et période de pâturage.

Les populations de Genévrier sont particulièrement sensibles aux incendies et aux feux courants car très combustibles.

4.1.2. Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometelia) (* sites d'orchidées remarquables) (6210)

4.1.2.1. Correspondance avec le manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne

Il s'agit de pelouses calcaires sèches à semi-sèches des *Festuco-Brometea*. Cet habitat comprend d'une part les pelouses steppiques ou subcontinentales (*Festucetalia valesiaca*) et d'autre part les pelouses des régions plus océaniques et subméditerranéennes (*Brometelia erecti*).

Les sites qui sont considérés comme sites d'Orchidées remarquables possèdent au moins l'un des critères suivants :

- le site abrite un cortège important d'espèces d'Orchidées ;
- le site abrite une population importante d'au moins une espèce d'Orchidée considérée comme peu commune sur le territoire français ;
- le site abrite une ou plusieurs espèces d'Orchidées considérées comme exceptionnelles en France.



6210 – pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (*Festuco-Brometelia*) (* sites d'orchidées remarquables)

4.1.2.2. Déclinaison en habitats élémentaires

Dix habitats élémentaires ont été considérés.

4.1.2.3. Physionomie et structure

Ce type d'habitat correspond à l'aile xérophile des pelouses calcicoles eurosibériennes (sous-ordre des *Xerobromanilia erecti*).

4.1.2.4. Espèces caractéristiques du type d'habitat

Les espèces caractéristiques sont trop nombreuses et trop variables selon les types pour être énumérés. Il faudrait connaître la typologie locale qui sera définie dans l'état initial du DOCOB.

4.1.2.5. Dynamique spontanée de l'habitat

Les pelouses secondaires présentent un caractère instable, plus ou moins perceptible à l'échelle humaine, qui conduit en l'absence de perturbations pastorales au développement de végétations préforestières s'inscrivant généralement dans des potentialités de forêts neutrocalcicoles diverses.

Les principales étapes de ce processus dynamique progressif (appelé succession végétale) consistent :

- en des végétations de hautes herbes calcicoles, appelées ourlets (classe des *Trifolio medii-Geranietea sanguinei*) et connaissant des développements spatiaux importants sous l'impulsion de quelques plantes à fort pouvoir de colonisation végétative ;
- en des fourrés calcicoles (classe des *Crataego monogynae-Prunetea spinosi*) dont le mode de progression au sein des pelouses est souvent varié, alliant des phases de piquetage arbustif, d'extension et de coalescence des taches progressivement constituées, mais aussi des phénomènes d'extension des lisières arbustives en contact avec les systèmes pelousaires ;
- en la constitution de pré-bois calcicoles issus de l'implantation préalable de quelques essences arborées pionnières (Chênes pubescents, bouleaux, Pins sylvestres, ...).

4.1.2.6. Dynamique liée à la gestion

Les fluctuations, les successions d'abandon et de reprise des pratiques pastorales, mais aussi celles des éventuels herbivores sauvages, conduisent à des paysages pelousaires complexes associant de manière diverse pelouses et habitats de stades dynamiques préforestiers.

L'ensemble de ces paysages pelousaires est à prendre en considération dans le cadre de la Directive Habitats et de ses déclinaisons.

Le pâturage extensif ovin reste la meilleure technique de gestion de ces pelouses afin d'en maintenir la structure en mosaïque ouverte.

En phase de restauration, le pâturage peut être plus intensif et conduit au printemps et à l'automne, accompagné d'une fauche et d'une exportation des produits.

Le brûlage (écobuage) doit être évité car il accélère l'installation des plantes colonisatrices, puis le développement des fourrés et l'implantation des ligneux.

4.1.2.7. Valeur écologique et biologique

Ces habitats constituent des écopaysages de très forte valeur patrimoniale : ils associent généralement une très grande diversité floristique, une très forte diversité orchidologique (notamment des *Ophrys*) et une diversité entomologique probablement très élevée, notamment dans les complexes structuraux mélangeant pelouses et pré-manteaux.

Plusieurs espèces de Reptiles relevant de l'Annexe IV de la Directive Habitats 92/43/CEE du 21 mai 1992 sont potentiellement présents dans cet habitat : Lézard vivipare (*Lacerta vivipara*), Couleuvre verte et jaune (*Hierophis viridiflavus*) et Couleuvre d'Esculape (*Elaphe longissima*).

4.1.2.8. Menaces potentielles

On constate une disparition spatiale de cet habitat continue depuis le début du XX^e siècle avec une accélération très forte depuis l'après-guerre.

La cause principale est l'abandon des pratiques pastorales traditionnelles de parcours ovins. Les pelouses du Périgord et du Quercy, longtemps épargnées par ce phénomène, sont actuellement largement concernées par cette évolution.

Les causes secondaires sont le boisement et l'extension urbaine.

4.1.2.9. Caractères sensibles de l'habitat

Les processus de dynamique internes à la pelouse lui donnent un intérêt plus ou moins important du point de vue de la diversité faunistique et floristique, les stades les plus jeunes étant les plus riches.

Si la pelouse n'est pas régulièrement ouverte par le pâturage (ou un autre mode de gestion tel le broutage des lapins), des processus de vieillissement de la pelouse avec densification du tapis herbacé et extension des espèces d'ourlets se mettent en place, suivis à terme d'une colonisation par les fourrés et les espèces ligneuses calcicoles. Celle-ci est plus ou moins rapide selon les conditions climatiques et édaphiques.

Cet habitat est également menacé par le reboisement naturel. Le Genévrier commun, généralement associé au pâturage, peut amorcer le développement de ce manteau préforestier.

La présence trop prolongée du bétail sur ces pelouses écorchées entraîne généralement surpâturage et piétinement, accompagnés d'amendements organiques responsables de l'enrichissement du tapis herbacé en espèces nitrophiles.

La pratique régulière de brûlis sans reprise pastorale accélère la formation d'ourlets et la stimulation d'espèces envahissantes.

Cet habitat montre par ailleurs une très forte sensibilité à la surfréquentation, au piétinement et aux pratiques de sports mécanisés.

De manière plus anecdotique à l'échelle globale, les autres menaces pesant sur cet habitat sont le changement de vocation comme l'extension des vignobles, l'ouverture ou l'extension de carrières de calcaire et l'extension urbaine ou industrielle aux abords des grandes villes.

4.1.3. Parcours substeppiques de graminées et annuelles des *Thero-Brachypodietea* (6220)

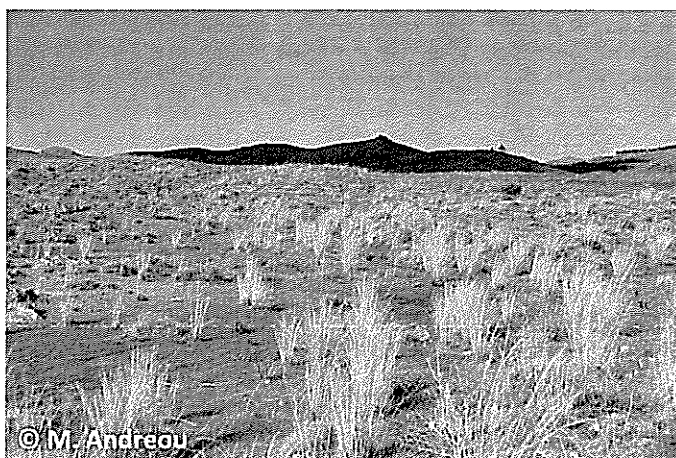
4.1.3.1. Correspondance avec le manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne

Il s'agit de pelouses de graminées annuelles xérophiles méso et thermo-méditerranéennes, souvent ouvertes, riches en thérophytes.

Ces communautés de thérophytes poussent sur sols oligotrophes des substrats basiques, souvent calcaires. Le code CORINE biotope est 34.5.

En Périgord et Quercy, on peut rattacher cet habitat aux végétations méditerranéennes annuelles neutrophiles et xérophiles des sols calciques oligotrophes et des lithosols sur rochers calcaires (alliance du *Trachynion distachyae*, classe des *Stipo capensis-Trachynietea distachyae*). Ces communautés des pelouses thérophytiques pénètrent largement les régions thermo-atlantiques sur les plateaux calcaires tabulaires du Quercy et Périgord.

Dans leurs aspects typiques, ces pelouses ont un aspect fortement écorché et sont fortement dominées par des thérophytes hivernaux.



6220 – Parcours substeppiques de graminées et annuelles des Thero-Brachypodietea

4.1.3.2. Déclinaison en habitats élémentaires

Six habitats élémentaires ont été considérés.

Les pelouses du Périgord sont à rattacher très probablement aux pelouses à thérophytes mésothermes thermo-atlantiques (6220-4). Il s'agit d'un habitat considéré comme prioritaire par l'Union européenne (UE).

4.1.3.3. Physionomie et structure

Il s'agit de pelouses fortement écorchées (30 à 50 % environ de recouvrement moyen) dans leurs aspects typiques.

Elles sont marquées par une forte dominance de thérophytes hivernales ou d'espèces à vie courte (55-60 % en moyenne), accompagnées de chaméphytes et d'hémicryptophytes pionniers.

4.1.3.4. Espèces caractéristiques du type d'habitat

Les espèces caractéristiques principales sont : Aïra élégant (*Aira elegantissima*), Brachypode cilié (*Brachypodium distachyon*), Brome raboteux (*Bromus squarrosus*), Buplèvre du mont Baldo (*Bupleurum baldense*), Catapode rigide (*Catapodium rigidum*), Chardon noirâtre (*Carduus nigrescens*), Crépide fétide (*Crepis foetida*), Crucianelle à feuilles étroites (*Crucianella angustifolia*), Égilope ovale (*Aegilops ovata*), Euphorbe fluette (*Euphorbia exigua*), Évax à fruits velus (*Evax lasiocarpa*), Lin à trois styles (*Linum gallicum*), Lin des collines (*Linum austriacum* subsp. *collinum*), Lin strict (*Linum strictum*), Luzerne raide (*Medicago rigidula*), Micrope dressé (*Bombycilaena erecta*), Renoncule en éventail (*Ranunculus paludosus*), Sabline controversée (*Arenaria controversa*), Trèfle scabre (*Trifolium scabrum*) et Vulpie ciliée (*Vulpia ciliata*).

4.1.3.5. Dynamique spontanée de l'habitat

Il s'agit de végétations secondaires pionnières associées à des perturbations anthropiques, soit de type agropastorale et appartenant aux complexes de pelouses pâturées, soit plus ponctuellement dans diverses situations à caractère anthropique (cultures abandonnées, remblais, ...).

Elles sont issues de déforestations historiques anciennes, inscrites généralement dans des potentialités de forêts thermophiles à caractère supra méditerranéen occidental du *Quercion pubescenti-sessiliflorae* (Chênaie pubescente à garance voyageuse *Rubio peregrinae-Quercetum pubescentis* (47.711), parfois enrichie en essences des forêts méditerranéennes de la Chênaie verte à Filaria à larges feuilles *Phillyreo latifoliaa-Quercetum ilicis* (45.33).

La dynamique préforestière est extrêmement complexe et associe des phénomènes de densification de la strate herbacée et d'embroussaillage progressif largement intriqués dans le temps et l'espace.

4.1.3.6. Dynamique liée à la gestion

Dans les systèmes pastoraux caussenards, la pression pastorale règle les équilibres communautaires au sein de la mosaïque pelousaire.

La taille et le nombre de tontures, leur degré d'introgression dynamique par la communauté de pelouse calcicole est en étroite relation avec le chargement et la conduite pastorale.

4.1.3.7. Valeur écologique et biologique

Ces habitats ont une distribution large mais sont en régression spatiale sensible un peu partout.

La diversité floristique est importante.

Ils forment des écopaysages complexes de pelouses caussenardes associant, en mosaïque, trois communautés d'habitats de la directive (tontures / pelouses / dalles).

Plusieurs plantes protégées occupent potentiellement cet habitat naturel.

4.1.3.8. Menaces potentielles

On assiste à une disparition spatiale continue depuis le début du ^{xx}e siècle avec une accélération depuis 1970, ayant pour causes principales l'abandon des pratiques agropastorales et la reconstitution de boisements, l'ouverture et l'extension de carrières, l'extension urbaine et industrielle.

4.1.3.9. Caractères sensibles de l'habitat

Cet habitat est en voie de disparition du fait :

- de l'abandon du pastoralisme qui favorise la fermeture des milieux avec passage progressif à un stade de pelouse calcicole puis à un stade d'embroussaillage ;
- inversement, l'intensification du pâturage ovin provoque une eutrophisation et la transformation du couvert végétal ;
- l'exploitation de carrières et la pression foncière liées aux aménagements urbains et industriels représentent dans une moindre mesure également une menace ;
- la pratique régulière de sports mécanisés participe à la détérioration de ce milieu.

4.1.4. Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique (8210)

4.1.4.1. Correspondance avec le manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne

Il s'agit des végétations des fentes de falaises et des pentes rocheuses calcaires de l'intérieur des terres.

Le code CORINE biotope est 62.1.

Dans le Périgord et le Quercy, il s'agit de formations des étages méso- et thermo méditerranéens. L'optimum écologique se situe entre 50 et 500 m d'altitude.



8210 - Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique

4.1.4.2. Déclinaison en habitats élémentaires

Vingt-six habitats élémentaires ont été considérés selon la géographie, l'altitude, l'exposition et l'humidité.

4.1.4.3. Physionomie et structure

Cet habitat regroupe en France les communautés se développant sur les rochers et els falaises carbonatés de l'étage thermo méditerranéen à l'étage nival.

Cet habitat ne prend en compte que les communautés installées au sein d'étroites fissures dans lesquelles se sont formés des fragments de lithosols. Les replats plus larges à sol plus évolué (type rendzine) et colonisés par des lambeaux de pelouses (formant des guirlandes) ne rentrent pas dans la définition de cet habitat et correspondent à un stade d'évolution ultérieur ou à une végétation parallèle sans lien direct avec les habitats chasmophytiques.

4.1.4.4. Espèces caractéristiques du type d'habitat

/

4.1.4.5. Dynamique spontanée de l'habitat

Peu de données sont disponibles, les dynamiques sont toutefois généralement lentes et cet habitat présente un caractère de permanence apparente à l'échelle humaine.

4.1.4.6. Dynamique liée à la gestion

Cet habitat est généralement peu géré du fait de ses conditions écologiques très particulières.

4.1.4.7. Valeur écologique et biologique

Ces habitats constituent des écopaysages originaux et très localisés.

4.1.4.8. Menaces potentielles

Cet habitat n'est généralement pas menacé sauf par l'exploitation des falaises rocheuses (carrières) ou la pratique de sports (escalade).

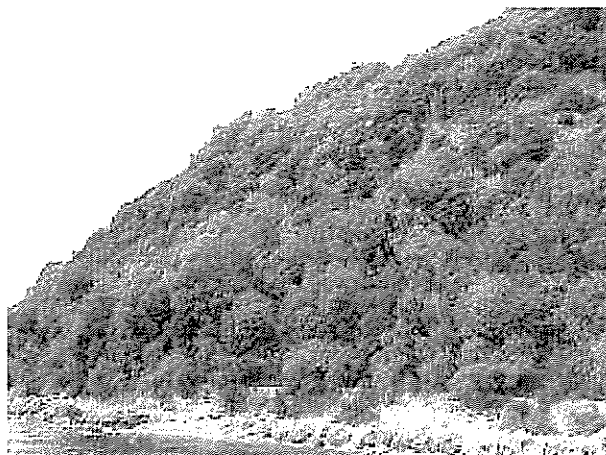
4.1.4.9. Caractères sensibles de l'habitat

Cet habitat n'est généralement pas menacé sauf par l'exploitation des falaises rocheuses (carrières) ou la pratique de sports (escalade).

4.1.5. Forêts à Quercus ilex et Quercus rotundifolia (9340)

4.1.5.1. Correspondance avec le manuel d'interprétation des habitats de l'Union européenne

Il s'agit de forêts dominées par le Chêne vert (*Quercus ilex*) et le Chêne ballote (*Quercus rotundifolia*) souvent calcicoles mais pas nécessairement. Le code CORINE biotope est 45.3.



9340 – Forêts à *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia*

4.1.5.2. Déclinaison en habitats élémentaires

Douze habitats élémentaires ont été considérés par la Directive Habitats 92/43/CEE du 21 mai 1992.

Les habitats du causse de Daglan et de la vallée du Céou sont à rattacher aux yeuseraies aquitaines.

4.1.5.3. Physionomie et structure

Ce type d'habitat est présent en quelques points du sud-ouest du domaine atlantique dans des situations thermophiles accentuées de l'étage collinéen.

Il recherche les stations calcaires dotées de sols superficiels en exposition chaude. Il se trouve plus rarement sur substrat siliceux.

La strate arborescente est dominée par le Chêne vert. Le Chêne pubescent et l'Érable de Montpellier sont fréquents mais dispersés.

Il en résulte au niveau des strates inférieures l'absence d'espèces héliophiles et la dominance d'espèces sciaphiles (Lierre, Fragon, ...).

4.1.5.4. Espèces caractéristiques du type d'habitat

Les espèces principales sont le Chêne vert (*Quercus ilex*) et le Filaria à larges feuilles (*Phillyrea latifolia*).

Les espèces secondaires sont le Chêne pubescent, l'Érable de Montpellier, la Fragon, la Garance voyageuse, l'Églantier toujours vert, le Bois garou, le Rouvet et le Laurier-tin.

4.1.5.5. Dynamique spontanée de l'habitat

La dynamique des successions écologique conduit, en phase progressive ou régressive, de la chênaie verte aux fruticées avec espèces sclérophylles et aux pelouses xérophiles.

4.1.5.6. Dynamique liée à la gestion

Il s'agit de formations forestières relativement stables. Des interrogations existent quant au maintien de la capacité de régénération des taillis vieillis.

4.1.5.7. Valeur écologique et biologique

Il s'agit d'habitats en situation écologique marginale, de faible étendue.

La présence de diverses espèces méditerranéennes rares dans des localités réduites et disjointes confère un intérêt patrimonial élevé.

Les écopaysages constitués de mosaïques d'habitats (fruticées, forêts, pelouses, ...) présentent un grand intérêt du fait des diverses niches écologiques offertes à la faune.

4.1.5.8. Menaces potentielles

Il s'agit d'un type d'habitat plutôt stable à l'heure actuelle. Les menaces éventuelles concernent les risques d'ouverture et d'extension de carrières, d'incendies, ...

4.1.5.9. Caractères sensibles de l'habitat

Du fait de la faiblesse des pressions actuellement identifiées sur cet habitat, sa sensibilité peut être considérée comme faible.

4.1.6. Damier de la succise (*Eurodryas aurinia*)

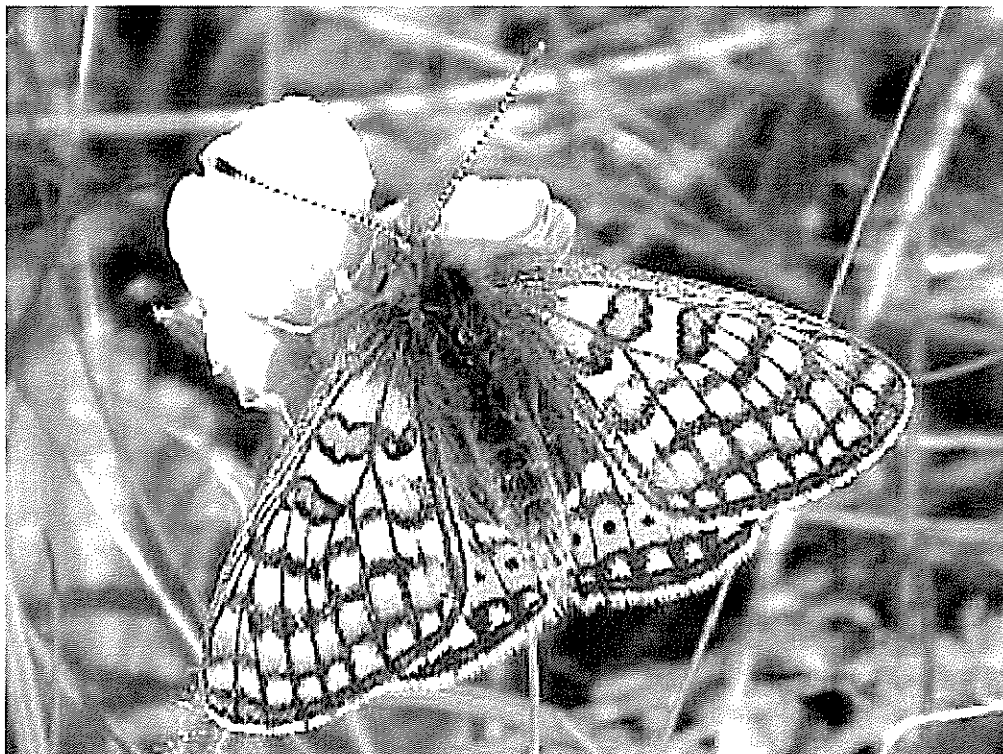
Le code Natura 2000 1065.

4.1.6.1. Caractères biologiques

Cette espèce est monovoltine.

La sous-espèce nominale (*E. aurinia aurinia*) est liée à des milieux humides. La plante hôte est la Succise des prés (*Succisa pratensis*).

Les adultes sont floricoles. Ils butinent les espèces des genres suivants : *Anthemis*, *Carduus*, *Centaurea*, *Cirsium*, *Globularia*, *Hieracium*, *Ranunculus*, *Trigonella* ainsi que sur la Renouée bistorte (*Polygonum bistorta*), la Potentille dressée (*Potentilla erecta*) et la Bétoine officinale (*Stachys officinalis*).



Damier de la succise (*Eurodryas aurinia*)

4.1.6.2. Caractères écologiques

L'écotype *E. aurinia aurinia* occupe des biotopes humides où se développe la plante hôte (prairies humides, tourbières).

L'espèce peut se rencontrer dans des bas-fonds humides de faible surface, sur les bordures de route ou de chemin.

À l'échelle d'une région, l'habitat est généralement très fragmenté. L'espèce a un fonctionnement en métapopulation avec des processus d'extinction et de recolonisation locales.

4.1.6.3. Habitats naturels d'intérêt européen occupés par l'espèce

Les habitats naturels suivants sont occupés par l'espèce :

- 6210 – pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (*Festuco-Brometelia*) (* sites d'orchidées remarquables)
- 6410 – prairies à *Molinia* sur sols calcaires tourbeux ou argilo-limoneux (*Molinion caeruleae*)
- 7110 – Tourbières hautes actives (*)
- 7120 – Tourbières hautes dégradées encore susceptibles de régénération naturelle

4.1.6.4. Statuts réglementaires de l'espèce

Le Damier de la succise (*Eurodryas aurinia*) est inscrit à l'annexe II de la Directive Habitats 92/43/CEE du 21 mai 1992, à l'annexe III de la Convention de Berne et c'est une espèce protégée en France.

Il est considéré « en danger » par l'Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN).

4.1.6.5. Évolution et état des populations

L'état des populations diffère selon les sous-espèces.

La sous-espèce nominale (*E. aurinia aurinia*) est en fort déclin dans toute l'Europe.

4.1.6.6. Menaces potentielles

L'assèchement des zones humides dans le cadre d'une urbanisation non maîtrisée et de certaines pratiques agricoles est un des facteurs de menace les plus importants. Cela provoque une fragmentation importante des habitats potentiels et une isolation des populations.

L'amendement des prairies en nitrates est néfaste aux populations de cette espèce par la raréfaction de sa plante hôte.

La gestion des milieux par un pâturage ovin est déconseillée, car celui-ci exerce une pression très importante sur *Succisa pratensis*. La fauche peut également poser des problèmes pendant la période de développement larvaire.

5. ÉVALUATION DES INCIDENCES DU PROJET DE CARTE COMMUNALE SUR LE RÉSEAU NATURA 2000 CONCERNÉ

5.1. OBJET DU PROGRAMME D'URBANISME SOUMIS À ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

La commune de DAGLAN ne dispose actuellement pas de document d'urbanisme. C'est donc le Règlement National d'Urbanisme qui s'impose et par delà, la règle de la constructibilité limitée. En vertu de cette dernière, seuls les espaces déjà urbanisés de la commune, peuvent donner lieu à autorisation d'occupation du sol. Bien que le code de l'urbanisme prévoie quelques exceptions à cette règle, la municipalité a considéré qu'elle n'était plus adaptée aux besoins de gestion actuels de son espace.

Dans ce contexte la commune a donc décidé, par une délibération en date du 12 février 2009, de recourir à l'élaboration d'une carte communale. Il s'agit pour la municipalité d'adopter un document d'urbanisme conforme aux nouvelles dispositions légales. La carte communale lui permettra de perpétuer une politique urbaine cohérente et assurer un développement rationnel.

Les motivations principales du conseil municipal sont de deux ordres :

- élaborer une carte communale conforme à l'état du droit positif,
- se doter d'un outil de planification et de maîtrise de l'urbanisation de la commune efficace.

5.2. CARACTÉRISATION GLOBALE DES EFFETS POTENTIELS DU PROGRAMME SUR LA FAUNE, LA FLORE ET LES HABITATS

5.2.1. Typologie des pressions potentielles sur la biodiversité

La carte communale peut potentiellement engendrer sur la biodiversité en général, et sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire en particulier les effets suivants (GEODE, 2007 ; OSPAR, 2004 et 2009 ; RAEVEL, inédit) :

Caractère direct ou indirect des pressions.

- Des **effets directs** liés aux opérations d'aménagement. Il s'agit le plus souvent de détériorations du milieu physique, telles
 - o la destruction d'habitats naturels et d'habitats d'espèces, d'espèces végétales et animales,
 - o la dégradation ou la détérioration physique d'habitats naturels et d'habitats d'espèces et de la fonctionnalité écologique du site. Elle peut être évaluée directement au moyen d'une série d'indicateurs caractérisant l'état de l'habitat et des modifications subséquentes aux opérations d'aménagement.
- Des **effets indirects** sont induits par les conséquences des opérations ou les activités annexes et non les opérations elles-mêmes, ils regroupent
 - o la perturbation (ou le dérangement) des espèces animales. La perturbation, contrairement aux détériorations, ne concerne généralement pas directement les conditions physiques du milieu,
 - o la surfréquentation et le piétinement par des engins ou des personnes,

- les effets indirects concernent au premier chef la faune mais peut également se faire sentir sur la flore. Les pressions indirectes sont souvent limitées dans le temps (bruit, vibration, éclairage, ...) même si leurs effets peuvent s'étaler sur la durée.

Caractère temporaire ou permanent des pressions.

Ces incidences affectent différemment les sites, espèces et milieux, en fonction de l'opération ou de la phase d'opération incriminée.

Les incidences peuvent elles-mêmes être différenciées en effets permanents, dont l'action sera pérenne (destruction d'un habitat par exemple), et en effets temporaires, dont l'action cessera avec la fin du programme ou dans un délai relativement court après ladite opération (turbidité des eaux ou perturbations liées au chantier).

Le caractère direct ou indirect des pressions n'influence pas forcément leur caractère temporaire ou pérenne (une destruction d'un habitat ou d'une espèce peut être suivie d'une recolonisation spontanée ultérieure ; un effet indirect limité dans le temps, comme les perturbations liées à un chantier, peuvent avoir un effet permanent, comme l'abandon d'un site de nidification pour des Oiseaux nicheurs).

Caractère réversible ou non des pressions.

Les incidences potentielles du programme d'aménagement sur les habitats et les espèces sont le plus souvent réversibles à court terme (effets temporaires d'un chantier notamment) ou à plus ou moins long terme (recolonisation d'habitats perturbés).

Caractère cumulatif des effets.

Les incidences du programme peuvent entrer en synergie avec d'autres projets ou incidences d'origine anthropique et avoir des effets cumulés (ou parfois minorés).

5.2.2. Notion de pression et de risque

Dans une étude d'évaluation des incidences, il ne faut, par ailleurs, pas confondre pression et risque d'impact.

Une analyse de risque se doit d'identifier tous les paramètres décrits dans l'équation générale suivante :

$$\text{RISQUE} = \text{PRESSION} * \text{VECTEUR} * \text{CIBLE}$$

Il ne faut pas relier directement la notion de pression aux cibles que sont, ici, les habitats naturels et les espèces animales et végétales.

En effet, si les opérations d'aménagement de la commune de DAGLAN constituent bien une source de pression potentielle, il faut par ailleurs définir quelles sont les cibles (statut biologique, statut patrimonial, phénologie de présence, effectifs, ...) et surtout quelles sont les probabilités d'occurrence de ce risque en fonction des vecteurs qui vont exposer les cibles au danger potentiel (sensibilité intrinsèque, caractéristiques physiques, phénologie, comportement, occupation spatio-temporelle, ...).

Dans un tel plan d'urbanisme, l'analyse de risque ne peut donc pas se résumer à relier directement l'activité de dragage (pression potentielle) aux cibles (espèces et habitats patrimoniaux). Elle se doit d'identifier que les espèces et habitats inscrits sur les directives européennes sont ou non des cibles potentielles et quels sont les vecteurs de transfert du risque sur ces espèces :

$$\text{RISQUE}^{\text{CCD}} = \text{DANGER}^{\text{CCD}} * \text{VECTEUR}^{\text{CCD}} * \text{CIBLE}^{\text{CCD}}$$

Légende :

ccd = carte communale de DAGLAN

En conclusion, il faut, d'une part, toujours croiser les pressions attendues de la carte communale de DAGLAN avec le statut de menace et, d'autre part, bien mesurer les risques et ne pas lier pressions et effets sans passer par l'analyse de risque.

5.3. INCIDENCES GLOBALES DU PROJET DE LA CARTE COMMUNALE DE DAGLAN SUR LE SITE NATURA 2000

L'implantation des extensions urbaines qui a été menée en concertation entre le cabinet ALBRAND – ANGIBAULT et la commune de DAGLAN a permis de préserver la très grande majorité des espaces naturels et notamment des milieux intégrés dans le périmètre du site Natura 2000.

La logique qui a conduit au parti d'aménagement a respecté les zones déjà urbanisées (hameaux et écarts déjà nombreux sur la commune) pour les densifier.

Cet évitement en amont a donc permis de réduire au strict minimum les risques d'incidences sur le site Natura 2000 et ses composantes biologiques.

Il reste trois secteurs où, pour des raisons de densification de zones d'habitats pré-existantes et de reconnaissance de fait d'occupation humaine, le périmètre du site Natura 2000 est intersecté et où des risques d'interférence avec la biodiversité existent.

Nous allons donc les étudier finement site par site à présent.

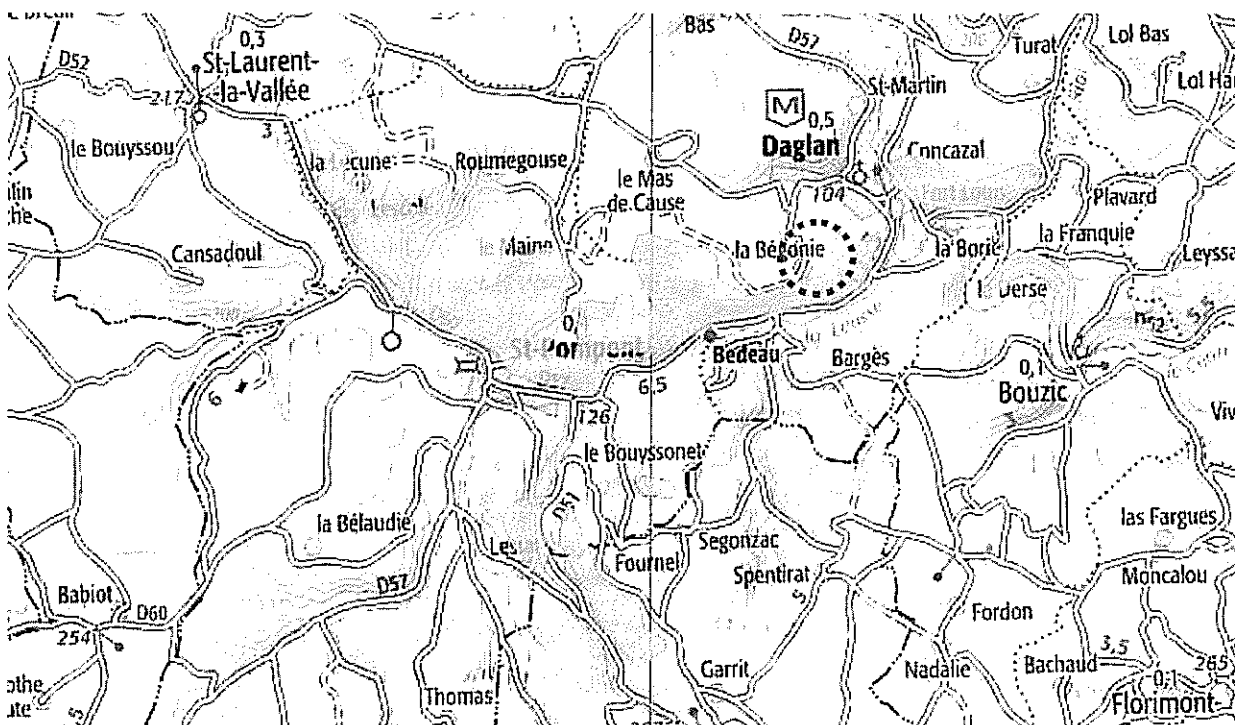
Il s'agit des trois lieux-dits suivants :

- Fort Louis
- La Bégonie
- La Croix de la Mission

5.3. LES PARTIES DU SITE NATURA 2000 SOUMISES À L'ANALYSE DES INCIDENCES

5.3.1. Le site de la Bégonie

5.3.1.1. Localisation



Carte de localisation du site Natura 2000 du causse de Daglan et de la vallée du Céou

5.3.1.2. Modification d'urbanisme projetée

Cette zone, localisée dans l'ensemble bâti de « La Bégonie », coïncide avec la volonté communale de densifier les secteurs construits.

Cet espace s'est largement développé et accueille aujourd'hui de nombreuses constructions à vocation d'habitations. Il s'agit de favoriser l'accueil de nouvelles constructions dans les espaces interstitiels.

Ce choix a notamment permis le maintien des éléments boisés en place.

La surface constructible est de 7.25ha. La surface construite est de 3.97ha. La capacité résiduelle de 3,28ha.

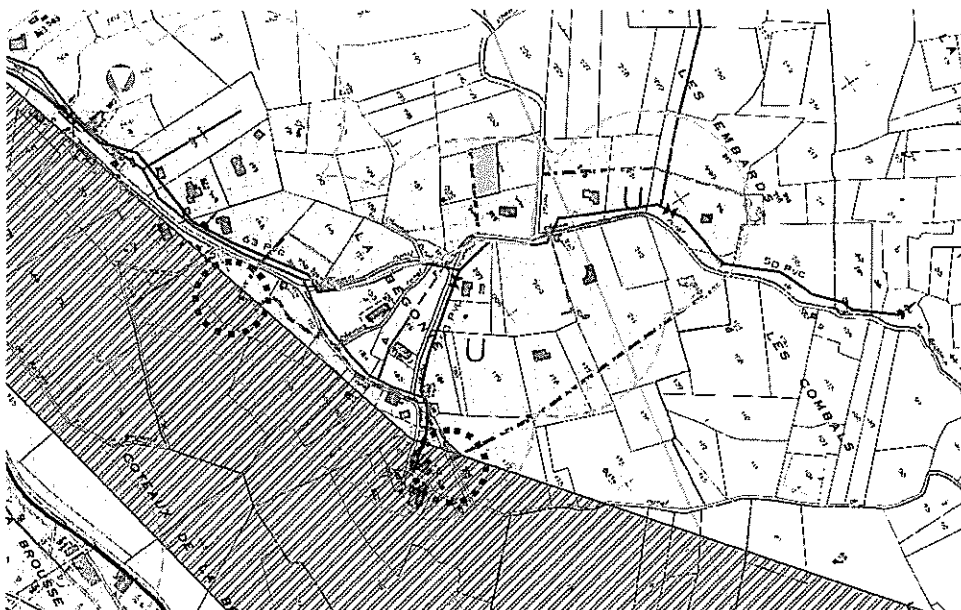
Ce secteur est couvert par le zonage ZNIEFF de type 2 « Causse de Daglan ». Même si le classement en ZNIEFF ne confère pas de protection réglementaire directe aux espaces couverts, elle constitue un élément de connaissance du patrimoine naturel pour les différents porteurs de projet.

Aussi, afin de limiter les dégradations de ces milieux remarquables, les projets de construction devront être précédés d'une réflexion préalable.

Par ailleurs, il est rappelé que conformément aux articles Art. L 321-1, L 321-6, L 322-3 du Code forestier, le débroussaillage et le maintien en état débroussaillé sont obligatoires sur les zones situées à moins de 200 m de terrains en nature de bois, forêts, landes, plantations ou reboisements.

Le débroussaillage incombe à celui qui crée le risque: le propriétaire ou son ayant droit ou le locataire non saisonnier d'un terrain bâti ou à bâtir.

Si besoin, le débroussaillage doit être effectué y compris sur les terrains voisins après avoir informé leurs propriétaires. Ceux-ci ne peuvent s'y opposer (Art. L 322-3-1 du Code forestier).



5.3.1.3. Types de milieux concernés

Le secteur de la Bégonie est actuellement occupé par une zone d'habitat dispersé (principalement ancien) et en voie de densification plus récente. Cette densification prend place dans une matrice agropaysagère d'anciennes prairies pâturées devenues des prairies de fauche avec une forte trame bocagère boisée et de murets de pierre sèche.

La partie la plus occidentale à urbaniser concerne une plantation récente en assez mauvais état d'entretien (voir photos ci-dessous).



La partie la plus orientale à urbaniser concerne un ensemble bocager de prés de fauche avec quelques noyers et bandes boisées (voir photos ci-dessous).



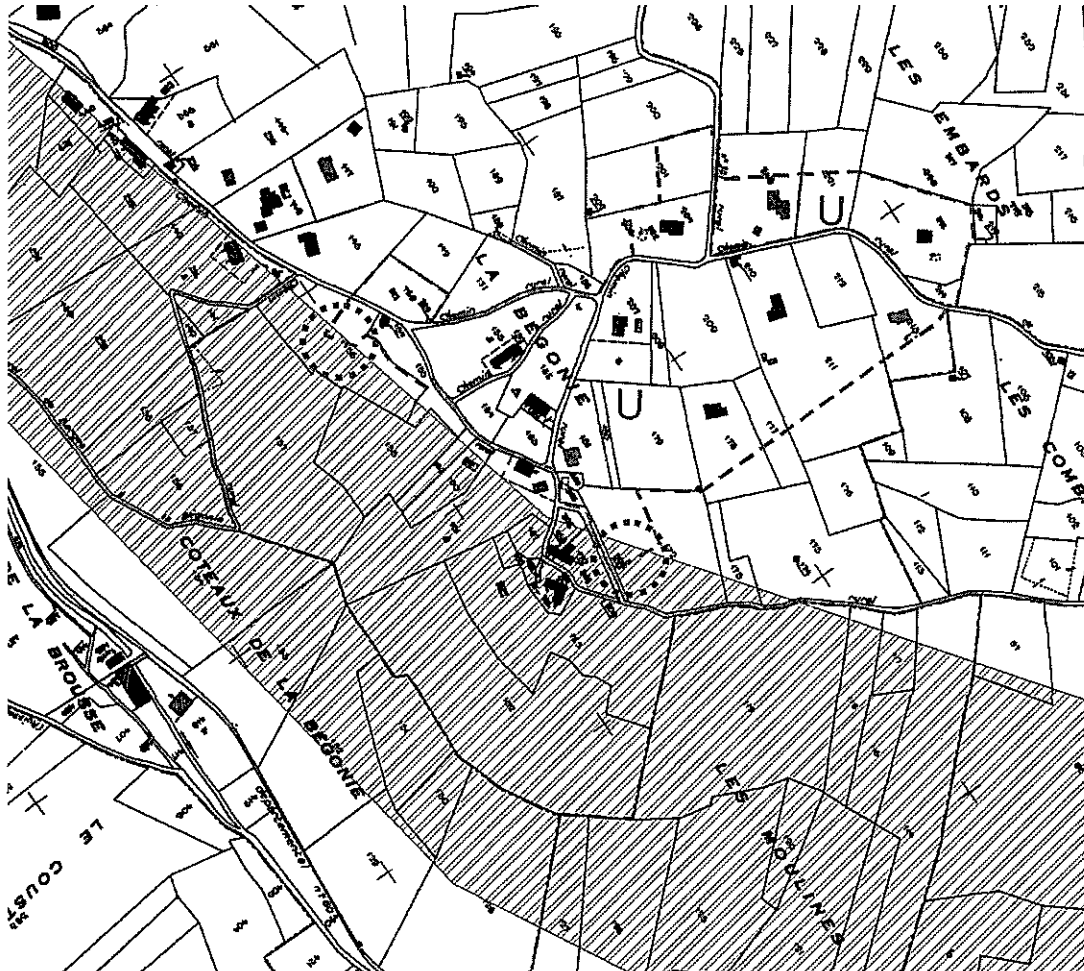
Ici aussi, des habitations sont présentes (habitat actuel occupé) et pré existantes à la définition du périmètre du site Natura 2000.



5.3.1.4. Risques d'interactions avec le site Natura 2000

Le projet d'extension de la zone constructible intersecte le périmètre Natura 2000 en deux endroits (voir carte ci-dessous).

On peut considérer qu'il s'agit d'une approximation liée à la non compatibilité des cartographies très vastes des sites Natura 2000 (au mieux au 1/25 000) et la délimitation très précise de la carte communale (valable à l'échelle cadastrale).



5.3.1.5. Analyse des pressions potentielles sur les habitats naturels

5.3.1.5.1. Identification des pressions

Les différentes pressions potentielles de la carte communale de DAGLAN sur les habitats naturels sont synthétisées ci-après.

5130 - Formations à *Juniperus communis* sur landes ou pelouses calcaires

Statut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 16 %

Représentativité : A

Superficie relative : C

Statut de conservation : B

Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Oui, à l'état relictuel.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Oui, à la marge.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.

Oui.

- Destruction d'espèces végétales.

Oui.

- Détérioration d'habitats naturels.

Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.

Non.

- Perturbation des espèces végétales.

Non.

- Transfert d'espèces exogènes.

Risque faible.

6210 – pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometelia) (* sites d'orchidées remarquables)

Statut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 20 %

Représentativité : A

Superficie relative : C

Statut de conservation : C

Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Non.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Non.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.

Non.

- Destruction d'espèces végétales.

Non.

- Détérioration d'habitats naturels.

Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.
Non.
- Perturbation des espèces végétales.
Non.
- Transfert d'espèces exogènes.
Non.

6220 – Parcours substeppiques de graminées et annuelles des Thero-BrachypodieteaStatut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 10 %
Représentativité : C
Superficie relative : C
Statut de conservation : B
Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Non.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Non.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.
Non.
- Destruction d'espèces végétales.
Non.
- Détérioration d'habitats naturels.
Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.
Non.
- Perturbation des espèces végétales.
Non.
- Transfert d'espèces exogènes.
Non.

8210 - Pentas rocheuses calcaires avec végétation chasmophytiqueStatut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 10 %
Représentativité : A
Superficie relative : C
Statut de conservation : A
Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Non.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Non.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.
Non.
- Destruction d'espèces végétales.
Non.
- Détérioration d'habitats naturels.
Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.
Non.
- Perturbation des espèces végétales.
Non.

- Transfert d'espèces exogènes.
Non.

9340 – Forêts à *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia*

Statut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 30 %
Représentativité : B
Superficie relative : C
Statut de conservation : B
Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Oui, à la marge de façon relictuelle et dégradée.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Non.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.
Non.
- Destruction d'espèces végétales.
Non.
- Détérioration d'habitats naturels.
Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.
Non.
- Perturbation des espèces végétales.
Non.
- Transfert d'espèces exogènes.
Risque très faible.

En l'absence de DOCOB, il n'est pas possible d'avoir une vue détaillée de la distribution de ces habitats dans le site Natura 2000.

En revanche, il est possible d'évaluer les risques en fonction du type de pressions.

Pressions directes.

Destruction d'habitats naturels.

Le risque est nul à très faible.

Dégradation des habitats.

Le risque est nul à très faible.

Pressions indirectes.

Transfert d'espèces exogènes.

Ce risque est très limité. La Loi Grenelle a identifié comme prioritaire la lutte contre les EEE.

5.3.1.5.2. Niveau, temporalité et réversibilité des pressions

Niveau de pression

Le niveau de pression peut être considéré comme très faible.

Caractère temporaire ou permanent.

Les effets peuvent être considérés comme permanents.

Caractère réversible.

Les effets peuvent être considérés comme non réversibles.

5.3.1.6. Analyse des pressions potentielles sur les espèces animales et végétales

5.3.1.6.1. Identification des pressions

Les différentes pressions potentielles de la carte communale de DAGLAN sur les habitats d'espèces, les espèces animales et végétales sont synthétisées ci-après.

	Pressions directes			P. indirectes		
	1	2	3	4	5	6
Invertébrés						
Damier de la succise (<i>Eurodryas aurinia</i>)	-	-	-	-	-	-

- : non applicable
 * : effet potentiellement présent

Pressions directes.

- 1 - Destruction d'habitats d'espèces.
- 2 - Destruction d'espèces végétales.
- 3 - Destruction d'espèces animales.

Pressions indirectes.

- 4 - Perturbation des espèces végétales.
- 5 - Perturbation des espèces animales.
- 6 - Transfert d'espèces exogènes.

5.3.1.6.2. Niveau, temporalité et réversibilité des pressions

Le niveau de pression de la carte communale de DAGLAN, le caractère temporaire ou pérenne des pressions, leur caractère réversible et cumulatif sont précisés ci-après pour les espèces pour lesquelles des pressions ont été identifiées.

Niveau de pression

	Pressions directes			P. indirectes		
	1	2	3	4	5	6
Invertébrés						
Damier de la succise (<i>Eurodryas aurinia</i>)	0	0	0	0	0	0

- : non applicable
 + : effet positif
 0 : effet nul
 1 : effet faible
 2 : effet moyen
 3 : effet fort
 4 : effet très fort

Caractère temporaire ou permanent.

	Pressions directes			P. indirectes		
	1	2	3	4	5	6
Invertébrés						
Damier de la succise (<i>Eurodryas aurinia</i>)	-	-	-	-	-	-

T : caractère temporaire des effets
 P : caractère permanent des effets

Caractère réversible.

Les effets peuvent être considérés comme nuls.

Caractère cumulatif.

Aucune incidence cumulée n'a été détectée sur le site en dehors des pressions anthropiques générales qui s'appliquent globalement.

5.3.1.6.3. Effets cumulatifs : identification des autres pressions existantes sur le site Natura 2000

Les autres pressions d'origine anthropique existantes aux alentours du site Natura 2000 sont reprises dans le tableau suivant.

La carte communale de DAGLAN est en mesure de venir contrebalancer les incidences négatives du poste 403, habitat dispersé, en localisant opportunément les nouvelles constructions.

Les effets d'une légère densification urbaine peuvent, par ailleurs indirectement, potentiellement renforcer l'artificialisation des peuplements et la chasse.

L'ensemble des pressions du site ne sont ni connues, ni localisées et ni chiffrées.

CODE	LIBELLÉ	INTENSITÉ	% DU SITE	INFLUENCE
141	Abandon des systèmes pastoraux	-	-	-
162	Artificialisation des peuplements	-	-	-
190	Autres activités agricoles et forestières	-	-	-
230	Chasse	-	-	-
403	Habitat dispersé	-	-	-

- Éléments non évalués ni sur le plan surfacique, ni sur le plan quantitatif.

5.3.1.6.4. Effets cumulatifs : identification des autres pressions existantes aux alentours du site Natura 2000

Les autres pressions d'origine anthropique existantes aux alentours du site Natura 2000 ne sont pas reprises dans le FSD.

À part la participation anecdotique à l'émergence très ponctuelle de bruits et de dérangements liés aux habitations, la carte communale de DAGLAN n'est pas en mesure d'entrer en synergie avec les autres pressions existantes aux alentours du site Natura 2000.

5.3.1.7. Analyse globale des incidences de la carte communale de DAGLAN sur le site Natura 2000 et ses composantes biologiques

Il apparaît après cette analyse spécifique que les risques d'interactions sont très limités dans l'espace et ne concernent pas des habitats relevant de la Directive Habitats 92/43/CEE du 21 mai 1992.

La proposition d'extension des zones à aménager de la Bégonie, faite par la carte communale de DAGLAN, s'applique à des habitats occupés par des activités agricoles (prés de fauche) ou une plantation.

On peut donc conclure clairement à l'absence d'incidences écologiques significatives de la carte communale de DAGLAN sur les habitats naturels, les habitats d'espèces ainsi que les espèces animales et végétales relevant de l'annexe II de la Directive Habitats 92/43/CEE du 21 mai 1992.

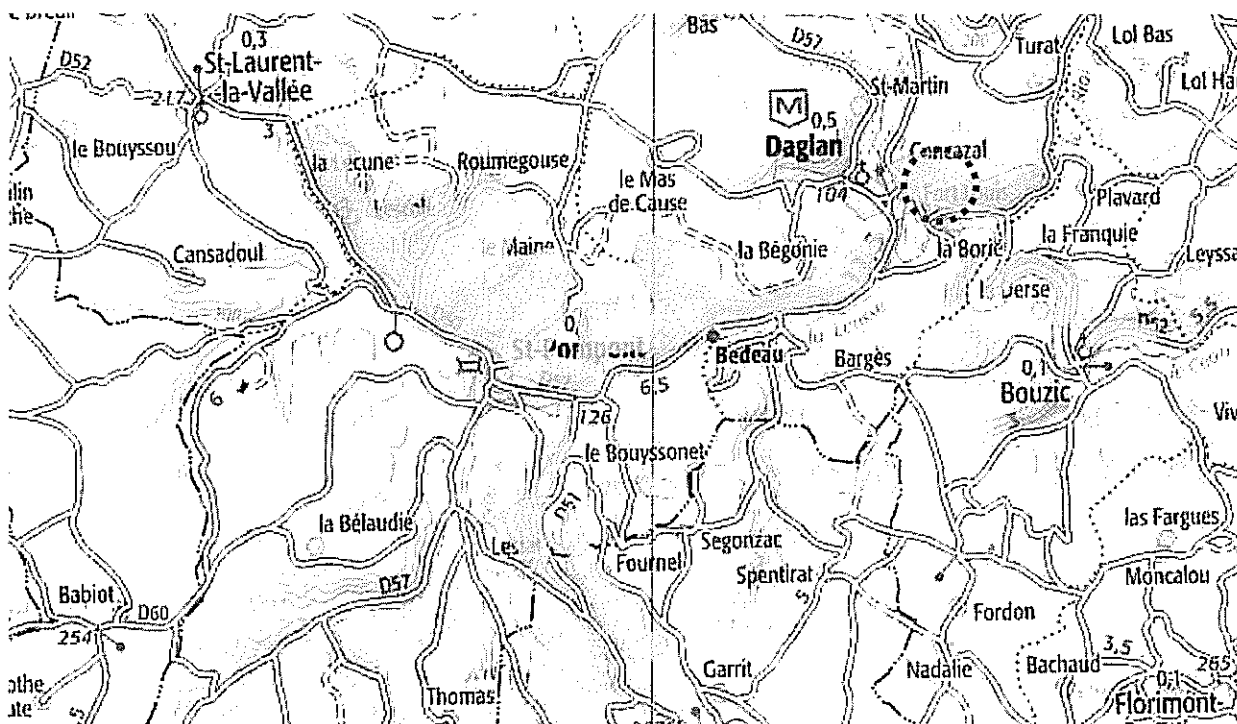
Il est donc ici permis de conclure que l'intégrité du fonctionnement écologique du périmètre du SIC du Causse de Daglan et de la vallée du Céou ne sera pas affecté par le projet d'extension de la zone

aménageable de la Bégonie. Le maintien de l'état de conservation du site, des habitats d'espèces et des espèces ne seront pas affectés par le plan d'urbanisme.

Le seul risque qui subsiste à l'issue de cette évaluation des incidences concerne les risques de propagation des espèces exotiques envahissantes (EEE) lors des opérations d'aménagement, qui restent très limités.

5.3.2. Le site de Fort Louis

5.3.2.1. Localisation



Carte de localisation du site Natura 2000 du causse de Daglan et de la vallée du Céou

5.3.2.2. Modification d'urbanisme projetée

Localisé d'un côté de la route départementale n°60, à proximité immédiate du bourg, le secteur de Fort Louis s'agrége au tissu bâti existant.

Conformément à ses objectifs, 1 et 2, la commune a choisi de limiter l'urbanisation dans un premier temps aux espaces contigus à l'existant. En effet, afin de préserver la qualité du site (position préférentielle avec une perception visuelle remarquable sur le bourg -parcelle 344 notamment) une urbanisation localisée a été mise en oeuvre. Les écueils d'une urbanisation trop linéaire ont en particulier été évités.

La surface constructible est de 3.03 ha. La surface construite est de 0.90 ha. La capacité résiduelle de 2,13 ha.

Cette zone particulièrement sensible d'un point de vue paysager et architectural, requiert une extrême attention quant à l'implantation de nouvelles constructions (co-visibilité avec le bourg). Un travail sur les matériaux, la volumétrie et les couleurs des futures constructions devrait être effectué. Il s'agit de respecter les formes urbaines caractéristiques de ce secteur et le style local de l'habitat en vue d'intégrer les constructions nouvelles dans leur contexte. À ce titre, le service instructeur pourra demander l'avis de l'architecte conseil de la DDT.

Ce secteur est couvert en partie, par le zonage ZNIEFF de type 2 « Causse de Daglan ». Même si le classement en ZNIEFF ne confère pas de protection réglementaire directe aux espaces couverts, elle constitue un élément de connaissance du patrimoine naturel pour les différents porteurs de projet. Aussi, afin de limiter les dégradations de ces ensembles naturels riches, les projets de construction devront être précédés d'une réflexion préalable.

Par ailleurs, l'attention des porteurs de projet est attirée sur la présence d'une cavité souterraine sur le secteur constructible, dénommée « Aven de Fort Louis ». Cet orifice visible se localise aux coordonnées X, Y en Lambert 2 étendu métrique : 510050, 1971650 avec une précision de 5 m (source : BRGM).



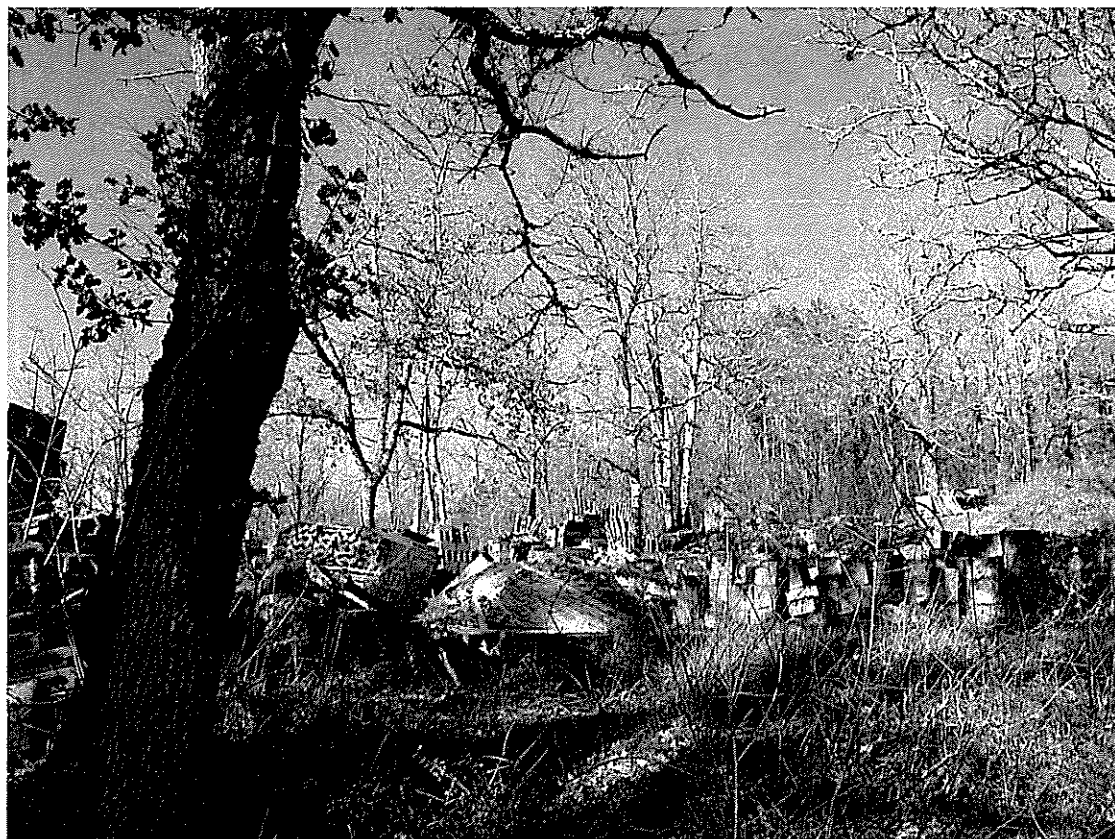
5.3.2.3. Types de milieux concernés

On a ici affaire à des prairies de fauche soit pures, soit complantées de noyers ou de chênes truffiers (voir photos ci-dessous). Une partie du site Natura 2000 recouvre des jardins et des habitations.



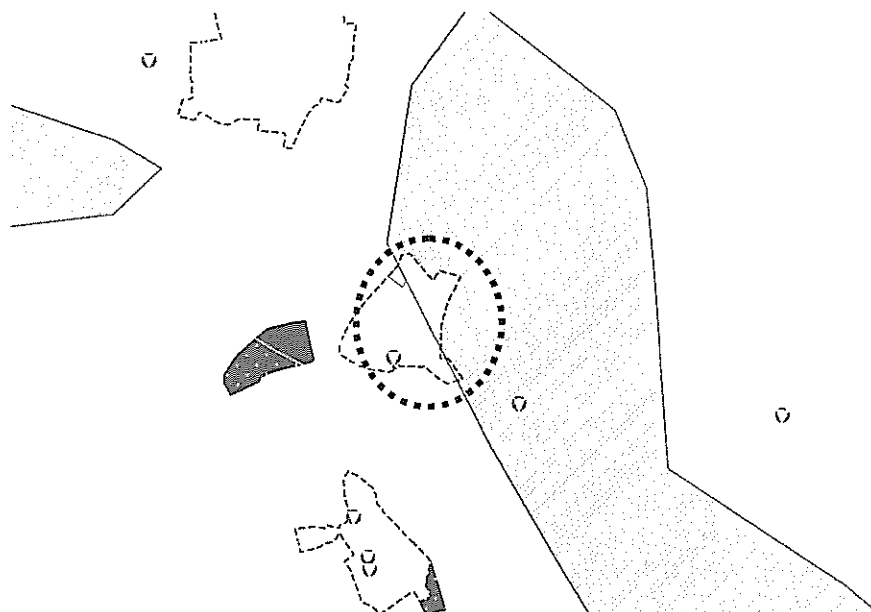


Sur la partie la plus orientale, on a également un boisement en grande partie occupé par des dépôts de matériaux et des déchets (voir photo suivante).



5.3.2.4. Risques d'interactions avec le site Natura 2000

Le projet d'extension de la zone constructible recouvre partiellement le périmètre Natura 2000 (voir carte ci-dessous).



5.3.2.5. Analyse des pressions potentielles sur les habitats naturels

5.3.2.5.1. Identification des pressions

Les différentes pressions potentielles de la carte communale de DAGLAN sur les habitats naturels sont synthétisées ci-après.

5130 - Formations à *Juniperus communis* sur landes ou pelouses calcaires

Statut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 16 %

Représentativité : A

Superficie relative : C

Statut de conservation : B

Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Non.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Non.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.

Non.

- Destruction d'espèces végétales.

Non.

- Détérioration d'habitats naturels.

Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.

Non.

- Perturbation des espèces végétales.

Non.

- Transfert d'espèces exogènes.

Risque faible.

6210 – pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometelia) (* sites d'orchidées remarquables)

Statut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 20 %

Représentativité : A

Superficie relative : C

Statut de conservation : C

Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Non.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Non.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.

Non.

- Destruction d'espèces végétales.

Non.

- Détérioration d'habitats naturels.

Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.
Non.
- Perturbation des espèces végétales.
Non.
- Transfert d'espèces exogènes.
Non.

6220 – Parcours substeppiques de graminées et annuelles des Thero-Brachypodietea

Statut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 10 %
Représentativité : C
Superficie relative : C
Statut de conservation : B
Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Non.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Non.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.
Non.
- Destruction d'espèces végétales.
Non.
- Détérioration d'habitats naturels.
Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.
Non.
- Perturbation des espèces végétales.
Non.
- Transfert d'espèces exogènes.
Non.

8210 - Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique

Statut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 10 %
Représentativité : A
Superficie relative : C
Statut de conservation : A
Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Non.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Non.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.
Non.
- Destruction d'espèces végétales.
Non.
- Détérioration d'habitats naturels.
Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.
Non.
- Perturbation des espèces végétales.
Non.

- Transfert d'espèces exogènes.
Non.

9340 – Forêts à *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia*

Statut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 30 %
Représentativité : B
Superficie relative : C
Statut de conservation : B
Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Oui, à la marge de façon relictuelle et dégradée.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Oui mais faibles.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.
Oui.
- Destruction d'espèces végétales.
Oui.
- Détérioration d'habitats naturels.
Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.
Non.
- Perturbation des espèces végétales.
Non.
- Transfert d'espèces exogènes.
Risque très faible.

En l'absence de DOCOB, il n'est pas possible d'avoir une vue détaillée de la distribution de ces habitats dans le site Natura 2000.

En revanche, il est possible d'évaluer les risques en fonction du type de pressions.

Pressions directes.

Destruction d'habitats naturels.

Le risque est faible.

Dégradation des habitats.

Le risque est nul à très faible.

Pressions indirectes.

Transfert d'espèces exogènes.

Ce risque est très limité. La Loi Grenelle a identifié comme prioritaire la lutte contre les EEE.

5.3.2.5.2. Niveau, temporalité et réversibilité des pressions

Niveau de pression

Le niveau de pression peut être considéré comme très faible.

Caractère temporaire ou permanent.

Les effets peuvent être considérés comme permanents.

Caractère réversible.

Les effets peuvent être considérés comme non réversibles.

5.3.2.6. Analyse des pressions potentielles sur les espèces animales et végétales

5.3.2.6.1. Identification des pressions

Les différentes pressions potentielles de la carte communale de DAGLAN sur les habitats d'espèces, les espèces animales et végétales sont synthétisées ci-après.

	Pressions directes			P. indirectes		
	1	2	3	4	5	6
Invertébrés						
Damier de la succise (<i>Eurodryas aurinia</i>)	-	-	-	-	-	-

- : non applicable
 * : effet potentiellement présent

Pressions directes.

- 1 - Destruction d'habitats d'espèces.
 2 - Destruction d'espèces végétales.
 3 - Destruction d'espèces animales.

Pressions indirectes.

- 4 - Perturbation des espèces végétales.
 5 - Perturbation des espèces animales.
 6 - Transfert d'espèces exogènes.

5.3.2.6.2. Niveau, temporalité et réversibilité des pressions

Le niveau de pression de la carte communale de DAGLAN, le caractère temporaire ou pérenne des pressions, leur caractère réversible et cumulatif sont précisés ci-après pour les espèces pour lesquelles des pressions ont été identifiées.

Niveau de pression

	Pressions directes			P. indirectes		
	1	2	3	4	5	6
Invertébrés						
Damier de la succise (<i>Eurodryas aurinia</i>)	0	0	0	0	0	0

- : non applicable
 + : effet positif
 0 : effet nul
 1 : effet faible
 2 : effet moyen
 3 : effet fort
 4 : effet très fort

Caractère temporaire ou permanent.

	Pressions directes			P. indirectes		
	1	2	3	4	5	6
Invertébrés						
Damier de la succise (<i>Eurodryas aurinia</i>)	-	-	-	-	-	-

T : caractère temporaire des effets
 P : caractère permanent des effets

Caractère réversible.

Les effets peuvent être considérés comme nuls.

Caractère cumulatif.

Aucune incidence cumulée n'a été détectée sur le site en dehors des pressions anthropiques générales qui s'appliquent globalement.

5.3.2.6.3. Effets cumulatifs : identification des autres pressions existantes sur le site Natura 2000

Les autres pressions d'origine anthropique existantes aux alentours du site Natura 2000 sont reprises dans le tableau suivant.

La carte communale de DAGLAN est en mesure de venir contrebalancer les incidences négatives du poste 403, habitat dispersé, en localisant opportunément les nouvelles constructions.

Les effets d'une légère densification urbaine peuvent, par ailleurs indirectement, potentiellement renforcer l'artificialisation des peuplements et la chasse.

L'ensemble des pressions du site ne sont ni connues, ni localisées et ni chiffrées.

CODE	LIBELLÉ	INTENSITÉ	% DU SITE	INFLUENCE
141	Abandon des systèmes pastoraux	-	-	-
162	Artificialisation des peuplements	-	-	-
190	Autres activités agricoles et forestières	-	-	-
230	Chasse	-	-	-
403	Habitat dispersé	-	-	-

- Éléments non évalués ni sur le plan surfacique, ni sur le plan quantitatif.

5.3.2.6.4. Effets cumulatifs : identification des autres pressions existantes aux alentours du site Natura 2000

Les autres pressions d'origine anthropique existantes aux alentours du site Natura 2000 ne sont pas reprises dans le FSD.

À part la participation anecdotique à l'émergence très ponctuelle de bruits et de dérangements liés aux habitations, la carte communale de DAGLAN n'est pas en mesure d'entrer en synergie avec les autres pressions existantes aux alentours du site Natura 2000.

5.3.2.7. Analyse globale des incidences de la carte communale de DAGLAN sur le site Natura 2000 et ses composantes biologiques

Il apparaît après cette analyse spécifique que les risques d'interactions sont très limités dans l'espace et ne concernent pas des habitats relevant de la Directive Habitats 92/43/CEE du 21 mai 1992.

La proposition d'extension des zones à aménager à Fort Louis, faite par la carte communale de DAGLAN, s'applique à des habitats occupés par des activités agricoles (prés de fauche) ou une plantation.

On peut donc conclure clairement à l'absence d'incidences écologiques significatives de la carte communale de DAGLAN sur les habitats naturels, les habitats d'espèces ainsi que les espèces animales et végétales relevant de l'annexe II de la Directive Habitats 92/43/CEE du 21 mai 1992.

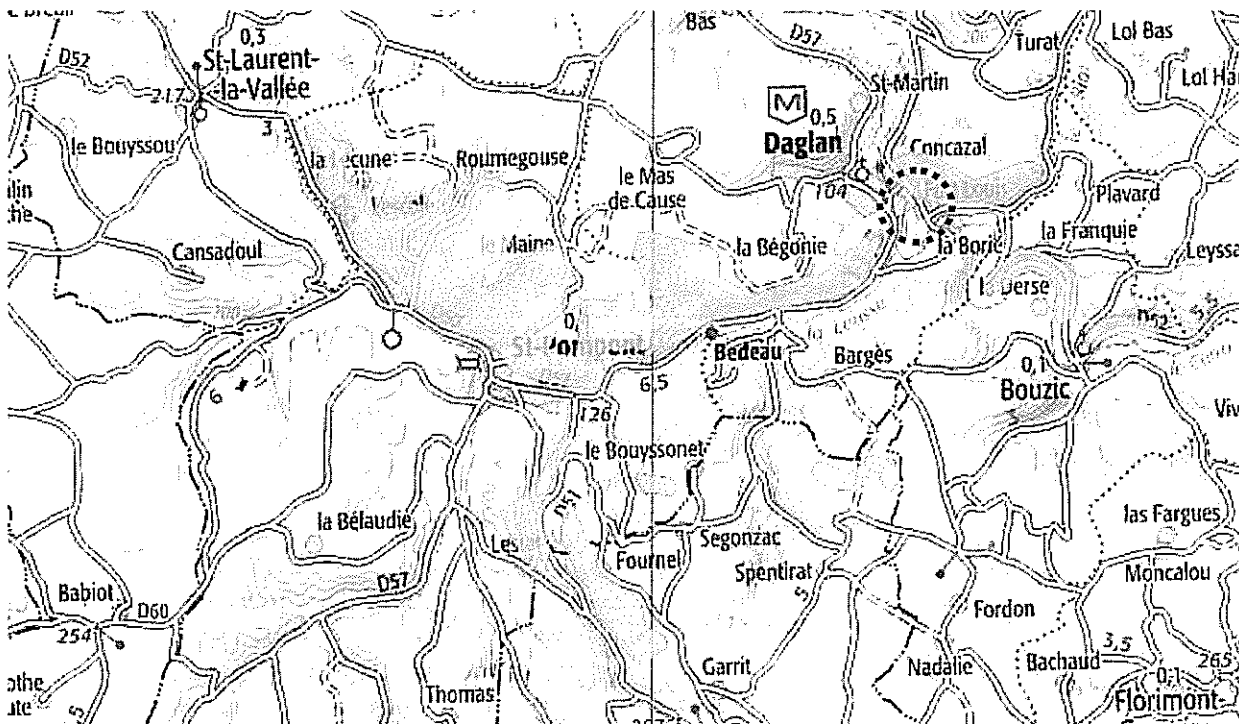
Il est donc ici permis de conclure que l'intégrité du fonctionnement écologique du périmètre du SIC du Causse de Daglan et de la vallée du Céou ne sera pas affecté par le projet d'extension de la zone

aménageable de Fort Louis. Le maintien de l'état de conservation du site, des habitats d'espèces et des espèces ne seront pas affectés par le plan d'urbanisme.

Le seul risque qui subsiste à l'issue de cette évaluation des incidences concerne les risques de propagation des espèces exotiques envahissantes (EEE) lors des opérations d'aménagement, qui restent très limités.

5.3.3. Le site de la Croix de la Mission Nouvelle

5.3.3.1. Localisation



Carte de localisation du site Natura 2000 du causse de Daglan et de la vallée du Céou

5.3.3.2. Modification d'urbanisme projetée

Placé à proximité immédiate du bourg de DAGLAN, en entrée de village, cet espace est occupé par un entrepôt désaffecté. La commune entend revaloriser ce secteur avec l'implantation de commerces ou d'artisans.

La localisation en entrée de bourg, le positionnement en façade de la voie départementale sont autant d'éléments favorables à l'accueil d'entreprises. De plus, la commune envisage l'instauration de zones de préemption pour assurer une desserte sécurisée du site. Il s'agit de remodeler cet espace et d'embellir cette entrée de village.

La surface constructible est de 0.61ha.

L'implantation de nouvelles entreprises devra s'accompagner d'un traitement paysager adéquat permettant une intégration harmonieuse des bâtiments à vocation artisanale et/ou commerciale. En effet, compte tenu de sa situation géographique en entrée de bourg sur les abords d'une voie d'importance (RD60) et en limite du site Natura 2000, il apparaît indispensable de mener un réaménagement du secteur parfaitement intégré et adapté.

Par ailleurs, la commune a instauré un droit de préemption en vue de réaliser plusieurs projets d'aménagements (desserte du secteur, sécurisation du carrefour...)

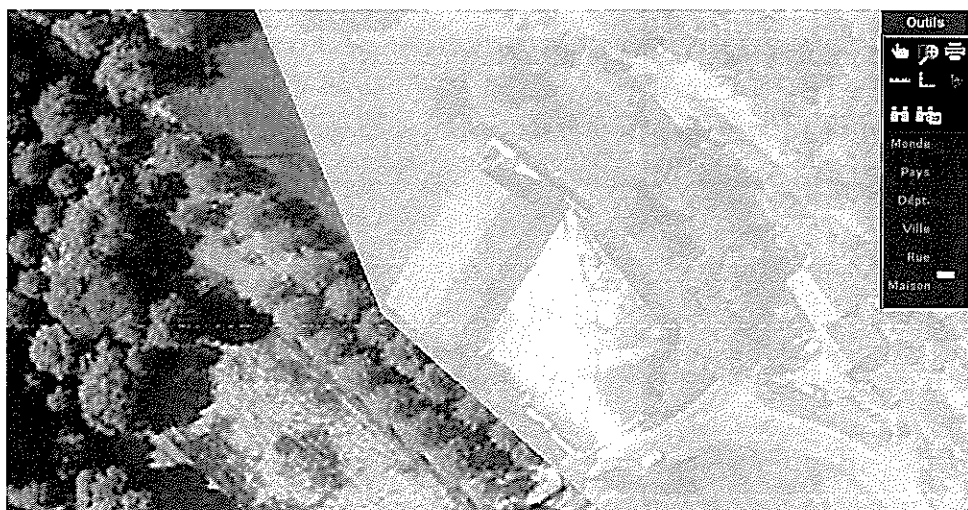


5.3.3.3. Types de milieux concernés

On a ici affaire à des prairies de fauche soit pures, soit complantées de noyers ou de chênes truffiers. Une partie du site Natura 2000 recouvre une ancienne entreprise, des jardins et des habitations.



Orthophotoplan du site de la Croix de la Mission Nouvelle (source INPN).



Orthophotoplan du site de la Croix de la Mission Nouvelle montrant (tramé jaune) *
la limite du site Natura 2000 (source INPN).

5.3.3.4. Risques d'interactions avec le site Natura 2000

Le projet d'extension de la zone constructible recouvre partiellement le périmètre Natura 2000 (voir carte ci-dessous).



Toutefois, ce projet d'extension ne fait qu'entériner une situation existante de longue date où des zones d'habitations et d'activités ont été intégrées dans le périmètre du site Natura 2000.

Cela ne se justifie pas sur le plan écologique (habitats d'intérêt communautaire absents de ce secteur).

Le secteur de la Croix de la Mission Nouvelle est par ailleurs quasiment enclavé par les voiries et les zones habitées.

5.3.3.5. Analyse des pressions potentielles sur les habitats naturels

5.3.3.5.1. Identification des pressions

Les différentes pressions potentielles de la carte communale de DAGLAN sur les habitats naturels sont synthétisées ci-après.

5130 - Formations à *Juniperus communis* sur landes ou pelouses calcaires

Statut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 16 %

Représentativité : A

Superficie relative : C

Statut de conservation : B

Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Non.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Non.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.

Non.

- Destruction d'espèces végétales.

Non.

- Détérioration d'habitats naturels.

Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.

Non.

- Perturbation des espèces végétales.

Non.

- Transfert d'espèces exogènes.

Risque faible.

6210 – pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometelia) (* sites d'orchidées remarquables)

Statut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 20 %

Représentativité : A

Superficie relative : C

Statut de conservation : C

Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Non.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Non.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.

Non.

- Destruction d'espèces végétales.

Non.

- Détérioration d'habitats naturels.

Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.
Non.
- Perturbation des espèces végétales.
Non.
- Transfert d'espèces exogènes.
Non.

6220 – Parcours substeppiques de graminées et annuelles des Thero-Brachypodietea

Statut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 10 %
 Représentativité : C
 Superficie relative : C
 Statut de conservation : B
 Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Non.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Non.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.
Non.
- Destruction d'espèces végétales.
Non.
- Détérioration d'habitats naturels.
Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.
Non.
- Perturbation des espèces végétales.
Non.
- Transfert d'espèces exogènes.
Non.

8210 - Pentas rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique

Statut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 10 %
 Représentativité : A
 Superficie relative : C
 Statut de conservation : A
 Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Non.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Non.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.
Non.
- Destruction d'espèces végétales.
Non.
- Détérioration d'habitats naturels.
Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.
Non.
- Perturbation des espèces végétales.
Non.

- Transfert d'espèces exogènes.
Non.

9340 – Forêts à *Quercus ilex* et *Quercus rotundifolia*

Statut biologique sur le site Natura 2000

Couverture : 30 %
Représentativité : B
Superficie relative : C
Statut de conservation : B
Évaluation globale : B

Présence potentielle sur la zone de projet de la carte communale de DAGLAN

Non.

Échanges écologiques possibles entre le projet et le site Natura 2000

Non.

Risques d'incidences du projet sur les populations du site Natura 2000

Pressions directes.

- Destruction d'habitats naturels.
Non.
- Destruction d'espèces végétales.
Non.
- Détérioration d'habitats naturels.
Non.

Pressions indirectes.

- Perturbation des habitats naturels.
Non.
- Perturbation des espèces végétales.
Non.
- Transfert d'espèces exogènes.
Risque très faible.

En l'absence de DOCOB, il n'est pas possible d'avoir une vue détaillée de la distribution de ces habitats dans le site Natura 2000.

En revanche, il est possible d'évaluer les risques en fonction du type de pressions.

Pressions directes.

Destruction d'habitats naturels.

Le risque est nul.

Dégradation des habitats.

Le risque est nul.

Pressions indirectes.

Transfert d'espèces exogènes.

Ce risque est très limité. La Loi Grenelle a identifié comme prioritaire la lutte contre les EEE.

5.3.3.5.2. Niveau, temporalité et réversibilité des pressions

Niveau de pression

Le niveau de pression peut être considéré comme nul.

Caractère temporaire ou permanent.

/

Caractère réversible.

/

5.3.3.6. Analyse des pressions potentielles sur les espèces animales et végétales

5.3.3.6.1. Identification des pressions

Les différentes pressions potentielles de la carte communale de DAGLAN sur les habitats d'espèces, les espèces animales et végétales sont synthétisées ci-après.

	Pressions directes			P. indirectes		
	1	2	3	4	5	6
Invertébrés						
Damier de la succise (<i>Eurodryas aurinia</i>)	-	-	-	-	-	-

- : non applicable
 * : effet potentiellement présent

Pressions directes.

- 1 - Destruction d'habitats d'espèces.
- 2 - Destruction d'espèces végétales.
- 3 - Destruction d'espèces animales.

Pressions indirectes.

- 4 - Perturbation des espèces végétales.
- 5 - Perturbation des espèces animales.
- 6 - Transfert d'espèces exogènes.

5.3.3.6.2. Niveau, temporalité et réversibilité des pressions

Le niveau de pression de la carte communale de DAGLAN, le caractère temporaire ou pérenne des pressions, leur caractère réversible et cumulatif sont précisés ci-après pour les espèces pour lesquelles des pressions ont été identifiées.

Niveau de pression

	Pressions directes			P. indirectes		
	1	2	3	4	5	6
Invertébrés						
Damier de la succise (<i>Eurodryas aurinia</i>)	0	0	0	0	0	0

- : non applicable
 + : effet positif
 0 : effet nul
 1 : effet faible
 2 : effet moyen
 3 : effet fort
 4 : effet très fort

Caractère temporaire ou permanent.

	Pressions directes			P. indirectes		
	1	2	3	4	5	6
Invertébrés						
Damier de la succise (<i>Eurodryas aurinia</i>)	-	-	-	-	-	-

T : caractère temporaire des effets
 P : caractère permanent des effets

Caractère réversible.

Les effets peuvent être considérés comme nuls.

Caractère cumulatif.

Aucune incidence cumulée n'a été détectée sur le site en dehors des pressions anthropiques générales qui s'appliquent globalement.

5.3.3.6.3. Effets cumulatifs : identification des autres pressions existantes sur le site Natura 2000

Les autres pressions d'origine anthropique existantes aux alentours du site Natura 2000 sont reprises dans le tableau suivant.

La carte communale de DAGLAN est en mesure de venir contrebalancer les incidences négatives du poste 403, habitat dispersé, en localisant opportunément les nouvelles constructions.

Les effets d'une légère densification urbaine peuvent, par ailleurs indirectement, potentiellement renforcer l'artificialisation des peuplements et la chasse.

L'ensemble des pressions du site ne sont ni connues, ni localisées et ni chiffrées.

CODE	LIBELLÉ	INTENSITÉ	% DU SITE	INFLUENCE
141	Abandon des systèmes pastoraux	-	-	-
162	Artificialisation des peuplements	-	-	-
190	Autres activités agricoles et forestières	-	-	-
230	Chasse	-	-	-
403	Habitat dispersé	-	-	-

- Éléments non évalués ni sur le plan surfacique, ni sur le plan quantitatif.

5.3.3.6.4. Effets cumulatifs : identification des autres pressions existantes aux alentours du site Natura 2000

Les autres pressions d'origine anthropique existantes aux alentours du site Natura 2000 ne sont pas reprises dans le FSD.

À part la participation anecdotique à l'émergence très ponctuelle de bruits et de dérangements liés aux habitations, la carte communale de DAGLAN n'est pas en mesure d'entrer en synergie avec les autres pressions existantes aux alentours du site Natura 2000.

5.3.3.7. Analyse globale des incidences de la carte communale de DAGLAN sur le site Natura 2000 et ses composantes biologiques

Il apparaît après cette analyse spécifique que les risques d'interactions sont très limités dans l'espace et ne concernent pas des habitats relevant de la Directive Habitats 92/43/CEE du 21 mai 1992.

La proposition d'extension des zones à aménager de la Croix de la Mission Nouvelle, faite par la carte communale de DAGLAN, s'applique à des habitats occupés par des activités agricoles (prés de fauche) ou une zone d'activités pré-existante.

On peut donc conclure clairement à l'absence d'incidences écologiques significatives de la carte communale de DAGLAN sur les habitats naturels, les habitats d'espèces ainsi que les espèces animales et végétales relevant de l'annexe II de la Directive Habitats 92/43/CEE du 21 mai 1992.

Il est donc ici permis de conclure que l'intégrité du fonctionnement écologique du périmètre du SIC du Causse de Daglan et de la vallée du Céou ne sera pas affecté par le projet d'extension de la zone

aménageable de la Croix de la Mission Nouvelle. Le maintien de l'état de conservation du site, des habitats d'espèces et des espèces ne seront pas affectés par le plan d'urbanisme.

Le seul risque qui subsiste à l'issue de cette évaluation des incidences concerne les risques de propagation des espèces exotiques envahissantes (EEE) lors des opérations d'aménagement, qui restent très limités.

6. MESURES D'ADAPTATION DE LA CARTE COMMUNALE DE DAGLAN

6.1. ADAPTATION DE L'EMPRISE DES FUTURES ZONES AMÉNAGEABLES

Du fait de l'absence d'incidences notoires de la carte communale de DAGLAN sur le site Natura 2000 du causse de Daglan et de la vallée du Céou, il n'est pas nécessaire de modifier plus que la proposition actuelle le périmètre d'implantation des futures zones aménageables, notamment sur le secteur de la Bégonie et de Fort Louis.

6.2. MESURES DE RÉDUCTION DES RISQUES DE PROPAGATION DES EEE (ESPÈCES EXOTIQUES ENVAHISSANTES)

De façon à répondre, aux exigences de la loi Grenelle de l'Environnement, et compte tenu des enjeux écologiques locaux élevés, le maître d'ouvrage va devoir intégrer la problématique des EEE (espèces exotiques envahissantes) dans les opérations d'aménagement.

La démarche adoptée par le maître d'ouvrage sera développée par le suivi écologique des aménagements et reposera notamment sur :

- un suivi écologique en phase d'aménagement ;
- la mise en place d'un plan annuel de prévention des risques spécifique aux EEE ;
- le suivi écologique des EEE se poursuivra annuellement avec rendu d'un rapport aux services compétents (Autorité environnementale).

CONCLUSION SUR LA FAISABILITÉ ET LES MODALITÉS DE MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE DE DAGLAN VIS-À-VIS DU RÉSEAU NATURA 2000

Cette évaluation des incidences Natura 2000 a donc permis de statuer clairement et de façon conclusive sur la faisabilité, au plan écologique, biologique et patrimonial, de la carte communale de DAGLAN vis-à-vis du réseau Natura 2000.

La présente évaluation environnementale vient donc, spécifiquement, s'insérer dans l'étude d'impact instruite conformément à la circulaire du 15 avril 2010 relative à l'évaluation des incidences Natura 2000 (BO du MEEDDM n°2010/8 du 10 mai 2010).

Elle a pour objet d'évaluer les incidences de la carte communale de DAGLAN sur le réseau de sites Natura 2000 selon les recommandations de l'article 6-3 de la Directive Habitats, Faune, Flore 92/43/CEE du 21 mai 1992 qui prévoit un mécanisme obligatoire d'évaluation des plans et projets non liés à la gestion du site mais susceptibles de l'affecter de façon significative.

Ce dossier d'incidence Natura 2000 est conforme à l'article L. 414-4 I du Code de l'Environnement et au décret du 9 avril 2010 (2010-365 modifiant les articles R-419 à R-426 CE), ainsi qu'aux deux arrêtés préfectoraux datant de 2011.

La présente étude d'incidences Natura 2000 a été menée selon les méthodes préconisées par le Ministère de l'Environnement et la Commission européenne.

Cette évaluation environnementale des incidences écologiques a, en effet, suivi les étapes clés de la procédure d'incidence Natura 2000 :

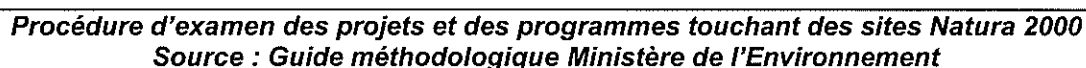
- en répondant sur la nécessité de réaliser un dossier préliminaire d'incidences Natura 2000 ;
- en ciblant l'évaluation des incidences uniquement sur les espèces et habitats des directives européennes ;
- en ayant un caractère d'exhaustivité ;
- en étant proportionnée aux enjeux écologiques et à la proximité des sites Natura 2000 et à l'ampleur du projet ;
- en effectuant de manière calibrée et justifiée (approche scientifique) une appréciation de la notion d'effet significatif sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000 ;
- en ayant un caractère conclusif sur l'absence d'impacts négatifs significatifs sur le réseau Natura 2000.

Par ailleurs, l'appréciation du cumul des effets de la carte communale de DAGLAN avec les effets d'autres projets en cours ou déjà réalisés a également été réalisée.

Le projet d'aménagement s'avère donc être compatible avec la conservation des espèces, des habitats d'espèces et des habitats naturels des différents sites les plus proches de la zone de projet.

La figure de la page suivante synthétise le cheminement méthodologique et réglementaire suivi pour cette évaluation.

Il est donc proposé aux services de l'État, instructeurs des démarches d'évaluation Natura 2000, de valider la faisabilité de la carte communale de DAGLAN vis-à-vis de la réglementation française et européenne concernant la conservation du réseau Natura 2000.



BIBLIOGRAPHIE

Publications liées au réseau Natura 2000 :

Autres références juridiques <http://www.natura2000.fr/>

- BANG, P., DAHLSTRÖM, P. et CUISIN, M. - 1987 - Guide des traces d'animaux - Delachaux et Niestlé, Neuchâtel-Paris, 240 p.
- BARDAT J., BIORET Fr., BOTINEAU M., BOULLET V., DELPECH R., GEHU J.M., HAURY J., LACOSTE A., RAMEAU J.C., ROYER J.M., ROUX G. et TOUFFET J., 2004. Prodrôme des végétations de France. Muséum National d'Histoire Naturelle, Paris. 171 pp.
- BELLMANN, H. & LUQUET, G. Chr. - 1995 - Guide des Sauterelles, Grillons et Criquets d'Europe occidentale. Delachaux et Niestlé, Lausanne (Suisse) - Paris, 384 pp.
- BELLMANN, H. & LUQUET, G. Chr. - 1995 - Guide des Sauterelles, Grillons et Criquets d'Europe occidentale. Delachaux et Niestlé, Lausanne (Suisse) - Paris, 384 pp.
- BENSETTITI F., RAMEAU J.C., CHEVALIER H., BARTOLI M., GOURC J. (Coord.), 2001a – Cahiers d'habitats Natura 2000 – Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire – Tome 1 (Volume 1) : Habitats forestiers. MATE / MAP / MNHN, La Documentation Française, Paris. 339 pages.
- BENSETTITI F., RAMEAU J.C., CHEVALIER H., BARTOLI M., GOURC J. (Coord.), 2001b – Cahiers d'habitats Natura 2000 – Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire – Tome 1 (Volume 2) : Habitats forestiers. MEDD / MAAPAR / MNHN, La Documentation Française, Paris, 423 pages.
- BENSETTITI F., BIORET, F., ROLAND J., LACOSTE, J.-P. (Coord.), 2004 – Cahiers d'habitats Natura 2000 – Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire – Tome 2 : Habitats côtiers. MEDD / MAAPAR / MNHN, La Documentation Française, Paris, 399 pages.
- BENSETTITI F., GAUDILLAT V., HAURY J., BARBIER B., PESCHADOUR F. (Coord.), 2002 – Cahiers d'habitats Natura 2000 – Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire – Tome 3 : Habitats humides. MATE / MAP / MNHN, La Documentation Française, Paris, 457 pages.
- BENSETTITI F., BOULLET V., CHAVALDRET-LABORY C., DENIAUD J. (Coord.), 2005 – Cahiers d'habitats Natura 2000 – Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire – Tome 4 (Volume 1) : Habitats agro-pastoraux – MEDD / MAAPAR / MNHN, La Documentation Française, Paris, 445 pages.
- BENSETTITI F., BOULLET V., CHAVALDRET-LABORY C., DENIAUD J. (Coord.), 2005 – Cahiers d'habitats Natura 2000 – Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire – Tome 4 (Volume 2) : Habitats agro-pastoraux – MEDD / MAAPAR / MNHN, La Documentation Française, Paris, 487 pages.
- BENSETTITI F., HERARD-LOGEREAU, K., VAN ES J., BLAMAIN C. (Coord.), 2004 – Cahiers d'habitats Natura 2000 – Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire – Tome 5 : Habitats rocheux – MEDD / MAAPAR / MNHN, La Documentation Française, Paris, 381 pages.
- BENSETTITI F., GAUDILLAT V., MALENGREAU, D., QUÉRÉ, E. (Coord.), 2002 – Cahiers d'habitats Natura 2000 – Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire – Tome 6 : Espèces végétales. MATE / MAP / MNHN, La Documentation Française, Paris, 271 pages.
- BENSETTITI F. & GAUDILLAT V. (Coord.), 2002 – Cahiers d'habitats Natura 2000 – Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire – Tome 7 : Espèces animales. MEDD / MAAPAR / MNHN, La Documentation Française, Paris, 353 pages.
- BIRDLIFE INTERNATIONAL, 2004. *Birds in Europe: populations estimates, trends and conservation status*. Cambridge, UK: BirdLife International, 374 p.
- BLAMEY M., GREY-WILSON C., 1991. La Flore d'Europe Occidentale. Éditions Arthaud, Paris. 544 pp.
- BONNIER, G., 1911-35. Flore Complète Illustrée. Rééd. 1986, Belin, Paris, 346 p.
- BOURNERIAS, M., ARNAL, G., BOCK, C., 2001. Guide des groupements végétaux de la Région Parisienne. 4ème édition, BELIN, Paris, 640 pp.
- BROWN R., FERGUSON J., LAWRENCE M., LEES D. & CUISIN M., 1989. *Reconnaître les plumes, les traces et les indices des oiseaux*. Bordas, Paris, 232 p.
- CHINERY, M. - 1988 - Insectes de France et d'Europe occidentale. Arthaud, Paris : 320 p.
- CHINERY, M. & CUISIN, M. - 1994 - Les Papillons d'Europe (Rhopalocères et Hétérocères diurnes). Delachaux et Niestlé S. A., Lausanne (Suisse) - Paris : 320 pp.
- Circulaire DGFAR/SDEA/C2008-5026 du 26 mai 2008 relative aux mesures agro-environnementales.
- Circulaire DNP/SDEN N°2004-1 du 5 octobre 2004 sur l'évaluation des incidences programmes et projets de travaux, d'ouvrages ou d'aménagements susceptibles d'affecter de façon notable les sites Natura 2000. http://www.natura2000.fr/IMG/pdf/circulaire05102004_incidences_n2000.pdf
- Circulaire DNP/SDEN N°2007 N°1 DGFAR/SDER/C2007-5023 du 30 avril 2007 sur la charte Natura 2000.
- Circulaire DNP/SDEN/DGFAR N°2007-3 du 21 novembre 2007 relative à la gestion contractuelle des sites Natura 2000 en application des articles R414-8 à 18 du code de l'environnement.

- Circulaire DNP/SDEN/N°2004 – 3 DGFAR/SDSTAR/C2004-5046 du 24 décembre 2004 relative à la Document d'objectifs du site Natura 2000 FR1112003 « Boucles de la Marne »
- Code de l'environnement - Chapitre IV : Conservation des habitats naturels, de la faune et de la flore sauvages. <http://www.legifrance.gouv.fr/>
- COMITÉ FRANÇAIS DE L'UICN & MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE, 2009. La Liste rouge des oiseaux nicheurs de métropole. In www.uicn.fr
- Commission européenne (2000). Gérer les sites Natura 2000 – Les dispositions de l'article 6 de la directive "habitats" (92/43/CEE). Office des Publications Officielles des Communautés Européennes, 69 pages.
- COMMISSION EUROPEENNE (Ed.) - 1997 - Natura 2000 - Manuel d'interprétation des habitats de l'union européenne - Version EUR 15. 110 p.
- CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES - 1979 - Directive 79/409/CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des Oiseaux sauvages (Directive "Oiseaux"). Journal Officiel des Communautés européennes du 25 avril 1979.
- CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES, 1979. *Directive 79/409/CEE du 2 avril 1979 concernant la conservation des Oiseaux sauvages (Directive "Oiseaux")*. Journal Officiel des Communautés européennes du 25 avril 1979.
- CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES, 1992. Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des Habitats naturels ainsi que de la Faune et de la Flore sauvages. Journal Officiel des Communautés européennes N°L 206/7 du 22 juillet 1992.
- CORBET, G. et OVENDEN, D. - 1984 - Mammifères d'Europe - Bordas, Glasgow, 240 p.
- CRAMP S. et al. (eds.), 1977-1994. Handbook of the Birds of Europe, the Middle East and North Africa : The Birds of the Western Palearctic, 9 volumes. Oxford University Press, Oxford.
- Directives européennes « Oiseaux sauvages » 79/409 du 2 avril 1979 et « Habitats, faune, flore » 92/43 du 21 mai 1992 : <http://europa.eu/scadplus/leg/fr/s15006.htm>
- DIREN Bretagne www.bretagne.ecologie.gouv.fr/Patrimoine/nature/Nat2000bret/cadre_juridique/PDF/circulaire_gestion_fiches.pdf
- DIREN PACA, 2007. *Inventaire et cartographie des habitats naturels et des espèces végétales et animales dans les sites Natura 2000 de la région Provence – Alpes – Côte-d'Azur. Cahier des charges pour les inventaires biologiques.*
- DOMMANGET, Claude, Thierry et Jean-Louis (coord.) – 2002 – Inventaire cartographique des Odonates de France (Programme INVOD) : Bilan 1982-2000. Martinia, Tome 18, Supplément 1, juin 2002 : 68 p.
- DOMMANGET, J.L. - 1987 - Étude faunistique et bibliographique des Odonates de France. I.N.R.A./M.N.H.N./S.F.F. - Secrétariat de la Faune et de la Flore, Paris, 283 p.
- DOMMANGET, J.-L. - 1995 - Inventaire odonatologique de la Région Île-de-France. Rapport 1994. S.F.O. / Min. Env./DIREN Île-de-France, Bois d'Arcy : 73 pp.
- DOMMANGET, J.-L. – 2002 – Protocole de l'Inventaire cartographique des Odonates de France (Programme INVOD). Muséum National d'Histoire Naturelle, Société Française d'Odonatologie, 3ème édition, 64 pages.
- DOMMANGET, J.-L. & S.F.O. – 2000 – Liste de référence des Odonates de France métropolitaine. Société Française d'Odonatologie, 4 pp.
- DOMMANGET, J.-L. (coord.) - 1994 - Atlas préliminaire des Odonates de France. État d'avancement au 31-12-1993. Collections Patrimoines Naturels, Vol. 16. Paris SFF/MNHN, SFO et Min. Env. : 80 pp.
- DUBOIS P. J., LE MARECHAL P., OLIO G. & YESOU P., 2000. *Inventaire des oiseaux de France – Avifaune de la France métropolitaine*. Ed. Nathan, Paris, pp. 137-138
- DUBOIS P. J., LE MARECHAL P., OLIO G. & YESOU P., 2008. *Nouvel inventaire des oiseaux de France*. Delachaux et Niestlé, Paris, 559 p.
- DUBOIS P.J. & JIGUET F., 2006. *Résultats du 3e recensement des laridés hivernant en France (hiver 2004-2005)*. Ornithos 13 : 146-157.
- FERGUSON-LEES J. & CHRISTIE D., 2001. Raptors of the world. Helm, London, 320 p.
- FIERS V., GAUVRIT B., GAVAZZI E., HAFFNER P. & MAURIN H., 1997. Statut de la faune de France métropolitaine : statuts de protection, degrés de menace, statuts biologiques. M.N.H.N. / I.E.G.B. - Service du Patrimoine Naturel / R.N.F. / Ministère de l'Environnement, Paris, 225 p.
- FITTER R., FITTER A. et FARBER A., 1991. Guide des Graminées, Carex, Joncs, Fougères. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel-Paris, 256 pp.
- FOURNIER P. - 1990 - Les quatre flores de France, (nouveau tirage) - Éditions Lechevalier, Paris, 1104 pp.
- GEROUDET P., 1978. *Grands Échassiers, Gallinacés et Râles d'Europe*. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel-Paris, 429 p.
- GEROUDET P., 1979. Les Rapaces diurnes et nocturnes d'Europe. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel-Paris, 426 p.
- GEROUDET P., 1980. Les Passereaux. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel-Paris, 3 tomes.
- GEROUDET P., 1982. *Les Palmipèdes*. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel-Paris, 284p.
- GUINOCHET, M. & VILMORIN, R. (de), 1975-1984. Flore de France. Ed. CNRS., 5 vol. 1879 p., Paris.
- GUINOCHET, M., 1973. Phytosociologie. Masson & Cie, Paris, 227 pp.
- GUYETANT, R. - 1997 - Les Amphibiens de France. Rev. fr. d'aquariologie. 24ème année, suppléments aux N°1-2, 64 pp.
- HAGEMEIJER E.J.M. & BLAIR M.J. (Editors), 1997. The EBCC atlas of European breeding birds: their distribution and abundance. T & A D Poyser, London, 903 p.

- <http://agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/dgfarc20075023iz.pdf>
<http://agriculture.gouv.fr/sections/publications/bulletin-officiel/2008/bo-n-22-du-30-05-08/circulairedgfarsdea/>
<http://agriculture.gouv.fr/sections/publications/bulletin-officiel/2007/bo-n-48-du-30-11-07/circulaire5913/>
- IBORRA O., 2004. Bondrée apivore. In Thiollay J.M. & Bretagnolle V. Rapaces nicheurs de France – Distribution, effectifs et conservation. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel-Paris : 28-31.
- JIGUET F. *et al.*, 2009. *Décisions prises par la Commission de l'Avifaune française en 2008-2009. 12^e rapport de la CAF*. Ornithos 16-6 : 382-393.
- JULVE, Ph., 1993. Synopsis phytosociologique de la France (communautés de plantes vasculaires). LEJEUNIA, N.S., 140 : 160 p.
- KEITH Ph. & ALLARDI J. (coord.) – 2001 – Atlas des poissons d'eau douce de France. Patrimoines Naturels, 47 : 387 p.
- KEITH Ph., ALLARDI J. & MOUTOU B. – 1992 – Livre rouge des espèces menacées de poissons d'eau douce de France. Coll. Patrimoines Naturels, Vol. 10, S.F.F. – M.N.H.N., CSP, CEMAGREF, Min. Env., Paris, 111 p.
- KERGUELEN, M., 1993. Index synonymique de la flore de France. Collection Patrimoines Naturels, Vol. 8, série du Patrimoine Scientifique. Secrétariat de la Faune et de la Flore, Muséum National d'Histoire Naturelle de Paris, 197 p.
- KERGUELEN, M., 1994. Compléments et corrections à l'index synonymique de la flore de France. Bulletin de l'Association d'Informatique Appliquée à la Botanique, tome 1 : 129-189.
- LAFRANCHIS, T. – 2000 – Les papillons de jour de France, Belgique et Luxembourg et leurs chenilles. Collection Parthénopé, éditions Biotopie, Mèze (France) : 448 p.
- LAMBINON, J., DELVOSALLE, L. & DUVIGNEAUD, J., 2004. Nouvelle flore de la Belgique, du Grand Duché de Luxembourg, du Nord de la France et des régions voisines (Ptéridophytes et Spermatophytes). 5^{ème} éd. du Patrimoine du Jardin botanique national de Belgique, Meise. 1167 pp.
- LEFRANC N., 1999. Pie-grièche écorcheur. In Rocamora G. & Yeatman-Berthelot D. Oiseaux menacés et à surveiller en France. Société d'Études Ornithologiques de France / Ligue pour la Protection des Oiseaux, Paris, 320-321.
- LEFEUVRE J.C. coord., 1999. – Rapport scientifique sur les données à prendre en compte pour définir les modalités de l'application des dispositions légales et réglementaires de chasse aux oiseaux d'eau et oiseaux migrateurs en France. MNHN, Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Paris : 204 p.
- LERAUT (Patrice), 1980.- Liste systématique et synonymique des lépidoptères de France, Belgique et Corse. Supplément à Alexanor et au bulletin de la Société Entomologique de France, Paris, 334 p.
- LERAUT, P. - 1992 - Les Papillons dans leur milieu. Coll. Écoguides Bordas, 256 pp.
- LERAUT, P. - 1997 - Liste systématique et synonymique des Lépidoptères de France, Belgique et Corse (deuxième édition). Supplément à ALEXANOR : 526 pp.
- LHOMME (Léon), 1923-1935 - Catalogue des Lépidoptères de France et de Belgique en 3 vol. Léon Lhomme éditeur., Le Carriol, par Douelle (Lot).
- MAURIN, H. & KEITH, P. (dir.) - 1994 - Inventaire de la Faune menacée en France, Le Livre Rouge. Nathan, MNHN, WWF France, Paris : 176 pp.
- MINISTERE DE L'ECOLOGIE ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE, 2007. Arrêté du 3 mai 2007 modifiant l'arrêté du 17 avril 1981 modifié fixant les listes des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire. Journal Officiel de la République Française du 16 mai 2007.
- Ministère de l'écologie et du développement durable, 2007. Guide méthodologique pour l'évaluation des incidences des projets de carrières sur les sites Natura 2000. Ministère de l'écologie et du développement durable, 104 pages.
- MOTHIRON Ph. 2001 — Géomètres (Lepidoptera Geometridae). In : Contribution à la connaissance du patrimoine naturel francilien. Inventaire commenté des Lépidoptères de l'Île-de-France. Vol. 2. Alexanor, 21, suppl. hors-série : [1]-[164], 4 pl. coul., 2 fig., 7 tabl., 1 dépliant hors-texte.
- MOTHIRON, Ph. - 1997 - Noctuelles (Lepidoptera Noctuidae). In : Contribution à la connaissance du patrimoine naturel francilien. Inventaire commenté des Lépidoptères de l'Île-de-France. Vol. 1. Alexanor, 19, suppl. hors-série : 1-144, 4 pl. coul., 2 fig., 2 déliants.
- MULLARNEY K., SVENSSON L., ZETTERSTROM D. & GRANT P.-J., 1999. Le guide ornitho. Delachaux & Niestlé, Paris, 400 p.
- MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE, MNHN, 1996. – Statut et migration pré-nuptiale des espèces d'oiseaux d'eau et d'oiseaux migrateurs chassables en France. Demande du Ministère de l'Environnement, DNP, 180 p.
- MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE et OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE, 1989. - Répartition et chronologie de la migration pré-nuptiale et de la reproduction en France des oiseaux d'eau gibier. Secrétariat d'État chargé de l'Environnement, Paris, 86 p.
- MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE, SERVICE DE LA CONSERVATION DE LA NATURE – 2001 – Cahiers d'habitats Natura 2000 – Connaissance et gestion des habitats et des espèces d'intérêt communautaire – Tome 1 : Habitats forestiers, Volume 1. La Documentation Française, 339 pp.
- MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE, SERVICE DE LA CONSERVATION DE LA NATURE - 1980 – La vallée de la Seine moyenne, projet final de mise en Réserve Naturelle de biotopes représentatifs de la vallée de la Seine. 42 pp.

- NAULEAU, G. & C.N.R.S. - 1980 - Les Lézards de France. Revue française d'aquariologie, herpétologie. Fascicule n°3, 3ème trimestre 1980, Nancy, pp. 65-96.
- NAULEAU, G. & C.N.R.S. - 1984 - Les Serpents de France. Revue française d'aquariologie, herpétologie. Fascicule 3 et 4, 2ème édition, mai 1987, Nancy, 56 pp.
- OFFICE NATIONAL DE LA CHASSE ET DE LA FAUNE SAUVAGE, ONCFS, 2003. – Informations scientifiques nécessaires à la préparation des textes réglementaires sur l'ouverture de la chasse aux oiseaux migrateurs en France. Observatoire national de la faune sauvage et de ses habitats. Rapport scientifique n°1, 19 p.
- RAMEAU, J.C., MANSION, D. & DUME, G., 1989. Flore Forestière Française ; guide écologique illustré ; vol.1 : plaines et collines. IDF, DERF et ENGREF - Dijon, 1785 pp.
- RESERVES NATURELLES DE FRANCE - 1998 - Guide des plans de gestion des Réserves Naturelles. Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Atelier Technique des Espaces Naturels. 96 pp.
- ROCAMORA G. & THAURONT M., 1992. *Inventaire français des Zones de grand Intérêt pour la Conservation des Oiseaux sauvages dans la Communauté européenne*. CIPO-Ecosphère-LPO, Ministère de l'Environnement-DNP.
- ROCAMORA G. & YEATMAN-BERTHELOT D., 1999. Oiseaux menacés et à surveiller en France. Listes rouges et recherche de priorités. Populations. Tendances. Menaces. Conservation. Société d'Études Ornithologiques de France / Ligue pour la Protection des Oiseaux, Paris, 560 p.
- ROCAMORA, G. et al. (1994). Les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux en France. Ministère de l'Environnement, Birdlife International, Ligue pour la Protection des Oiseaux, Paris, 1994, 339 pages.
- SADOUL N. & RAEVEL P., 1999. *Mouette mélanocéphale*. In Rocamora G. & Yeatman-Berthelot D., 1999. *Oiseaux menacés et à surveiller en France*. Société d'Études Ornithologiques de France / Ligue pour la Protection des Oiseaux, Paris, 242-243.
- SCHWOEHRER, C. et TERRAZ, L., 2007 - Ghid metodologic pentru l'évaluation de la mise en œuvre planurilor de management pentru siturile Natura 2000. Union Européenne, ATEN et MEEDDAT (France), ARPM Timisoara (Roumanie), Ministère chargé de l'Environnement (Pologne) (Twinning project Phare 2004/IB/EN-03), Timisoara, octobre 2007, 15 pages.
- SLAMKA F., 1997- Die Zünslerartigen (Pyraloidea) Mitteleuropas, Bratislava.
- SOCIÉTÉ FRANÇAISE POUR L'ÉTUDE ET LA PROTECTION DES MAMMIFÈRES (S.F.E.P.M.) - 1984 - Atlas des Mammifères sauvages de France - Société Française pour l'Étude et la Protection des Mammifères, 229 pp.
- SOCIÉTÉ HERPETOLOGIQUE DE FRANCE (S.H.F.) (CASTANET, J. & UYETANT, R. coord.) – 1989 - Atlas de répartition des Reptiles et Amphibiens de France. Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement / D.P.N.-S.F.F./M.N.H.N. Société Herpétologique de France, Paris, 191 pp.
- SOUHEIL H., BOIVIN D., DOUILLET R., et al, 2009. Guide méthodologique d'élaboration des Documents d'objectifs Natura 2000. Atelier Technique des Espaces Naturels. 121p
- TERRAZ, L. et al (2008). Guide pour une rédaction synthétique des Documents d'objectifs Natura 2000. ATEN, MEEDDAT, RNF, Montpellier, juin 2008, 71 pages.
- THIOLLAY J.M. & BRETAGNOLLE V., 2004. Rapaces nicheurs de France – Distribution, effectifs et conservation. Delachaux et Niestlé, Neuchâtel-Paris, 176 p.
- VALENTIN-SMITH, G. et al. (1998). Guide méthodologique des documents d'objectifs Natura 2000. Réserves Naturelles de France, Atelier Technique des Espaces Naturels, Quétigny, 1998, 144 pages.
- VANSTEENWEGEN C., 1998. L'Histoire des oiseaux de France, Suisse et Belgique. L'évolution des populations, le statut des espèces. Delachaux et Niestlé, Lausanne, Paris, 336 p.
- VOISIN J.-F. (coord.) – 2003 – Atlas des Orthoptères (Insecta : Orthoptera) et des Mantidés (Insecta : Mantodea) de France. Patrimoines Naturels, 60 : 104 p.
- WENDLER, A. & NÜß, J.-H. - 1994 - Libellules. Guide d'identification des libellules de France, d'Europe septentrionale et centrale. Société Française d'Odonatologie : 132 p.
- WETLANDS INTERNATIONAL, 2002. Waterbird Population Estimates – Third Edition. Wetlands International Global Series n°12, Wageningen, Netherlands.
- YEATMAN-BERTHELOT D., 1991. Atlas des Oiseaux de France en hiver. Société Ornithologique de France, MNHN, 575 pages.
- YEATMAN-BERTHELOT, D. & JARRY, G. - 1994 - Nouvel Atlas des Oiseaux nicheurs de France, 1985-1989. Société Ornithologique de France, Paris 776 p.

Sites internet des institutions et associations suivantes :

Atlas des Oiseaux nicheurs d'Aquitaine (AONaQ)
 Aquitaine Nature
 CAUE Gironde
 Cistude Nature
 Conseil régional d'Aquitaine
 Conseil général de Gironde / Service Environnement / Espaces naturels sensibles
 Conservatoire botanique national Sud Atlantique
 CRPF Aquitaine
 Conservatoire régional des Espaces naturels d'Aquitaine
 DDAF Gironde
 DDTM Gironde
 DREAL Aquitaine
 Faune Aquitaine
 Fédération départementale des chasseurs de Gironde
 IGN, 2011. Base de données cartographiques en ligne. Géoportail.
 INPN, 2011. – Inventaire national du Patrimoine naturel. Tableau de référence de la faune. En ligne.
 INRA UMR 1202 BIOGECO (UMR Biodiversité Gènes et Communautés / Équipe Entomologie Forestière et Biodiversité)
 Ligue française pour la Protection des Oiseaux (LPO)
 LPO Aquitaine
 Office national de la chasse et de la faune sauvage / Délégation régionale Sud-Ouest
 Office national des forêts
 OPIE
 Patrimoine naturel d'Aquitaine (Région Aquitaine)
 Portail Natura 2000 (Ministère de l'Environnement)
 Préfecture de la Gironde, Bureau de la protection de la nature et de l'environnement
 SEPANSO
 Société française d'Odonatologie
 Société française d'Orchidophilie, Aquitaine
 UICN 2008 - 2011 ; - Red List of Threatened Species. En ligne.
 Vigie Nature (Muséum national d'Histoire naturelle).
 Visionature, réseau développé par la LPO.

Publications régionales ou locales spécialisées :

Anitsbéhère, J.-C. ,2009. Les plantes aquatiques et des milieux marécageux de Gironde. Mémoires Soc. Linn. Bordeaux, Tome 12, 136 p.
 Barbaro L., Nezan J., Bakker M., Revers F., Couzi L., Vetillard F. & O. L.G. 2003. Distribution par habitats des oiseaux nicheurs à enjeu de conservation en forêt des Landes de Gascogne. Le Courbageot, 21/22: 12-23.
 Barbaro L., Pontcharraud L., Vétillard F., Guyon D. & Jactel H. 2005. Comparative responses of bird, carabid, and spider assemblages to stand and landscape diversity in maritime pine plantation forests. Ecoscience, 12: 110-121.
 Barbaro L., Vetillard F., Menassieu P. & Van Halder I. 2005. Liste commentée des Coléoptères carabiques (Coleoptera Carabidae) de la forêt des Landes de Gascogne (Landes et Gironde). Bulletin de la Société Linnéenne de Bordeaux, 141/34 (3): 197-210.
 Barbaro, L. 2010. Note sur les observations de Coucou-geai *Clamator glandarius* en Aquitaine et Charente-Maritime. Faune-Aquitaine Publication
 Barbaro, L., Nezan, J., Bakker, M., Revers, F., Couzi, L., Vétillard, F. & Le Gall, O. 2003. Distribution par habitats des oiseaux nicheurs à enjeu de conservation en forêt des Landes de Gascogne. Le Courbageot 21-22, 12-23.
 Barbaro, L., Rossi, J.P., Vetillard, F., Nezan, J., & Jactel, H. 2007. The spatial distribution of birds and carabid beetles in pine plantation forests: the role of landscape composition and structure. Journal of Biogeography, 34: 652-664.
 Biodiversity and Conservation, volume 17 number 5. Mai 2008. Special issue on biodiversity in plantation forests.
 Bonnet, J. C. (2001). Inventaire de l'avifaune observée en Dordogne au cours du XXème siècle: espèces nicheuses. Le Courbageot 18, 17-23.
 Boutet, J. Y. & Petit, P (coord.) (1987). Atlas des oiseaux nicheurs d'Aquitaine. Centre régional ornithologique Aquitaine-Pyrénées / Conseil régional Aquitaine, Bordeaux, 241 p.
 Brouckhoff E., Liebhold A.M. & Jactel H. 2006. The ecology of forest insect invasions and advances in their management. Canadian Journal of Forest Research, 36: 263-268.
 Brouckhoff EG, Jactel H, Parrotta JA, Quine CP, Sayer J. 2008. Plantation forests and biodiversity : oxymoron or opportunity? Biodiversity and Conservation 17 : 925-951.
 Busnel L, Dauphin P, Labatut A. 1995 Contributions à l'inventaire de la flore : département de la Gironde. Bull. Soc. Bot. Centre-Ouest, n.s. 26. 268-269

- Carnus J.M., Parrotta J., Brockerhoff E.G., Arbez M., Jactel H., Kremer A., Lamb D., O'Hara K. & Walters B. 2003. Planted forests and biodiversity. IUFRO Occasional Paper.
- Collectif (botanistes linnéens). 2005. Catalogue Raisonné des Plantes Vasculaires de la Gironde Mémoires Soc. Linn. Bordeaux, Tome 4, 2005. 516 p.
- Collectif_LPO-Aquitaine (2000). Centrale de données ornithologiques d'Aquitaine: période du 1er août au 31 juillet 1997. Le Courbageot 16, 4-36.
- Collectif_LPO-Aquitaine 2001. En direct du CHN. Le Courbageot 18, 30-31.
- Collectif_LPO-Aquitaine 2002. En direct du CHN. Le Courbageot 19, 26.
- Comité_d'Homologation_Aquitain 2002. En direct des Comités d'Homologation. Le Courbageot 20, 27.
- Comité_d'Homologation_Aquitain 2002. Liste des espèces soumises à homologation en Aquitaine au 01/01/2001. Le Courbageot 19, 25.
- Comité_d'Homologation_Aquitain 2003. En direct des comités d'homologation. Le Courbageot 21-22, 33.
- Darblade, S. & Lesclaux, P. 2011. Données régionales sur la population nicheuse de Blongios nain (*Ixobrychus minutus*) : synthèse 2009-2010. Faune-Aquitaine Publication 0014-2011. <http://www.faune-aquitaine.org/>
- Dauphin P. & J.-C. Antotsbère, 1997. Les Galles de France (2ème édition). Mémoires Soc. Linn. Bordeaux, Tome 2, 382 p.
- DIREN Aquitaine – Orientations régionales pour la gestion de la faune sauvage et de ses habitats (ORGFH), Bordeaux.
- DIREN Aquitaine – Profil départemental de la Gironde, Bordeaux.
- DIREN Aquitaine – Profil environnemental régional. DREAL, Bordeaux.
- DREAL Aquitaine. – Stratégie régionale de la biodiversité. DREAL, Bordeaux.
- Dupuy, F. & Feigné, C. 2010. La Spatule blanche *Platylea leucorodia* en Aquitaine, 1975-2009. Faune-Aquitaine Publication 0005-FA2010. <http://www.faune-aquitaine.org/>
- Dupuy, F. 2003. Suivi Temporel des Oiseaux Communs par Capture (STOC-Capture): bilan de la station d'Audenge (Gironde) pour l'année 2002. Le Courbageot 21-22, 30.
- Duverger, C., 1990. Catalogue des Coléoptères Coccinellidae de France. Bulletin Soc. Linn. Bordeaux, Tome 18, 2, 26 p.
- Fleury, A. 1977. Dénombrements d'Anatidés hivernants sur les côtes et les plans d'eau aquitains - Hiver 1975-1976. Le Courbageot 3, 17-20.
- Fleury, A. 1977. Dénombrements d'Anatidés hivernants sur les côtes et les plans d'eau aquitains - Hiver 1976-1977. Le Courbageot 4, 20-24.
- Fleury, A. 1978. Nidification de la Buse variable dans la lande humide girondine. Le Courbageot 5, 1-3.
- Fleury, A. 1980. Dénombrements d'Anatidés hivernants en Aquitaine - Saisons 1977-78, 1978-79 et 1979-80. Le Courbageot 7-8, 1-8.
- Fleury, A. 2001. Wetland International: dénombrement des oiseaux d'eau en Aquitaine à la mi-janvier 2001. Le Courbageot 17, 24-26.
- Follea B. & C. Gautier, n.d. – Atlas des paysages d'Aquitaine. DDE Gironde / DREAL Aquitaine en ligne <http://www2.cdu.urbanisme.developpement-durable.gouv.fr/cdu/texteintegral/gironde/sommaire.htm> .
- Fortier, JA. & Couzi, L. 2011. Effectifs et répartition du Gravelot à collier interrompu en Aquitaine. Faune-Aquitaine Publication 0016-2011 <http://www.faune-aquitaine.org/>
- Gans, J. P. (2005). Bilan de la reproduction du Faucon crécerelle *Falco tinnunculus* dans des nichoirs en Gironde entre 2000 et 2004. Le Courbageot 25, 15-18.
- Grelier, Y., 1989. Contribution à la liste des Macrolépidoptères de Gironde. Bulletin Soc. Linn. Bordeaux, Tome 17, 2, 85 p.
- Grisser, P. & Sargos, F. (1982). Statuts des Ardéidés en Aquitaine; bilan 1977-1980. Le Courbageot 9, 1-28.
- Grisser, P. (1985). Écologie des stationnements de limicoles dans une région continentale d'Aquitaine: la vallée de l'Isle (Dordogne). Le Courbageot 11, 1-36.
- Jouandoudet, F. 2003. Le Bruant ortolan (*Emberiza hortulana*) en Aquitaine: état des lieux avant l'enquête nationale prévue en 2004. Le Courbageot 21-22, 28-29.
- Laporte, T. 2004. Gestion et suivi des zones humides du lac d'Uzein pour la conservation des odonates. Le Courbageot 23, 12.
- Le Gall, O. 2003. Suivi Temporel des Oiseaux Communs par Échantillonnages Ponctuels Simples (STOC-EPS) : bilan du réseau aquitain pour l'année 2002. Le Courbageot 21-22, 34-35.
- Le Gall, O. 2004. Suivi Temporel des Oiseaux Communs par Échantillonnage Ponctuel Simple: bilan du programme STOC-EPS en Aquitaine pour la période 2002-2004. Le Courbageot 24, 30-31.
- Le Gall, O. 2005. Le Suivi Temporel des Oiseaux Communs par Échantillonnage Ponctuel Simple (STOC-EPS) en Aquitaine en 2005. Le Courbageot 25, 19-21.
- Le Gall, O., Pajot, B., Roques, H. & Tyssandier, P. 1998. Centrale de données ornithologiques d'Aquitaine: période du 1er août 1992 au 31 juillet 1993. Le Courbageot 15, 1-22.
- Lesgourgues, Y. (coord.), 2009. Tempête du 24 janvier 2009 : éléments de réflexion pour aborder la reconstitution forestière du massif des Landes de Gascogne. CRPF.
- Neuville, F. 1975. Inventaire des oiseaux rarissimes et rares observés ou trouvés en Aquitaine. Le Courbageot 1, 17-18.
- Pajot, B. 2001. La tempête de novembre 2000 : son effet sur les oiseaux. Le Courbageot 17, 15-23.
- PEFC Aquitaine, 2002. État des Lieux portant sur la gestion durable des forêts d'Aquitaine – Massif des Landes de Gascogne.
- PEFC Aquitaine, 2007. État des Lieux portant sur la gestion durable des forêts d'Aquitaine.

- Poissonnier M., Orazio C., Carnus J. –M. (coord.), 2007. Projet FORSEE, Un réseau de zones pilotes pour la gestion durable des forêts de l'Arc Atlantique. Rapport final. Aquitaine Partie 1 : Synthèse. IEFC.
- Revers, F. 2001. Données hivernales d'Oedicnème criard (*Burhinus oedicnemus*) en Aquitaine. Le Courbageot 18, 28-29.
- SEPANSO, 2003. – Les invasions d'espèces. Sud-Ouest Nature. 120-121 : 1-53.

Publications d'écologie & références générales :

- ACEMAV. 2003 - Les Amphibiens de France, Belgique et Luxembourg. Coll. Parthénopé, Mèze, 480 p.
- ADAMS, L.W. et L.E. DOVE (Eds), 1989. – Wildlife reserves and corridors in the urban environment. A guide to ecological landscape planning and resource conservation. National Institute for Urban Wildlife / Fish and Wildlife Service, Columbia, 91 p.
- ALLEN, T.F.H. et T.W. HOEKSTRA, 1992. – Toward a unified ecology. Columbia University Press, New York, 384 p.
- ANDERSON, S.H., 1981. - Correlating habitat variables and birds. *Studies in Avian Biology*, n°6 : 538-542.
- ANONYME, 1997. – Avifaune et activités humaines. Actes du XXXVème Colloque Interrégional d'Ornithologie, Bron. CORA, Lyon, 280 p.
- ANONYME, 1999. – Interpretation Manual of European Union Habitats – EUR15. European Commission, DG Environment, Nature and Biodiversity. 132 p.
- ANONYME, 2001a. – Partridges, quails and pheasants. Special Number. *Game and Wildlife Science* 18 (3-4) : 229-559.
- ANONYME, 2001b. – Management plans for European migratory birds. Special Number. *Game et Wildlife Science* 18 (1) : 1-139.
- ANONYME, 2007. – Interpretation Manual of European Union Habitats – EUR27. European Commission, DG Environment, Nature and Biodiversity. 142 p.
- ANONYMOUS, 1993. – Proceedings : Avian interactions with utility structures. E.P.R.I., Palo Alto.
- ASCETE, 2001. – Liste des orthoptères de France, mise au point lors de l'assemblée générale de l'ASCETE de 2005 et tenue à jour postérieurement. 10 p.
- BAIZE, B. & B. JABIOL, 1995. – Guide pour la description des sols. Éd. De l'INRA.
- BARATAUD, M. & al., 2001. – Les Chiroptères de la Directive Habitats. *Arvicola* XIII : 2.
- BARBAULT, R., 1981. – Écologie des populations et des peuplements. Masson, Paris, 200 p.
- BAUER, K.M. & U.N. GLUTZ VON BLOTTZHEIM, in Serie : Handbuch der Vögel Mitteleuropas. Akademische Verlagsgesellschaft, Frankfurt am Main.
- BE'ER, R. (Ed), 1994. – Man, bird and the environment. *The Torgos* 24 : 1-94.
- BEAMAN, M. & S. MADGE, 1998 : Guide encyclopédique des Oiseaux du Paléarctique occidental. Nathan, Paris, 868 p.
- BEEBEE, T.J., 1996. – Ecology and conservation of Amphibians. Chapman & Hall, London.
- BEEBY, A. et A.-M. BRENNAN, 1997. – First ecology. Chapman et Hall, London, 301 p.
- BEGON, M., HARPER, J.L., C.R. TOWNSEND, 1986. – Ecology. Individuals, populations and communities. Blackwell Scientific Publications, Oxford, 876 p.
- BEKHUIS, J. (comp.), 1992. - Breeding bird atlas of Europe. Working report. Part 1. Non-Passeriformes. Part 2. Passeriformes. European Ornithological Atlas Committee, Beek-Ubbergen. Vol. 1 & 2 : 446 p.
- BERGEN, F., 2001. – Vögel in der Kulturlandschaft. Ulmer, Stuttgart, 350 p.
- BERTRAND, G., 1978. – Le paysage entre la nature et la société. *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest* 49(2) : 229-258.
- BIBBY, C.J., BURGESS, N.D., HILL, D.A., 1992. – Birds Census Techniques. Academic Press Ltd, London. 257 p.
- BIRD, D., VARLAND, D.E. et J.J. NEGRO (Eds), 1996. – Raptors in human landscapes. Adaptation to built and cultivated environments. Academic Press, London, 396 p.
- BirdLife International 2004 – Birds in the European Union : a status assessment. Wageningen, The Netherlands : BirdLife International : 50 p.
- BIRDLIFE INTERNATIONAL, 2004. - Threatened birds of the world 2004. CD-Rom
- BIRDLIFE INTERNATIONAL, 2008. - Species factsheet: *Burhinus oedicnemus*. Downloaded from <http://www.birdlife.org> on 1/7/2008
- BIRKAN, M. (Dir.), 1998. – Perdix VII. *Game et Wildlife Science* 15 (HS 1) : 285-602.
- BISSARDON, M. & L. GUIBAL, 1997. – CORINE biotopes. Version originale. Types d'habitats français. ENGREF, Nancy, 175 p.
- BLONDEL J., 1975. - L'analyse des peuplements d'oiseaux, éléments d'un diagnostic écologique. 1. La méthode des échantillonnages fréquentiels progressifs. *Terre et Vie* 29 : 233-289.
- BLONDEL J., 1980. - Ecologie et gestion de l'espace naturel. L'apport du "modèle-oiseaux". Actes des Journées d'études de l'Association française des Ingénieurs Ecologues, Grenoble : 71-91.
- BLONDEL, J., 1979. – Biogéographie et écologie. Masson, Paris.
- BLONDEL, J., 1986. – Biogéographie évolutive. Masson, Paris, 221 p.
- BOERSEMA, J.J., COPIUS PEEREBOOM, J.W. et W.T. DE GROOT (red), 1986. – Basisboek Milieukunde. 2° Druk. Boom, Amsterdam, 508 p.
- BOLTON, M. (Ed), 1997. – Conservation and the use of wildlife resources. Chapman et Hall, London, 278 p.
- BRUTSAERT, P., 1998. -Précautions concernant les perturbations électromagnétiques et sonores (audibles et ultrasons). Jeumont Industrie, Note interne dactylographiée, 2 p.

- BUREL, F. et J. BAUDRY, 1999. – Écologie du paysage. Concepts, méthodes et applications. Éditions Tec et Doc, Paris, 359 p.
- CAF 2007 - En direct de la CAF : Liste officielle des Oiseaux de France (Catégories A, B, C). - Ornithos, 14 (4) : 234-246.
- CANTERS, K. (Ed.), 1995 – Habitat fragmentation and infrastructure. Ministry of Transport, Public Works and Water Management, Maastricht-The Hague, 474 p.
- CHANCELLOR, R.D., 1977. – Proceedings of the World Conference on Birds of Prey, Vienna, October 1-3, 1975. I.C.B.P., London, 442 p.
- CHINDRIEUX, Ecologie appliquée, Univ. B. Pascal, 63 Aubière, 19 p. + 17 pp en annexes.
- CODY, M.L. & J.R. DIAMOND (Eds.), 1975. – Ecology and evolution of communities. Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, 545 p.
- CODY, M.L. (Ed.), 1985. – Habitat selection in birds. Academic Press, London, 558 p.
- COLINVAUX, P., 1993. – Ecology 2. Wiley, New York, 688 p.
- COLLECTIF, 1990. Biological invasions in Europe and the Mediterranean Basin. Dordrecht (Netherlands), Kluwer Academic Publishers, 463 p.
- COMITE DES PLANTES MENACEES DE L'UNION INTERNATIONALE DE CONSERVATION DE LA NATURE. 1977. Listes des plantes rares, menacées et endémiques en Europe. Strasbourg, Conseil de l'Europe, 1977. 277 p. coll. Sauvegarde de la nature. n°14.
- COQUE, R., 1977. – Géomorphologie. A. Colin, Paris, Coll. U.
- CORRE, J.J., 1981. – Plantes rares et menacées du Gard. Conservatoire Botanique National de Porquerolles.
- COUNCIL OF EUROPE, 1976 – Mammifères menacés en Europe. – Strasbourg : 188 p.
- COUPLAN, F., 2000. – Dictionnaire étymologique de botanique. Delachaux & Niestlé. Paris, 238 p.
- COURTECUISSÉ, R. & B. DUHEM, 2000. – Guide des champignons de France et d'Europe. Delachaux & Niestlé, Paris, 480 p.
- COX N., CHANSON J. & STUART S. (coord.) 2006 - Statut de conservation et répartition géographique des reptiles et amphibiens du bassin méditerranéen. - UICN, Centre de coopération pour la Méditerranée : 55 p.
- CRABTREE, A.F. (Ed), 1984. – 3rd International Symposium on Environmental Concerns in Right-of-Way Management. Mississippi State University, 689 p.
- CRAMP, S. & K.E.L. SIMMONS (Eds), in series : The Birds of the Western Palaearctic. Oxford University Press, Oxford.
- DANTON, P. & M. BAFFRAY, 1995. - Inventaire des plantes protégées en France. A.F.C.E.V. / Nathan, Mulhouse, 293 p.
- DEFAUT, B., 1999. – Synopsis des Orthoptères de France. Matériaux Entomocénétiques. N.S. 2ème Éd., 87 p.
- DEFAUT, B., 2001a. – Actualisation taxonomique et nomenclaturale du Synopsis des Orthoptères de France. Matériaux Entomocénétiques. 6 : 107-112.
- DEFAUT, B., 2001b. – Carte de la végétation de la France.
- DEL HOYO, J., ELLIOTT, A. & J. SARGATAL (Eds), in series : Handbook of the Birds of the World.
- DERUAU, M., 1996. – Les formes du relief terrestre. A. Colin, Paris, Coll. U.
- DEVILLERS P., DEVILLERS-TERSCHUREN J. & VANDER LINDEN C., 2001. PHYSIS Palearctic Habitat Classification. Updated to 10 December 2001. Institut Royal des Sciences Naturelles, Bruxelles.
- DEVILLERS P., DEVILLERS-TERSCHUREN J., LEDANT J.-P. & coll., 1991. CORINE biotopes manual. Habitats of the European Community. Data specifications - Part 2. EUR 12587/3 EN. European Commission, Luxembourg, 300 p.
- DIJKSTRA, K.-D. B. & R. LEWINGTON, 2007. – Guide des Libellules de France et d'Europe. Delachaux & Niestlé. Paris, 320 p.
- DUBOIS, P.J., LE MARÉCHAL, P., OLIOSO, G. & P. YÉSOU, 2000. - Inventaire des Oiseaux de France. Avifaune de la France métropolitaine. Nathan, Paris, 397 p.
- DUCHAUFFOUR, P., 1988. – Pédologie. Masson, Paris.
- ENGELHARDT, W. (Her.), 1983. – Ökologie im Bau- und Planungswesen. Wissenschaftliche Verlagsgesellschaft mbH Stuttgart, 190 p.
- EUROPEAN TOPIC CENTRE ON BIOLOGICAL DIVERSITY, 2008. European Nature Information System (EUNIS) Database. Habitat types and Habitat classifications. ETC/BD-EEA, Paris.
- EUROPEAN TOPIC CENTRE ON BIOLOGICAL DIVERSITY, 2008. European Nature Information System (EUNIS) Database. References. ETC/BD-EEA, Paris.
- FARINA, A., 1998. Principles and methods in landscape ecology. Chapman & Hall, London, 235 p.
- FAURIE, C., FERRA, C., MÉDORI, P et J. DEVAUX. 1998. – Écologie. Approche scientifique et pratique. Tec et Doc, Lavoisier, Paris, 339 p.
- FAYARD, A., 1984. – Atlas des mammifères sauvages de France. Société Française d'Etude et de Protection des Mammifères, 299 p.
- FERRAND, Y., GOSSMAN, F., BASTAT, C. & M. GUÉNÉZAN, 2005. – Le réseau national ONCFS / FDC Bécasse des bois. Faune sauvage 268.
- FIERS, GAUVRIT, GAVAZZI, MAURIN et coll, 1997. Statut de la faune de France métropolitaine. Statut de protection, degrés de menace, statuts biologiques. Col. Patrimoine naturels, vol 24 – Paris, Service du Patrimoine Naturel/IEGB/MNHN, Réserves Naturelles de France, Ministère de l'Environnement, 255 p.
- FISCHESSER, B et M.-F. DUPUIS-TATE, 1996. – Le guide illustré de l'écologie. Éd. de la Martinière / CEMAGREF, 319 p.

- FLINDT, R., 1995. – *Biologie in Zahlen*. 4. Auflage, Gustav Fischer, Stuttgart, 283 p.
- FORMAN, R.T.T. & M. GODRON, 1986. – *Landscape ecology*. Wiley, New York, 619 p.
- FORMAN, R.T.T., 1995. – *Land mosaics. The ecology of landscapes and regions*. Cambridge University Press, Cambridge, 632 p.
- FOSSATI, O. et L. MALAVAL (Eds), 1987. – *Oiseaux et agriculture. Avifaune des fleuves et des rivières*. Actes du XXVème Colloque Interrégional d'Ornithologie. L'Effraie H.S., CORA / CEVR, St Fons, 75 p.
- FOUCAULT, A. & J.-F. RAOULT, 2001. – *Dictionnaire de géologie*. Masson Dunod, 5ème éd., Paris.
- FRONTIER, S. et D. PICHOD-VIALE, 1991. – *Écosystèmes. Structure. Fonctionnement. Évolution*. Masson, Paris, 392 p.
- FROST, D. R. (2009) - *Amphibian Species of the World : an Online Reference*. American Museum of Natural History, New York, USA. En ligne.
- FULLER, R.J. & D. LANGSLOW, 1986. - *Ornithological evaluation for wildlife conservation*. pp 248-269 in USHER M.B. (Ed). - « *Wildlife conservation evaluation* ». Chapman & Hall London.
- FURNESS, R.W. & J.J.D. GREENWOOD, 1993. - *Birds as monitors of environmental change*. Chapman & Hall, London, 356 p.
- GADANT, J. (Dir.), 1991. – *L'atlas des forêts de France*. Éd. J.-P. De Monza, Paris, 240 p.
- GEORGE, P. & F. VERGER, 2004. – *Dictionnaire de la géographie*. PUF, 8ème éd., Paris.
- GOLDSMITH, F.B. (Ed), 1991. – *Monitoring for conservation and ecology*. Chapman et Hall, London.
- GOOD J.A. & SPEIGHT C.D., 1996. - *Les invertébrés saproxyliques et leur protection à travers l'Europe*. Conseil de l'Europe, Strasbourg, 54 p.
- GRIMMETT, R. (comp.), 1987. - *A review of the problems affecting Palaearctic migratory birds in Africa*. International Council for Bird Preservation Study report n°22, 240 p.
- HAGEMEIJER, W.J.M. & M.J. BLAIR. (Eds.), 1997. - *The EBCC atlas of European Breeding Birds*. European Bird Census Council / T. & A.D. Poyser, London, 903 p.
- HARKER, D., LIBBY, G., HARKER, K., EVANS, S. et M. EVANS, 1999. – *Landscape restoration handbook*. 2nd Ed., Lewis Publishers, Boca Raton, 145 pp + 1000 p.
- HARRISON, P. et F. PEARCE, 2000. – *AAAS Atlas of population and environment*. American Association for the Advancement of Science, University of California Press, Berkeley, 204 p.
- HASSELL, M.P., 1976. – *The dynamics of competition and predation*. Edward Arnold, London, 68 p.
- HEALY, S. (Ed), 1998. – *Spatial representation in animals*. Oxford University Press, Oxford, 188 p.
- HEYWOOD, V.H. et R.T. WATSON (Eds), 1995. – *Global biodiversity assessment*. UNEP / Cambridge University Press, Cambridge, 1 140 p.
- HOLLAND, P. & al., 2008. – *Bats use magnetite to detect the Earth's magnetic field*. *Revue PLoS ONE* 3(2) e1676.
- HOWE, H.F. et L.C. WESTLEY, 1988. – *Ecological relationships of plants and animals*. Oxford University Press, Oxford, 273 p..
- HUDSON, W.E. (Ed), 1991. – *Landscape linkages and biodiversity*. Island Press, Washington, DC, 194 p.
- HUDSON, W.E. (Ed), 1991. – *Landscape linkages and biodiversity*. Island Press, Washington, DC, 194 p.
- HUSTINGS M.F.H, KWAK R.G.M, OPDAM P.F.M & REIJNEN. M.J.S.M., 1989. – *Vogelinventarisatie, richtlijnen en verslaglegging*. Pudoc, Wageningen (NL), 492 p.
- IFEN, 1998. – *L'environnement en France*. Ed. La Découverte, Paris, 473 p.
- INTERNATIONAL TRUST FOR THE ZOOLOGICAL NOMENCLATURE, 1999. – *International Code of zoological Nomenclature*. 4e Ed. London, 306 p.
- JAHNS, H.M., 2003. – *Guide des Fougères, Mousses et Lichens d'Europe*. Delachaux & Niestlé. Paris, 257 p.
- JEDICKE, E., 1990. *Grundlagen und Massnahmen einer neuen Naturschutzstrategie*. Ulmer, Wiesbaden, 287 p.
- JENSEN C.C. A/S, 2003. – *Clean Oil Guide*. 2nd Ed. Svendborg, Danemark, 24 p.
- JULVE, P., 1998a - *Baseflor. Index botanique, écologique et chorologique de la flore de France*. Version - mars 2008. (<http://perso.wanadoo.fr/philippe.julve/catminat.htm>)
- JULVE, P., 1998b - *Baseveg. Répertoire synonymique des groupements végétaux de France*. Version - août 2009. (<http://perso.wanadoo.fr/philippe.julve/catminat.htm>)
- KALUSCHE, D., 1996. – *Ökologie in Zahlen*. 4. Auflage, Gustav Fischer, Stuttgart, 415 p.
- KESSLER, J. & A. CHAMBRAUD, 1990. – *La météo de la France : tous les climats, localité par localité*. Lattès, Paris.
- KLIJN, J. et W. VOS (Eds), 2000. – *From landscape ecology to landscape science*. Kluwer Academic Publishers, Dordrecht, 162 p.
- LEBRETON, P., 1978. – *Eco-logique*. Inter-Editions, Paris, 239 p.
- LENSINK, R, 1990. – *Monitoring aspects of bird migration based on a nationwide counts of visible bird migration in The Netherlands 1981-86*. Bird Census and Atlas Studies. XI International Conference on Bird Census and Atlas Work. Institute of Applied Ecology and Ecotechnology Agricultural University, Prague. p 399-409
- LEPART J., MARTY P. & KLESCZEWSKI M. 2007. - *Should the effects of landscape changes on biodiversity be taken seriously ?* – In : *Paysages : De la connaissance à l'action*. BERLAN-DARQUE M., LUGINBÜHL Y. & TERRASSON D., Dir. Editions QUAE, Versailles : 29-40.
- LERAUT P.J.A., 1997. – *Liste systématique et synonymique des Lépidoptères de France, Belgique et Corse* (deuxième édition). Supplément à *Alexanor*, Paris, 526 p.
- LERAUT, P., 2003. – *Le guide entomologique*. Delachaux & Niestlé. Paris, 527 p.
- LIDLE, M, 1997. – *Recreation ecology*. Chapman et Hall, New York, 639 p.

- LOMNICKI, A., 1988. – Population ecology of individuals. Princeton University Press, Princeton, 223 p.
- LOZET, J. & C. MATHIEU, 2002. – Dictionnaire de science du sol. Éd. Tec. & Doc. Lavoisier, Paris, 576 p.
- MANNEVILLE, O., VERGNE, V., VILLEPOUX, O. & le GET, 1999. – Le monde des tourbières et des marais. Delachaux & Niestlé, Paris.
- MARBOUTIN, E. et R. PÉROUX, 1999. – Some aspects of the spatial distribution of hares (*Lepus europaeus*) at night. *Game et Wildlife Science* 16 (2) : 143-158.
- MARCUZZI, G., 1979. – European ecosystems. Dr W. Junk b.v., The Hague. *Biogeographica* 15 : 1-779.
- MARTIN, T.E. & FINCH D.M., 1995. – Ecology and management of neotropical migratory birds. A synthesis and review of critical issues. OUP, Oxford : 489 pp
- MARTINEZ M. & GAUVRIT B., 1997. – « Combien y a-t-il d'espèces d'Insectes en France ? » *Bulletin de la Société entomologique de France*, 102 (4) : 319-332.
- MATTEY, W., DELLA SANTA, E. et C. WANNENMACHER, 1984. – Manuel pratique d'écologie. Payot, Lausanne, 264 p.
- MEYBURG, B.-U. et R.D. CHANCELLOR (Eds), 1989. – Raptors in the modern world. World Working Group on Birds of Prey and Owls, Berlin, 611 p.
- MEYBURG, B.-U. et R.D. CHANCELLOR (Eds), 1994. – Raptor conservation today. World Working Group on Birds of Prey and Owls / Pica Press, Berlin, 799 p.
- Ministère de l'Environnement. Stratégie nationale pour la biodiversité. www.strategie.gouv.fr
- Ministère de l'Environnement. Rapport biodiversité. L'approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes. www.strategie.gouv.fr
- MITCHELL-JONES, A.J., AMORI, G., BOGANOWICZ, W., KRISTUFEK, B., REIJNDERS, P.J.H., SPITZENBERGER, F., STUBBE, M., THISSEN, J.B.M., VOHRAZLIK, V. & J. ZIMA (Editors), 1999. – The Atlas of European Mammals. T & A.D. Poyser, London. 484 p.
- MNHN et ONC, 1989. – Répartition et Chronologie de la migration pré-nuptiale et de la reproduction en France des Oiseaux d'eau gibier. Secrétariat d'Etat chargé de l'Environnement. 88 p.
- MNHN, 1997. – Statut et migration pré-nuptiale des espèces d'oiseaux d'eau et d'oiseaux migrateurs chassables en France. MNHN, Institut d'écologie et de gestion de la biodiversité. 85 p + annexes.
- MORET, L., 1955. – Précis de géologie. Masson & Cie., Paris.
- MOUNTFORT, G., 1988 : Rare birds of the world. Collins / International Council for Bird Preservation, 256 p.
- MOUTOU, F., DUFOUR, B. & A.-M. HATTENBERGER (Coord.), 2003. – Rapport sur la rage des Chiroptères en France métropolitaine. Agence française de Sécurité sanitaire des Aliments, Maisons-Alfort, 70 p.
- MÜHLENBERG, M. et J. SLOWIK, 1997. – Kulturlandschaft als Lebensraum. Quelle et Meyer Verlag, Wiesbaden, 312 p.
- NEWMAN, E.I., 1993. – Applied ecology. Blackwell Scientific Publications, London, 328 p.
- NICHOLLS, B. & P.A. RACEY, 2007. – Bats avoid radar installations : could electromagnetic fields deter bats from colliding with wind turbines ? *PLoS* 2(3) : e297. doi:10.1371/journal.pone.0000297.
- NICOT, J., 1972. – Pays et paysages du calcaire. PUF, Coll. SUP, Paris.
- OLIVIER, L., GALLAND, J.P. & H. MAURIN (Dir.), 1995. – Le livre rouge de la flore menacée de France. Tome 1. Espèces prioritaires. MNHN, Conservatoire botanique de Porquerolles, Ministère de l'Environnement, Paris, 621 p.
- OZENDA P., 1964. Biogéographie végétale. Paris VI, Doin, 374 p.
- PERRINS, C.M., LEBRETON, J.-D. & G.J.M. HIRONS (Eds), 1991. – Bird population studies. Relevance to conservation and management. Oxford University Press, Oxford, UK, 683 p.
- POLLARD, E. et T.J YATES, 1993. – Monitoring butterflies for ecology and conservation. Chapman et Hall, London.
- PRIMACK, R.B., 1995. – A primer of conservation biology. Sinauer, Sunderland, 277 p.
- PRIMACK, R.B., 1998. – Essentials of conservation biology. Second edition. Sinauer, Sunderland, 659 p.
- RAEVEL, P. et J.-C. TOMBAL, 1991 - Impact des lignes haute tension sur l'avifaune. Aménagement et environnement 2 : 1-56.
- RAEVEL, P., 1989 - Inventaire national des espèces d'Oiseaux rares et menacées sensibles au réseau français de lignes électriques haute tension et très haute tension. E.D.F. - C.E.R.T. / A.M.B.E., Valenciennes, 584 pages (ISBN 2-904465-04-9).
- RAMADE, F., 1981. – Écologie des ressources naturelles. McGrawHill, Paris, 322 p.
- RAMADE, F., 1984. – Éléments d'écologie. Écologie fondamentale. McGrawHill, Paris, 397 p.
- RAMADE, F., 1989. – Éléments d'écologie. Écologie appliquée. McGrawHill, Paris, 4ème Ed.
- RAMEAU, J.-C., MANSION, D. & G. DUMÉ, 1989. – Flore forestière française. Guide écologique illustré. Tome 1. Plaines et collines. IDF, Paris, 1785 p.
- RAMEAU, J.-C., MANSION, D. & G. DUMÉ, 1993. – Flore forestière française. Guide écologique illustré. Tome 2. Montagnes. IDF, Paris, 2421 p.
- Région Aquitaine, 2010. Synthèse de la conférence REVERSE. La biodiversité : un enjeu environnemental et économique pour les territoires. Juin 2010, Bordeaux.
- RICKLEFS, R.E., 1996. – Ecology. 3rd Ed. Freeman, New York, 898 p.
- ROBINEAU, R. (Coord.), 2007. – Guide des Papillons nocturnes de France. Delachaux & Niestlé. Paris, 288 p.
- ROCAMORA, G. 1994 - Les zones importantes pour la conservation des oiseaux en France. – Ministère de l'environnement/LPO :339 p.

- ROCAMORA, G. & YEATMAN-BERTHELOT, D., 1999. – Oiseaux menacés et à surveiller en France. Listes rouges et recherches de priorités. Populations. Tendances. Menaces. Conservation. Société d'Etudes Ornithologiques de France / Ligue pour la Protection des Oiseaux. Paris. 560 p.
- ROSENZWEIG, M.L., 1997. – Species diversity in space and time. Cambridge University Press, Cambridge, 436 p.
- ROTHSTEIN, R., 1995. – Ökologischer Landschaftsbau. Ulmer, Wiesbaden, 266 p.
- ROUÉ, S.G. et al., 2002. – Les Chiroptères de la Directive Habitats. Arvicola XIII : 2.
- ROUÉ, S.Y. et M. BARATAUD, 1999. – Habitats et activités e chasse des Chiroptères menacés en Europe : synthèse des connaissances actuelles en vue d'une gestion conservatrice. Le Rhinolophe Volume spécial n°2.
- RUETTE, S., LÉGER, F., ALBARET, M., STAHL, P., MIGOT, P. & P. LANDRY, 2004. – Enquête sur la répartition de la Martre, de la Fouine, de la Belette, de l'Hermine et du Putois en France. Faune sauvage 263 : 28-34.
- RÜHE, F., 1999. – Effect of stand structures in arable crops on Brown Hare (*Lepus europaeus*) distribution. Game et Wildlife Science 16 (4) : 289-316.
- S.E.R. / SOLER, 2008. – Le développement du photovoltaïque en France. Syndicat des Énergies renouvelables / Groupement français des professionnels du solaire photovoltaïque. Paris, 2 p.
- SAINT GIRONS, M.C. 1973 - Les Mammifères de France et du Benelux (faune marine exceptée). - Ed. Doin, Paris : 481 p.
- SAMWAYS, M.J., 1994. – Insect conservation biology. Chapman et Hall, London.
- SAUNDERS, D.A. et R.J. HOBBS (Eds), 1991. – The role of corridors. Nature Conservation 2. Surrey Beatty et Sons, Chipping Norton, Australia, 326 p.
- SAUNDERS, D.A., ARNOLD, G., BURBIDGE, A. et A. HOPKINS (Eds), 1987. – The role of remnant native vegetation. Nature Conservation 1. Surrey Beatty et Sons, Chipping Norton, Australia,
- SAUNDERS, D.A., CRAIG, J.L. et E.M. MATTISKE (Eds), 1996. – The role of networks. Nature Conservation 4. Surrey Beatty et Sons, Chipping Norton, Australia, 684 p.
- SOULÉ, M. (Ed), 1987. – Viable populations for conservation. Cambridge University Press, Cambridge, 189 p.
- SPELLERBERG, I.F., 1992. – Evaluation and assessment for conservation. Chapman et Hall, London, 260 p.
- SPELLERBERG, I.F., GOLDSMITH, F.B. et M.G. MORRIS, 1991. – The scientific management of temperate communities for conservation. British Ecological Society / Blackwell Science, London, 566 p.
- STUART, S.N., CHANSON, J.S., COX, N.A., YOUNG, B.E., RODRIGUES, A.S.L., FISHMANN, D.L. et WALLER, R.W. 2004. Conservation status, decline and extinction rate of world Amfibians. Science 306: 1783-1786.
- SWINGLAND, I.R. et P.J. GREENWOOD, 1983. – The ecology of animal movement. Oxford Science Publications, Clarendon Press, Oxford, 311 p.
- TEMPLE, H.J. & TERRY A. 2007 – The Status and Distribution of European Mammals. IUCN Red List of Threatened Species. Regional Assesment. - UICN, SSC : 44 p.
- THIOLLAY J.M. & BRETAGNOLLE V. 2004. - Rapaces nicheurs de France, distribution, effectifs et conservation.- Delachaux et Niestlé, Paris, 176 p.
- TIÉVANT, P., 2003. – Guide des Lichens. Delachaux & Niestlé. Paris, 302 p.
- TUCKER, G. & M. HEATH (comp.), 1994 : Birds in Europe : their conservation status. BirdLife International, Cambridge, 600 p.
- UICN 2001 - Catégories et Critères de l'UICN pour la Liste Rouge : Version 3.1. Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN. - UICN, Gland, Suisse et Cambridge, Royaume-Uni : ii + 32 p.
- UICN 2003 - Lignes Directrices pour l'Application, au Niveau Régional, des Critères de l'UICN pour la Liste Rouge. Commission de la sauvegarde des espèces de l'UICN. Version 3.0. - UICN, Gland, Suisse et Cambridge, Royaume-Uni. ii + 26 p.
- UICN 2007 – Mammals in the European Union. Status, trends and conservation priorities. En ligne.
- UICN 2008 & 2009 ; - 2008 UICN Red List of Threatened Species. En ligne.
- VALLENCE, M. (dir.) 2007 – Faune Sauvage de France. Biologie, habitats et gestion. - Ed. du Gerfaut, Lyon : 416 p.
- VAN HALUWYN Ch. & LEROND M. Guide des lichens. Paris, Lechevalier, 1993. 344 p.
- VANSTEENWEGEN, C., 1998 – Histoire des oiseaux de France, Suisse et Belgique. Delachaux & Niestlé, Paris, 335 p.
- VERNER, J., 1981. - Measuring responses of avian communities to habitat manipulations. Studies in Avian Biology n°6 : 543-547.
- WATSON, A., 1970. – Animal populations in relation to their food resources. Blackwell Scientific Publications, Oxford, 477 p.
- WIENS, J.A., 1989. - The ecology of bird communities. 1. Foundations and patterns. 2. Processes and variations. Cambridge University Press. 359 p. + 316 p.
- WIENS, J.A., ROTENBERRY J.T., 1981. - Censusing and the evaluation of avian habitat occupancy. Studies in Avian Biology n°6 : 522-532.
- WOLKINGER F., 1982. Les pelouses sèches. Naturopa, n°42. p.17.
- YEATMAN – BERTHELOT, D. & G. JARRY, 1991. - Atlas des Oiseaux de France en hiver. Société Ornithologique de France, Paris, 575 p.
- YEATMAN – BERTHELOT, D. & G. JARRY, 1994. – Nouvel atlas des Oiseaux nicheurs de France (1985 – 1989). Société Ornithologique de France, 775 p.